

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRINX de l'Abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 5 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LÉZOUZ, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (Corse).

D'après la solution que vient de recevoir la question du nouveau port, il devient urgent de se préoccuper, sans plus de retard, du complément et de la formation définitive du plan général de Bastia. On commettrait une faute grave, selon nous, en laissant commencer les travaux du nouveau port, sans arrêter le plan des quartiers qui l'entourent.

Le plan qui vient d'être mis à l'enquête est celui qui fut arrêté en 1842, et qui fut renvoyé à l'administration locale, afin qu'elle eût à faire un complément d'instruction relativement aux constructions ayant un large de moins de quatre mètres, et que le Conseil général des bâtiments civils avait enjoint d'élargir. Cependant, bien que les modifications prescrites eussent été adoptées avec un accord unanime, bien qu'elles n'eussent fait l'objet d'aucune opposition, dans l'enquête, elles ont subi le sort de toutes celles que l'on avait jugé à propos d'apporter au plan de 1842, dans lequel le conseil municipal a déclaré, en dernier lieu, vouloir se renfermer.

Il importe de revenir sur ce point. Mais on objecte que l'on doit se borner à dresser le plan des nouveaux quartiers, et laisser l'ancienne ville en l'état où elle se trouve. A l'appui de cette opinion, l'on prétend qu'il y aurait un grand inconvénient à projeter la rectification des rues de presque la moitié de Bastia. Ces objections si l'on devait s'y arrêter, nous conduiraient directement à n'avoir plus de plan. La loi exige que toutes les villes aient un plan; c'est là une obligation à laquelle nous ne pouvons nous soustraire. Cela fut si bien compris en 1842, que l'on ne se limita pas à faire un plan pour les nouveaux quartiers seulement, que l'on en fit un qui comprenait la ville tout entière et sur lequel on traça, plusieurs projets d'une utilité incontestable, coupant un grand nombre de maisons dans tous les quartiers indistinctement. Malgré cela, personne ne s'était plaint, jusqu'à ce jour, des résultats de la servitude qui frappe les murs de face des maisons destinées à être démolies.

On conviendrait qu'il faut se hâter d'établir le plan de la nouvelle ville; mais tout en ne niant pas la nécessité d'y pourvoir, l'on semble vouloir ajourner la question, se réservant de s'en occuper après la construction du nouveau port. L'on a suivi d'après nous une marche désastreuse pour les intérêts de la Commune. Ce sont précisément les nouveaux quartiers qu'il faut surtout affranchir des difficultés que l'on pourrait y rencontrer. Les ones résultant des accidents naturels du sol, restent telles qu'elles ont toujours été et ne changeront certainement pas pour attendre. Les autres, c'est à dire celles que les individus ne se font pas faute de soulever, sont de nature à se multiplier chaque jour davantage et à entraver l'exécution du plan, dans l'avenir, à cause des obstacles infinis que l'intérêt privé pourrait encore faire surgir avant l'achèvement des travaux du port. C'est pour cela même, qu'en 1842, les efforts de la Commune se concentrèrent plus particulièrement sur les quartiers St François et St Nicolas, et que le gouvernement s'efforça de les approuver, bien qu'il eût suspendu l'approbation du reste du plan pour les motifs que nous avons énoncés. La place Louis-Philippe qui devait être établie en partie sur l'ancien territoire de Cardo, ne put même être définitivement approuvée depuis que cette Commune a été agglomérée à la nôtre, il est devenu nécessaire de mettre une dernière fois la main à l'œuvre conque en 1842. Il y a plus encore; après cette époque il a été enfin décidé que le port de Bastia serait prolongé dans l'axe St Nicolas. La population devant des lors redoubler vers ce côté, on ne peut se dispenser de compléter le plan de la portion de la ville qui borde la rive droite du torrent du Fango, en la modifiant selon les conventions du nouveau port.

Il suit de ce que nous venons de dire, que la question du plan n'a pas été vidée par le Conseil municipal.

Il faut donc s'empresse de lui donner une solution définitive, quelle qu'elle soit, la commune ayant tout à gagner dans la prompt solution de cette affaire. La ville a déjà rencontré beaucoup trop d'obstacles sur l'extrémité nord du plan de 1842, bien qu'elle eût reçu l'approbation du gouvernement. Les constructeurs se portent avec ardeur vers les emplacements qui ne furent pas compris dans le plan formé à cette époque. Une nouvelle ville se forme et se développe, en attendant, avec une rapidité très prononcée. Faut-il se tenir en dehors du progrès et du développement vers les quels nous marchons à grands pas, et s'en remettre uniquement au hasard, ou bien au caprice de ceux dont les intérêts peuvent se trouver en opposition avec ceux de la Commune? Ce serait évidemment compromettre les intérêts de la ville. Et pourtant cette considération semble avoir échappé à presque tout le monde, dans la précipitation que l'on a mise à formuler un avis sur les résultats de l'enquête. On a commis involontairement, sans doute, une erreur qu'il doit être dans la pensée de chacun de vouloir promptement réparer.

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

(PRÉSIDENCE DE M. LE CONSEILLER BIADULLI).

Audience du 30 mai.

Un jour du mois de novembre 1844, Orsini Léonard, laboureur, de la commune de Campile, âgé 43 ans se rendit chez la nommée Mattea Orsini sa voisine et sa parente, en l'absence du mari de celle-ci, sous le prétexte de lui remettre en échange une bouteille de vin qu'il lui apportait. Pendant que la femme Mattea descend à la cave, l'accusé la suit et la menaçant avec un stilet veut la forcer à céder à ses desirs; mais elle parvint à se soustraire à ses violences. Léonard Orsini honteux et confus quitta la maison de la femme Mattea en lui enjoignant de se taire, ce que cette femme promit à condition qu'il ne remettrait plus le pied chez elle.

Cependant le 13 juillet 1845 vers la nuit tombante, la femme Mattea se trouvant dans son jardin fut de nouveau assaillie par Léonard Orsini qui, armé d'un stilet, lui releva les jupes et chercha encore à assouvir sur elle sa brutale passion. Il en fut heureusement empêché par les personnes que les cris de cette femme appelèrent sur les lieux.

Traduit devant les assises en raison de ce double attentat, que l'on a de la peine à s'expliquer si l'on considère que la femme Mattea est âgée de quarante ans et mère de huit enfants, Léonard Orsini n'en dénie pas moins les faits qui lui sont reprochés.

L'accusation a été soutenue par M. Levie substitut. Me Casabianca ainé a présenté la défense.

Déclaré coupable, à la simple majorité, d'attentat à la pudeur avec circonstances atténuantes, l'accusé a été condamné à un an de prison.

Audience du 23.

Le 9 mai 1845, le sieur Durizi Vincent, maire de la commune de Fox faisait élargir le chemin vicinal qui de Fox conduit à Linguizetta au lieu dit Rinicius sur l'escarpement d'une propriété appartenant au sieur Calendini et dont l'indemnité avait été fixée par des experts nommés d'accord. Le surveillant ayant fait commencer le déblai une contestation s'éleva entre Calendini et le surveillant pour savoir à qui appartiendraient les pierres qui se trouvaient dans le déblai. Le sieur Durizi, maire, voulut intervenir; la discussion étant devenue

de plus en plus animée le nommé Valeri Pierre-Xavier, laboureur, âgé de 40 ans et parent de Calendini s'approche du maire et lui porte à la tête un coup de boyau qui le blesse grièvement. Traduit devant les assises en raison de ce fait Valeri prétend avoir été provoqué par le maire qui aurait voulu faire usage d'une arme qu'il tenait cachée.

M. Levie substitut soutient l'accusation, Me Casabianca ainé et Suzoni présentent la défense de l'accusé.

Le jury en déclarant l'accusé coupable de blessures simples avec provocation violente a écarté la circonstance aggravante que la blessure aurait été faite au sieur Durizi à l'occasion de l'exercice de ses fonctions de maire.

Valeri, Pierre-Xavier, a été condamné à 6 mois d'emprisonnement.

Audience des 25 et 26.

Dans la journée du 25 janvier dernier le village de Ficaja était le théâtre d'une rixe sanglante dont le résultat a été la mort d'un homme et des blessures plus ou moins graves pour d'autres. Vinciguerra Benoit avait fait placer une porte à un petit réduit qui se trouve au-dessous de l'escalier de la maison : Raphaël et Paul-Toussaint Vinciguerra ses neveux qui prétendaient avoir des droits sur cette partie de la maison abattirent la porte. Devote Vinciguerra femme de Benoit et son fils Paul-Vincent leur ayant adressé quelques reproches, des injures furent échangées de part et d'autre. Dans ces entrefaites survinrent Natali Mathieu et Vinciguerra Charles-Marie qui prirent fait et cause pour la femme Devote et son fils Paul Vincent. D'un autre côté le nommé Bastien Vinciguerra vint au secours de Raphaël et Paul-Toussaint, ses cousins. Presque tous étaient armés de pistolets et de stilets. Bastien Vinciguerra engage le premier la lutte en saisissant Charles-Marie Vinciguerra par le cou. En ce moment quatre explosions retentirent à peu d'intervalle l'une de l'autre et des blessures plus ou moins graves furent rapportées par plusieurs d'entr'eux. Raphaël Vinciguerra eut le corps traversé par une balle et mourut huit jours après; la femme Devote eut ses vêtements percés, un jeune enfant qui se trouvait là par hasard, le jeune Natali Dominique-François, eut le pied traversé par une balle et Natali Mathieu ainsi que Sébastien Vinciguerra furent blessés à la tête par plusieurs coups de stilet.

Après une longue instruction, cinq des auteurs principaux de cette rixe furent renvoyés devant la cour d'assises de la Corse, ce sont :

1^o Vinciguerra Paul-Vincent âgé de 20 ans accusé de tentative de meurtre sur Raphaël Vinciguerra et port d'armes prohibées.

2^o Vinciguerra Charles-Marie, âgé de 25 ans, accusé de meurtre sur Raphaël Vinciguerra et de port d'armes prohibées.

3^o Vinciguerra Paul-Toussaint, âgé de 22 ans, accusé de tentative de meurtre sur la femme Devote Vinciguerra et de port d'armes prohibées.

4^o Vinciguerra Sébastien, âgé de 29 ans, prévenu d'avoir blessé, au moyen de plusieurs coups de stilet, Natali Mathieu, et de port d'armes prohibées.

5^o Natali Mathieu, âgé de 50 ans, prévenu d'avoir blessé Sébastien Vinciguerra et d'avoir été, lui aussi, porteur d'armes prohibées.

Malgré la confusion et l'obscurité qui devaient nécessairement régner dans les débats

« Tel est, en effet, le moyen proposé par M. Bland. Cet observateur distingué conseille aux cultivateurs de pratiquer vers la fin de juillet une fosse profonde de 25 centimètres tout autour de chaque olivier, depuis le tronc de l'arbre jusqu'à une distance d'environ 30 centimètres au-delà d'une verticale abaissée de l'extrémité des derniers rameaux extérieurs. Le 3 septembre, il faut, dit-il, répandre sur le fond de la fosse la moitié de la terre élevée, et le 11 du même mois y rejeter le reste des déblais, puis en bien aplanir la surface. L'auteur a répété cette expérience plusieurs fois, et jamais il n'a vu une seule de ces petites ténites, ainsi ensevelies, se débarrasser de la terre dont elles étaient surchargées. Toutes ont dû, par conséquent, y périr. Ce moyen, ajoute M. Bland, aurait le double avantage de détruire un des insectes dont les dévastations sont le plus à craindre, et de donner à l'olivier une culture profonde qui en favoriserait la végétation. Il faudrait, il est vrai, sacrifier les olives attaquées, mais le dommage qui en résulterait serait presque nul, car l'huile provenant de ces fruits avariés est peu abondante et de mauvaise qualité, de sorte que les frais d'extraction ne sont pas toujours couverts par les produits que l'on obtient.

« Pour juger de l'efficacité de ce procédé, il faudrait l'avoir employé sur une étendue considérable de terrain, et pour se former une opinion relativement aux avantages que l'agriculture pourrait en tirer, il faudrait aussi pouvoir comparer la dépense occasionnée par la main d'œuvre à la plus-value des produits de la récolte. Ces expériences n'ont pas encore été faites sur une grande échelle, et par conséquent ce n'est qu'avec beaucoup de réserve que nous recommandons l'introduction de la méthode de M. Bland dans la pratique agricole. Mais nous croyons devoir déclarer que cette méthode nous semble bien calculée pour atteindre le but que le cultivateur doit se proposer, et mériter un examen sérieux.

« Un autre insecte qui parfois occasionne aussi de grands dégâts en attaquant les oliviers, appartient à la famille des mouches, et a été décrit par les entomologistes sous le nom d'*oscine* ou de *daucus oleæ*. La femelle dépose ses œufs un à un dans l'olive même, dont le parenchyme huileux sert de nourriture à la larve. Une première portée a lieu au commencement d'août, et une seconde vers la mi-septembre. Les larves provenant de cette dernière génération se transforment en nymphes vers la fin d'octobre, et passent l'hiver sous cette forme, pour achever leurs métamorphoses l'été suivant.

« Quelques-uns de ces insectes se changent en nymphes sans avoir quitté l'intérieur de l'olive et sont, par conséquent, détruits lors de la récolte, si déjà ils ne sont morts de froid avant cette époque. Mais tous n'ont pas des habitudes aussi sédentaires et ne sont pas exposés aux mêmes causes de destruction.

« En effet, M. Bland a constaté que la plupart de ces larves, avant de subir leur première transformation, sortent de l'olive, se glissent de branche en branche jusqu'à terre, pénètrent dans le sol, à une profondeur de deux à quatre centimètres, et s'y changent en nymphes pour y demeurer immobiles pendant toute la durée de la saison froide. Ce sont, par conséquent, ces larves terribles qui contribuent le plus à la multiplication de l'espèce l'année suivante, et la connaissance des particularités de mœurs que nous venons de signaler, a conduit M. Bland à penser que, pour les détruire, on pourrait avoir recours à un moyen analogue à celui qu'il a proposé pour combattre les teignes de l'olivier.

« Il voudrait que, dans le courant de l'hiver, on répandit autour du pied de chaque arbre, une couche de terre épaisse d'environ 80 centimètres et qu'après l'avoir fortement tassée, on laissât le tout dans cet état jusqu'à la fin de juillet. En effet il est bien probable que les oscines ainsi enterrées ne parviendraient pas à se dégager et, de même que les ténites dont il a été déjà question, périraient avant que d'avoir pu quitter leur enveloppe de nymphe. L'olivier, ajoute M. Bland, ne souffrirait nullement de cette pratique, et il y a tout lieu de croire qu'en y ayant recours d'une manière régulière et générale, on empêcherait ces insectes destructeurs de pulvériser comme ils le font souvent. Mais ici encore il faudrait des expériences directes pour trancher la question.

« La teigne et l'oscine ne sont pas les seuls insectes qui nuisent aux oliviers, et M. Bland a étudié les mœurs de plusieurs autres espèces qui attaquent soit la tige, soit la racine ou les feuilles de cet arbre.

« Il propose aussi divers moyens pour effectuer la destruction de ces animaux dévastateurs, mais les détails auxquels il est arrivé ne sont pas aussi nets que ceux que nous venons de résumer.

« Nous nous bornerons donc à ajouter que les observations de M. Bland ont de l'intérêt pour l'entomologie aussi bien que pour l'agriculture, et nous regrettons qu'il n'ait pas eu l'occasion d'essayer en grand les procédés dont il est l'inventeur. Des expériences de ce genre, il est vrai, ne peuvent être exécutées sur une vaste échelle qu'avec l'aide du gouvernement, mais ce serait faire un excellent emploi des deniers de l'Etat, que de consacrer à ces essais une portion des fonds destinés à favoriser les progrès de notre agriculture, et M. Bland pourrait, mieux que toute autre personne, être chargé de ce travail d'utilité publique.

« Eu résumé, vos commissaires sont d'avis que les observations de M. Bland sur les mœurs des insectes nuisibles à l'olivier, sont bien faites, et que les procédés qu'il a imaginés pour arrêter les ravages qu'occasionne la teigne de l'olivier, et l'oscine de l'huile, sont rationnels. En conséquence, nous avons l'honneur de proposer à l'Académie d'approuver les recherches de M. Bland et d'engager cet observateur à saisir toutes les occasions pour soumettre ses vues à l'épreuve de la pratique agricole.

MILNE-EDWARDS.

de l'Académie des sciences.

VENTE AU PROFIT DE L'ÉTAT.

Par acte en date du 16 mai 1846, enregistré et transcrit le dit jour, passé pardevant M. le sous-préfet de l'Arrondissement de Calvi, le sieur Cangioni Jean, propriétaire à Muro, a cédé à l'Etat, pour la construction de la route royale N° 197, de Calvi à Corte, 5 ares 90 centiares de terrain labourable, situé au lieu dit Fontana, pour prix et valeur de 59 fr., non compris la somme de 31 fr. pour dommages de toute nature.

L'avis ci-dessus est donné pour remplir le vœu des articles 16, 17, 18 et 19, de la loi du 3 mai 1841.

La Sous-Préfet de Calvi

Signé : J. A. Pompei.

INDUSTRIE ET BEAUX ARTS.

Nous avons annoncé, il y a quelque temps, la formation d'une nouvelle société marbrière, dans notre ville, sous la raison sociale Padroni, Bartolucci et compagnie.

Un tel établissement est la preuve la plus évidente des progrès toujours croissants de l'industrie dans notre pays.

Nous sommes heureux de pouvoir signaler à nos compatriotes l'importance de cet établissement, qui est à même d'exécuter toutes sortes de commandes en marbres, moins la statuaire.

Nous ne saurions dès-lors trop engager (dans l'intérêt des beaux arts naissants parmi nous) les personnes qui dirigent cette entreprise à persévérer avec courage dans le but qu'elles se proposent d'atteindre; et nous espérons ainsi, que leurs efforts seront couronnés de succès.



PAQUEBOTS A VAPEUR DE LA COMPAGNIE VALÉRY FRÈRES
Service régulier entre Bastia et Marseille
et entre Bastia et Livourne.

LA LETIZIA.

Partira de Bastia pour Marseille, dimanche 31 mai à 8 heures du matin.

Un bateau à vapeur partira pour Fiumorbo le 4 juin prochain, à 4 heures du matin.

Un bateau à vapeur, partira de Bastia pour Ajaccio, le 6 juin à 5 heures du matin, touchant à l'île-Rousse et Calvi, et il arrivera à Ajaccio le soir même.

Il repartira pour Bastia le 8 à 7 heures du soir, relâchant de même à Calvi et l'île-Rousse.

LE SIROP LAROZE

d'écorses d'oranges amères TONIQUE ANTI-NERVEUX, est prescrit avec succès par les meilleurs médecins dans les affections nerveuses, de l'estomac et des intestins. Il excite l'appétit, rétablit la digestion, guérit les gastrites, gastralgies, la constipation, le dérèglement de la sécrétion biliaire, abaisse les convalescences trahissantes, détruit la fièvre, le frisson. On évite les contre-indications en exigeant les cachets et signature Laroze. — Dépôt spécial chez M. Laroze, pharmacien à Bastia.



A LA LIBRAIRIE FABIANI, A BASTIA.

DICTIONNAIRE DES HUISSIERS, ouvrage également utile aux Commissaires, Priseurs et aux Greffiers des justices de Paix, contenant l'examen et l'analyse de la législation etc., divisé en deux parties, l'une renfermant la période antérieure à 1835, avec un formulaire.

PAR FEU URBAIN LOISEAU.

L'autre, la période de 1835 à 1844 et reliée à la première, avec addition des lois nouvelles, par Ch. Vergé etc., 2^e édit. — 2 forts vol. in-8^o papier-raisin, à 2 colonnes contenant la matière de plus de 15 volumes. — Cet ouvrage est une véritable Bibliothèque de l'officier ministériel. Prix 21 fr.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

De la Plage, 21 mai, brick-golette Antoinette, c. Belgodere, charbon.

Livourne, 21, bat. à vap. Maréchal Sebastiani, c. Bertocci, passagers.

Ajaccio, 21, bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, passag.

De la Plage, 21, bout Jésus-Marie, c. Bausa, bois.

Bonifacio, 21, gondole St-Antoine, c. Gavini, porc salé.

Macinaggio, 23, gondole Conception, c. Damiani, vin.

Macinaggio, 23, gondole St-Clement, c. Damiani, vin.

Macinaggio, 23, gondole St-Simon, c. Filippi, vin.

Macinaggio, 23, gondole Trinité, c. Costa, vin.

Rio, 24, brick-golette Leopoldo Secondo, c. Giannoni, minéral.

Livourne, 24, brick Agile, c. de Lagarde-Chamonnas.

De la Plage, 25, gondole St-Erasme, c. Gentil, charbon.

De la Plage, 25, brick-golette Conception, c. Ersa, charbon.

De la mer, 25, bat. à vap. Chacat, c. Baliste lieutenant.

Marseille, 25, bat. à vap. Letizia, c. Bugliani, diverses.

De la Plage, 26, gondole Hyver, c. Ficarella, bois de construction.

De la Plage, 26, tartane François-Etienne, c. Guaitella, charbon.

De la Plage, 27, golette Assomption, c. Thiers, charb.

Livourne, 27, bat. à vap. Maréchal Sebastiani, c. Bertocci.

Marseille, 27, paquebot Napoléon, c. Moity, dépêches.

De la Plage, 27, brick-golette Assomption, c. Gentil, charbon.

DÉPARTS.

Livourne, 31 mai, golette Cathérine, c. Petersee, en lest.

Marseille, 22, paqueb. Napoléon, c. Moity, dépêches.

A la Plage, 22, brick-golette Assomption, c. Oliva, en lest.

A la Plage, 23, mistick Misericorde, c. Gabrielli, en lest.

A la Plage, 23, ch.-marée Amélie, c. Bonelli, en lest.

A la Plage, 23, golette, St-Joseph, c. Alessandri, en lest.

A la Plage, 23, brick-golette Assomption, c. Gentil, en lest.

Naples, 23, balancelles St-François, c. Palomba, anguille.

Civitavecchia, 23, brick-golette St-Antoine, c. Mecchini, en lest.

Livourne, 23, bat. à vap. Maréchal Sebastiani, c. Bertocci, passagers.

Luri, 24, gondole Trinité, c. Cerroni, en lest.

A la Plage, 25, gondole St-Antoine, c. Lauri, diverses.

A la Plage, 25, gondole St-Antoine, c. Tomasini, div.

Portovecchio, 25, gondole Conception, c. Raffacci, en lest.

Macinaggio, 25, gondole St-Simon, c. Filippi, divers.

A la mer, 26, bat. à vap. Chacas, c. Baliste lieutenant.

A la mer, 26, brick Agile, c. de Lagarde-Chamonnas.

Marseille, 27, brick Valéry Jean, c. Sciacaluga, fonte en fer.

Marseille, 27, brick-golette Constance, c. Valzi, fonte en fer.

Livourne, 27, bat. à vap. Maréchal Sebastiani, c. Bertocci, passagers.

Genes, 27, bout Jésus-Marie, c. Bausa, bois, passag.

Le Gérant, N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

de cette affaire où la vérité ne pouvait se faire jour que bien difficilement à travers les passions qui divisent la commune de Ficaja, tous les accusés, à l'exception de Mathieu Natali qui a été acquitté, ont été déclarés coupables par le jury, qui a admis en leur faveur l'excuse de la provocation violente et des circonstances atténuantes.

M. l'avocat général Sigaudy, qui a soutenu l'accusation, avait demandé lui-même l'admission de la provocation.

Après la défense de MM^{es} Gavini, Giordani, Ollagnier et Montera, les accusés ont été condamnés, savoir :

Charles-Marie Vinciguerra à 3 années d'emprisonnement.

Paul-Vincent Vinciguerra à 1 année de la même peine.

Paul-Toussaint Vinciguerra à trois mois.

Sébastien Vinciguerra à 40 jours, et tous solidement au frais du procès.

Natali Mathieu a été mis en liberté.

Audience du 27.

Les frères Marinetti avaient fait construire une bâtisse par des ouvriers italiens. Un différend s'éleva entre eux et les frères Marinetti pour le mètre de cette bâtisse. Les ouvriers désignèrent pour expert le nommé Jean Vagliani maître maçon qui donna raison aux ouvriers. Les frères Marinetti et un certain Louis Damiani leur parent témoignèrent aussitôt leur mécontentement contre Jean Vagliani et à la suite d'une violente altercation ils le frappèrent à coups de bâton. Un des fils Vagliani, Jacques Vagliani, laboureur, âgé de 31 ans, accourut au secours de son père et déchargea à brûle-pourpoint un coup de pistolet sur Louis Damiani qui en fut mortellement blessé au flanc gauche et expira le lendemain.

M. l'avocat général Sigaudy, tout en demandant la condamnation de l'accusé, a reconnu que celui-ci avait été provoqué.

M^{re} Casabianca a présenté la défense. Reconnu coupable de meurtre commis à la suite d'une provocation violente, Jacques Vagliani a été condamné à cinq années d'emprisonnement.

Audience des 28, 29 et 30.

Le nommé Paoli François-Marie, garde-champêtre de la commune de Vescovato, est accusé d'avoir donné la mort avec préméditation et de guet-à-pens à Vinciguerra Alexandre son beau père, mari de sa mère en secondes noces.

Voici dans quelles circonstances :

Le 24 du mois de février 1845 entre les six et sept heures du matin, un cadavre encore chaud était trouvé gisant dans un sentier aux environs de la commune de Vescovato. C'était celui de Vinciguerra Alexandre, vicillard de 70 ans, qui, allant travailler dans sa vigne à une petite distance de cet endroit, avait été victime d'un horrible assassinat. Son corps était traversé de trois balles; on remarquait non loin de là une embuscade; et l'inspection du cadavre faite par des hommes de l'art avait permis de constater que les projectiles avaient été lancés par derrière et que l'explosion de l'arme meurtrière avait eu lieu presque à bout portant. Aussitôt que la nouvelle de ce triste événement se répandit dans la commune, une voix accusatrice s'éleva contre Paoli du sein de sa propre famille; sa sœur utérine, Madelaine Vinciguerra surtout, en exhalant sa douleur désigna hautement son frère comme l'auteur de la mort de son père.

Le même jour vers les onze heures du matin, le garde champêtre Paoli arrivait à une bergerie située à une heure de distance du lieu où le crime avait été commis, en compagnie du nommé Martin Viti autre garde champêtre de la même commune. En lui annonçant la mort de Vinciguerra, des bergers lui firent observer qu'il pouvait bien être lui-même soupçonné d'avoir commis ce crime. Paoli répondit à ces paroles qu'il n'avait rien à crain-

dre, puisque son camarade Viti ayant été le chercher chez lui dès les cinq heures du matin et ne l'ayant jamais quitté un seul instant dans toute la matinée, pouvait bien, au besoin, attester son innocence.

Quelques moments après ayant aperçu des gendarmes se diriger vers l'endroit où il était, Paoli jura à propos de prendre la fuite et ce ne fut que plusieurs mois après que les agents de la force publique parvinrent à l'arrêter.

Le garde champêtre Martin Viti, entendu comme témoin, à l'instruction et à l'audience vient corroborer d'une manière complète la déclaration de l'accusé. Il persiste à soutenir que le 24 février 1845 vers les cinq heures du matin, il est allé chercher l'accusé dans sa demeure, et il affirme ne s'être séparé de lui qu'au moment où ils aperçurent les gendarmes. Il désigne en outre tous les endroits qu'ils ont parcouru ensemble et il nomme successivement toutes les personnes qu'ils rencontrèrent sur leur passage.

A côté de cette déposition qui semblait devoir être d'un si grand poids pour la défense, des charges excessivement graves semblent ne pas mettre en doute la culpabilité de l'accusé.

Alexandre Vinciguerra n'avait point d'ennemis. Paoli seul en voulait à sa vie, parce qu'il était impatient de jouir de la dot de sa mère. Plusieurs fois il avait fait entendre des paroles menaçantes contre son beau-père, et il se montrait irrité de ce que sa mère lui avait légué par testament la moitié disponible de ses biens. Une autre circonstance vint encore révéler les dangereuses dispositions de l'accusé. Madeleine Vinciguerra sa sœur avait été séduite par un nommé Betta et celui-ci ne consentait à l'épouser qu'à la condition de recevoir une large part du bien de la mère de Madelaine. On en vint à des pourparlers, et Paoli en ayant été informé se présenta un fusil à la main dans la maison de son beau-père et là encore il fit entendre contre lui des paroles menaçantes. La mère effrayée ne voulut plus consentir aux conditions imposées par Betta, et le mariage de la demoiselle Vinciguerra fut rompu définitivement. Ce n'est pas tout. Quinze jours avant la perpétration du crime une rixe s'était élevée entre le beau-père et le beau-fils à propos de quelques morceaux de bois que les enfants de Paoli avaient ramassés dans un enclos appartenant à leur grand-mère. Paoli en vint aux prises avec Vinciguerra lequel fut blessé au visage par une pierre qui lui fut lancée par son beau-fils. Un autre fait vient encore se joindre aux différentes charges qui pèsent sur l'accusé. Les gardes champêtres de Vescovato avaient l'habitude de surveiller chacun une partie du territoire de la commune. Le lieu où l'assassinat avait été commis faisait partie du territoire soumis à la surveillance du garde champêtre Poletti. La veille de l'événement comme les gardes champêtres étaient tous réunis dans la maison du secrétaire de la mairie, les nommés Paoli et Viti s'adressant à Poletti le prièrent d'aller le lendemain constater un dommage dans une propriété qu'il n'était point chargé de garder et qui se trouvait précisément éloignée du lieu de l'assassinat.

Enfin le témoin Luigi Parenti, jeune ouvrier Lucquois, établi dans la commune depuis quelques mois, déclare avoir rencontré Paoli seul non loin du lieu où Vinciguerra avait été assassiné.

M. Sigaudy avocat général occupant le siège du ministère public a retracé ces différentes charges en demandant contre l'accusé la plus sévère des peines.

M^{re} Caraffa et Ollagnier, défenseurs de l'accusé se sont attachés à démontrer l'alibi en se fondant principalement sur la déposition de Martin Viti.

Après le résumé de M. le président les jurés se sont réunis dans la chambre de leurs délibérations d'où ils sont sortis une demi-heure après en rapportant un verdict de culpabilité ils ont admis toutes-fois des circonstances atténuantes.

Après le résumé de M. le président les jurés se sont réunis dans la chambre de leurs délibérations d'où ils sont sortis une demi-heure après en rapportant un verdict de culpabilité ils ont admis toutes-fois des circonstances atténuantes.

Après le résumé de M. le président les jurés se sont réunis dans la chambre de leurs délibérations d'où ils sont sortis une demi-heure après en rapportant un verdict de culpabilité ils ont admis toutes-fois des circonstances atténuantes.

Après le résumé de M. le président les jurés se sont réunis dans la chambre de leurs délibérations d'où ils sont sortis une demi-heure après en rapportant un verdict de culpabilité ils ont admis toutes-fois des circonstances atténuantes.

Après le résumé de M. le président les jurés se sont réunis dans la chambre de leurs délibérations d'où ils sont sortis une demi-heure après en rapportant un verdict de culpabilité ils ont admis toutes-fois des circonstances atténuantes.

Après le résumé de M. le président les jurés se sont réunis dans la chambre de leurs délibérations d'où ils sont sortis une demi-heure après en rapportant un verdict de culpabilité ils ont admis toutes-fois des circonstances atténuantes.

L'accusé a été condamné aux travaux forcés à perpétuité et à l'exposition publique.

Audience du 1^{er} juin.

Le 1^{er} janvier dernier Fiamminghi Etienne, laboureur, âgé de 64 ans, demeurant à Luri, invitait le nommé Pieretti, maçon Lucquois, à se rendre chez lui pour y boire du vin; à peine entré dans la chambre de Fiamminghi, Pieretti souhaite la bonne année à son camarade et lui présente une pipe. Au même instant Fiamminghi sort de sa poche un pistolet, l'arme part aussitôt et l'infortuné Pieretti mortellement blessé à la poitrine tombe baigné dans son sang. Fiamminghi se jette éperdu sur le corps de la malheureuse victime qu'il inonde de ses larmes en s'écriant: malheureux qu'ai-je fait? Il l'embrasse et témoigne à ceux qui étaient accourus au bruit de l'explosion ses regrets les plus amers.

Ce meurtre a-t-il été prémédité ou bien au contraire n'a-t-il été que le résultat d'une imprudence? D'après l'accusation Fiamminghi qui, il y a dix ans, a été condamné à deux années d'emprisonnement pour tentative de meurtre, et qui depuis avait manifesté l'intention de devenir bandit, aurait saisi cette occasion pour réaliser ses projets homicides.

Quant aux regrets qu'il a témoignés à l'instant même ils peuvent n'être que l'effet d'un rôle habilement joué. Tel a été le système soutenu par M. Levie substitut.

M^{re} Casabianca aîné et Suzzoni ont successivement combattu ce système. Déclaré coupable d'homicide par imprudence, mais vu son état de récidive Fiamminghi a été condamné à trois années d'emprisonnement.

Audience du même jour.

Le premier janvier dernier une dispute s'éleva entre les nommés Lanfranchi Jean-Fiore et Nicolas Arasti, laboureurs, de la commune de Linguizzetta, au sujet d'un chien appartenant à ce dernier. Arasti qualifia Lanfranchi de Rimbecco; voulant dire par là que lui, Lanfranchi, était un homme vil qui se laissait injurier et battre sans avoir le courage de se venger. Provoqué par ces paroles Lanfranchi, qui se trouvait à sa fenêtre, répondit par d'autres injures, puis s'arma d'un fusil il fit feu sur Arasti et l'étend raide mort aux pieds de la maison. C'est en raison de ce fait que Lanfranchi Jean-Fiore, dont la conduite avait été jugée jusqu'à l'irréprochable, comparait devant le jury.

M. Levie substitut a soutenu l'accusation. M^{re} Giordani a cherché, mais en vain, à faire admettre en faveur de son client l'excuse de la provocation violente.

Déclaré coupable de meurtre avec circonstances atténuantes, Lanfranchi a été condamné à dix années de réclusion sans exposition.

Audience du 2.

Quilici Alexandre, âgé de 32 ans, laboureur, de la commune de San-Martino de Serra, accusé de meurtre.

Cette affaire déjà renvoyée lors des précédentes assises, a été de nouveau renvoyée à la session prochaine à cause de l'absence d'un témoin.

Au moment de mettre sous presse, nous recevons de Livourne la nouvelle de la mort du Pape, arrivée à Rome le 1^{er} juin à 9 h. matin.

Grégoire XVI (Mauro Cappellari) de l'ordre des Bénédictins Camaldules, était né à Bellone le 18 septembre 1765; il a été fait cardinal en 1826, et élu souverain pontife le 2 février 1831.

Lundi dernier un voiturier était parti de Bastia pour se rendre à Corte avec un chargement de blé transporté sur une voiture traînée par deux mules. Il paraît que cet homme s'était endormi sur sa voiture. Arrivé à alto de Melia les mules abandonnées à elles-mêmes, se sont défilées de la route et la voiture est tombée, d'un basculement considérable, dans le Golo. Le len-

demain matin on s'est aperçu, mais trop tard, de ce déplorable accident. Le voiturier et une de ses mules ont été trouvés sans vie.

Depuis quatorze ans il existe à Bagnères de Bigorre (Hautes Pyrénées) une association de bienfaisance qui a pour but de répandre le goût de la musique religieuse et dont les bénéfices sont consacrés à des œuvres de bienfaisance. Cette association artistique a parcouru, depuis plusieurs années, la France et l'Europe, dans les principales villes desquelles elle a donné des concerts qui ont toujours attiré la foule. Au nombre de quarante ces musiciens exécutent différents morceaux qui se font tous remarquer par leur originalité et dont les produits sont versés pour actes de bienfaisance entre les mains du maire de Bagnères; les sommes qui jusqu'ici, ont reçu cette destination s'élèvent à 104,296 fr. Ce sont là des résultats qui se recommandent d'eux-mêmes. Nous apprenons que ces quarante montagnards s'apprêtent à rentrer en Europe, après avoir visité l'Égypte, Jérusalem, Constantinople et qu'ils doivent traverser la Corse avant de se rendre en France. Nous espérons qu'ils trouveront ici l'accueil qu'ils ont rencontré partout et qu'au plaisir d'entendre de la musique originale, exécutée avec ensemble, on voudra joindre le joit de s'associer à la bonne œuvre accomplie par cette association charitable. Ces quarante montagnards français doivent arriver bientôt en Corse.

A l'occasion de la discussion du budget de l'intérieur, l'opposition a soulevé la question de confiance pour le Cabinet. Cette discussion a donné lieu à des débats très vifs et très animés qui ont été soulevés par M. Thiers. Dans un long discours l'honorable chef du centre gauche a résumé tous les griefs de l'opposition contre le Cabinet. M. Thiers a réitéré, de son point de vue, l'histoire des seize années du gouvernement de Juillet et a blâmé vivement tout ce qui s'était fait depuis sa sortie des affaires. M. Odilon-Barrot est venu appuyer M. Thiers en s'associant à son blâme et à ses accusations. MM. Guizot et Duchâtel ont répondu à ces attaques et la chambre, mise en demeure de se prononcer, sur un amendement présenté par M. Barrot, a rejeté cet amendement à la majorité de 73 voix.

Le bateau de la correspondance n'est arrivé à Bastia qu'aujourd'hui à 2 heures 1/2 du soir. Voici ce qui a donné lieu à ce retard. Le bateau l'Ajaccio était parti de Marseille mardi à l'heure ordinaire. Un accident arrivé à ses chaudières l'a forcé de rentrer dans le port. Le Bastia qui venait de rentrer d'Ajaccio mercredi, a dû repartir immédiatement pour Bastia.

ARRÊTÉ.

Nous, Recteur de l'Académie de la Corse, Chevalier de la Légion d'honneur.

Vu la décision prise en Conseil royal par M. le Ministre de l'Instruction publique le 16 novembre 1844, portant que le nombre des sessions d'examen de la Commission des lettres est réduit à deux pour l'Académie de la Corse; que la première doit avoir lieu au commencement, et la seconde à la fin de l'année scolaire;

Ayons arrêté et arrêtons ce qui suit:

Art. 1^{er}. L'ouverture de la seconde session de la Commission des lettres établie à Bastia, pour l'année scolaire 1845-1846, est fixée au quinze Juillet 1846.

Art. 2 Les candidats porteurs de certificats d'études domestiques ou d'études mixtes devront faire parvenir à l'Académie, avant le quinze Juin prochain, les pièces exigées par les règlements. Les élèves des établissements universitaires transmettront ces mêmes pièces avant le dix Juillet suivant.

Art. 3 Les candidats dont les certificats auront été déclarés réguliers se présenteront devant le Secrétaire de la Commission des lettres à Bastia 24 heures avant l'ouverture de la session, pour y acquiescer les droits et remplir les autres formalités réglementaires.

Art. 4 Conformément à l'Article 11 du règlement du 14 Juillet 1840, M. Bouchet, Inspecteur de l'Académie, est délégué pour présider cette session; et est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Ajaccio le 28 mai 1846.

H. BRAIVE.

M. Nicolas Brignolo, de Cerrione, vient d'être nommé

né Consul de A. R. le duc de Lucques à la résidence de Bastia.

M. Cristofini substitut du Procureur du Roi à Barcelonnette a été nommé Procureur du Roi au même siège, par ordonnance du 14 mai.

Par ordonnance royale du 27 avril 1846 :

M. Decosmi Joseph-Marie, lieutenant au 44^e de ligne, a été promu capitaine au même corps.

M. Degiovanni Charles-François, sous-lieutenant au 44^e de ligne, a été promu lieutenant au même corps.

M. Mignucci Barthélemy, adjudant sous-officier au 44^e de ligne a été promu sous-lieutenant au même corps.

M. Biadelli Antoine-Philippe-Pierre-François-Xavier sergent au 6^e léger, a été promu sous-lieutenant au même corps.

M. Marcaggi Antoine, sergent major au 60^e de ligne, a été promu sous-lieutenant au 6^e bataillon de chasseurs d'Orléans.

M. le préfet de la Corse a adressé à MM. les maires du département la lettre suivante :

Monsieur le maire, Je viens d'arrêter le décompte des sommes dues aux communes sur le produit des amendes de police rurale prononcées pendant l'année dernière.

Notre commune est comprise dans ce décompte pour la somme portée au tableau ci-après, laquelle sera versée incessamment dans la caisse municipale.

Ce produit a été plus considérable que les années précédentes; ce qui me prouve que MM. les Maires sentent de plus en plus le besoin de poursuivre la répression des délits commis dans les campagnes.

Néanmoins j'ai remarqué avec peine que dans un grand nombre de communes et même dans des cantons entiers il n'a été constaté aucun délit rural.

Cependant chaque jour j'apprends que les propriétés particulières n'y sont pas respectées et moins encore les propriétés communales.

Je recommande donc avec instance à MM. les Maires de tenir strictement la main à la poursuite des délits ruraux et à l'exécution de ma circulaire du 10 avril insérée au n^o 559 du recueil des actes administratifs relative à la jouissance des biens communaux.

C'est ainsi qu'en protégeant la propriété on augmentera les revenus communaux qui généralement sont insuffisants pour faire face aux besoins des communes.

L'on peut juger par le tableau suivant de MM. les maires qui en remplissant leurs devoirs ont procuré en même temps des ressources à leurs communes.

Recevez, etc. (Suit le tableau.)

NOUVELLES DIVERSES.

— On écrit d'Oran le 19 mai à la France Algérienne du 23 :

« Le départ de notre courrier pour Alger a été retardé parce qu'il est arrivé de l'ouest d'importantes nouvelles, que l'autorité militaire voulait adresser complètes à M. le gouverneur-général. Je puis vous donner ces nouvelles que j'ai puises à une source certaine.

« Le patron d'une balancelle, parti de Djemma-Ghazaouat le 9 mai, nous a annoncé un événement horrible : le massacre, à la Deira d'Abd-el-Kader, de tous les prisonniers français! M. le général Lamoricière donna immédiatement au vapeur le Grégoire, l'ordre de se rendre d'urgence à Djemma-Ghazaouat, pour y transporter M. de Martimprey, colonel d'état-major, chargé de vérifier ce bruit si alarmant, d'en constater l'authenticité, et de recueillir tous les détails de ce fait d'odieuse barbarie dont on se plaisait à douter, mais qui n'est malheureusement que trop certain. L'état de la mer a, pendant trois jours, mis obstacle à l'accomplissement de la mission de M. de Martimprey. Enfin, le Grégoire est rentré cette nuit même. Du rapport de M. de Martimprey et de tous les bruits recueillis sur ce fatal événement, il résulte qu'Abd-el-Kader a effectivement donné l'ordre de massacrer nos prisonniers, et que cet ordre a été exécuté. Hâtons-nous de dire que, jusqu'à présent, cet ordre ne concernait pas les officiers, qui ont échappé à cette épouvantable boucherie. Je vais indiquer sommairement les faits qui ont amené l'émir à prendre une résolution si impitoyable.

« Dans le courant de mars dernier, Abd-el-Kader avait ordonné à Bou-Hamed de remettre le commandement de la Deira à Mustapha-ben-Tahmi, et de venir aussitôt le rejoindre avec les Beni-Amers. Ebranlé dans le sud, où il a passé pour être exécuté, cet ordre ne fut pas, car les Beni-Amers et Bou-Hamed refusèrent de partir. La tribu, de l'aveu même du kalifa, estama au contraire, avec Bouzianne Oulid-Chaoui, des négociations dans le but d'obtenir son assistance pour se séparer de la Deira.

« Il fut convenu entre eux que les Beni-Amers ne passeraient pas Taza, et que Bou-Hamed se poserait en intermédiaire de la tribu auprès de l'émir, et qu'il obtiendrait son retour à la Deira, sous la condition que le commandement en chef lui serait donné. Bou-Hamed tint sa parole; mais les Beni-Amers, manquant à la foi donnée, partirent pour l'ouest sans s'occuper du kalifa qui, redoutant les suites de son intrigue avortée, prit la fuite afin de rejoindre Bouzianne-Oulid-Chaoui.

« A la suite de ces événements, qui eurent lieu dans les derniers jours du mois d'avril, Mustapha-Ben-Tahmi, demeuré seul avec les Hackems et quelques émigrés de diverses tribus, ne put exécuter l'ordre que l'émir, son beau-frère, lui fit transmettre d'amener vers le sud tout ce qui lui restait de monde. La Deira, réduite de trois quarts, écrivit-il à Abd-el-Kader, ne pourrait résister à une tentative probable des tribus marocaines pour s'emparer des prisonniers français, dont la garde et l'entretien devenaient chaque jour plus difficiles.

« Abd-el-Kader répondit par l'ordre barbare d'égorger ces malheureux. Afin de rendre plus facile l'exécution de cet ordre, on répandit dans la Deira le bruit que tous les prisonniers musulmans avaient été mis à mort en France. C'est avec de semblables nouvelles que les agitateurs stimulent la haine cruelle et ignorante des Arabes.

« Il n'y a plus à douter de la consommation du meurtre de nos malheureux frères d'armes. Nous avons vu les cadavres de plusieurs. Quelques-uns, échappés à la mort, ont réussi à s'enfuir, bien que poursuivis, et à gagner les douars des Beni-Sassem. Des hommes de cette tribu ont sauvé la vie à l'un d'eux, et fait la promesse de nous en ramener d'autres qui sont à présent en sûreté. Bientôt, sans doute, je pourrai vous donner des détails, hélas! douloureux à lire, sur l'épouvantable massacre exécuté par les ordres de l'émir, chez lequel nos exemples de philanthropie n'ont pas encore pris racine.

« Après cette catastrophe, il s'est opéré dans la Deira une complète dissolution. Un grand nombre de tentes se sont répandues chez les Beni-Sassem et dans l'ouest. Mustapha-ben-Tahmi s'est d'abord dirigé avec huit ou neuf douars, vers le sud, a campé sur l'Oued-Bseuh, d'où il ira rejoindre l'émir, en passant par Aïoussidi-Melouck, où il a été vu.

« Tous les renseignements s'accordent à dire aujourd'hui que la Deira entière, y compris la tente d'Abd-el-Kader, a pris la route de l'ouest et est déjà loin de notre frontière. Les Beni-Amers sont restés entre Fex et Méquinez; un ancien spahis a rencontré, à trois marches de là, le vieux El-Berkani. Ce changement de direction a été provoqué par la crainte qu'a dû inspirer à l'émir la colonne de M. le général Cavagnac qui se trouvait, le 14 mai, réunie à Lalla-Maghnia, et aussi parce que la Deira avait à redouter l'intervention des tribus marocaines.

« La dispersion de la Deira, son état de faiblesse et de misère, et les difficultés que l'émir éprouvera pour la reconstruire, si toutefois il y parvient, sont des nouvelles excellentes et dont il y aurait lieu de se réjouir, si elles n'étaient accompagnées de celle de la mort violente qui a terminé si lugubrement les souffrances inouïes des braves qui étaient tombés au pouvoir de l'émir. Cet événement jettera le deuil dans l'armée et dans la population d'Afrique.

« Le général Cavagnac a dû s'avancer, le 15, vers la Moulouia; espérons qu'il recueillera quelques victimes échappées à la mort, ainsi que les douars retenus par la force et qui voudraient rentrer sous notre protection. Le général devait remonter de Lalla-Maghnia, derrière la plaine de Misso, et jusqu'à Sidi-el-Ahbed, dans le désert, pour essayer d'enlever les tribus qui se gardent trop attentivement vers les débouchés de Sebou. Les dernières circonstances ont pu modifier son projet et faire changer son itinéraire.

« La démission du maréchal Bugeaud se compliquait de nouveaux incidents, car on prétend que Louis-Philippe aurait écrit de sa main au maréchal pour l'engager à retirer sa démission.

« Le paquebot à vapeur Great-Western est arrivé le 21 courant à Liverpool, venant directement de New York, d'où il est parti le 7 mai. Il apporte l'importante nouvelle que les hostilités ont commencé sur la Rio-Grande entre l'armée mexicaine, commandée par le

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LÉZOLIVET, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

général Ampudia, et celle des États-Unis, ayant pour chef le général Taylor.

Le Lloyd anglais a reçu de son agent à Gibraltar, la note suivante :

« Le brick anglais Ruth, de Scarborough, capitaine Newham, allant de Messine à Saint-Petersbourg, a été attaqué le 30 avril dernier, par trois ou quatre pirogues armées, au large du Rif, sur la côte barbaresque. Le capitaine et l'équipage n'espérant pas pouvoir se défendre, ont abandonné le navire pour sauver leur vie, le cap des Trois-Forçats étant à cinq ou six lieues dans l'est sud-est. On suppose que les pirates auront jeté le navire à la côte pour pouvoir le piller.

« L'agent du Lloyd à Gibraltar a adressé ses plaintes au plus ancien officier de S. M. B. dans la baie, ainsi qu'au consul anglais à Tanger, et le brick de guerre le Fantôme a été immédiatement dépêché sur la côte du Rif.

« Les capitaines feront donc bien, dans de semblables circonstances, de se tenir sur leur garde en approchant de cette partie de la côte africaine connue sous le nom du Rif, jusqu'aux établissements espagnols de déportation du Penon de Gomer, Albuemas et Melilla dont le dernier est par 3^e longitude ouest, près des frontières de l'Algérie. »

— La question de la taxe uniforme des lettres va revenir à l'occasion du projet de loi portant réduction à 2 0/0 des envois d'argent et à la suppression du décime rural. MM. de Saint-Priest, Mueau et de la Sizeranne ont déposé un amendement portant qu'à partir du 1^{er} Janvier 1847, toute lettre simple du poids de 7 grammes 1/2, circulant dans l'intérieur de la France, de bureau à bureau de poste, sera soumise à une taxe uniforme de 20 centimes.

On parle d'une promotion de pairs pour la fin de la session. On cite parmi les députés devant être nommés à cette dignité, MM. Garbet, le maréchal Bugeaud ; Calmon, directeur général de l'enregistrement des domaines ; Charles, le baron de Chassiron ; le comte Coroudet ; Debelleyne, premier président du tribunal de première instance de la Seine, le baron Duprat, Gauthier d'Uzèze ; Harlé ; le général Jacqueminot ; le comte Emma de Las cases ; le général comte de Meynadier et Achille Vigier. (Patrie.)

— On trouve dans la lettre d'un des membres de la mission de Chine le fait suivant qui contient une curieuse particularité sur les mœurs judiciaires du Céleste-Empire :

« Pendant une excursion, que nous fîmes à Tchong-Tchéou, ville très-commercante qui fait d'immenses affaires avec les Philippines, nous vîmes, en passant sur la grande place du pays, un rassemblement considérable, du milieu duquel partaient de cris perçants. Nous interrogâmes la personne qui nous conduisait, et voici ce qu'elle nous répondit : Un négociant chinois venait de faire une faillite considérable, ce qui est très-rare ; mais ce qui est plus rare encore en Chine, il s'était rendu coupable du crime de faux. C'est le second exemple d'un pareil crime depuis 1820, époque de l'avènement au trône du souverain.

« Ce négociant avait été condamné par le tribunal criminel présidé par le grand mandarin, à avoir, pour ce fait, les deux poings coupés, et c'est cette sentence qu'on exécutait sur la grande place de Tchong-Tchéou ; nous apprîmes que tous les créanciers de ce malheureux étaient venus exprès pour assister à son exécution. »

— Nous apprenons qu'une lettre signée par tous les notables habitants d'Alger vient d'être adressée à M. le maréchal Bugeaud, pour l'engager à retirer sa démission de gouverneur général de l'Algérie. On ignore le résultat de cette nouvelle démarche.

— M. Rossi, ambassadeur extraordinaire de France à Rome, va venir dans la première quinzaine du mois de juin, en congé à Paris. En son absence, c'est M. le prince Albert de Broglie qui gèrera les affaires de l'ambassade.

— Les troubles très graves ont eu lieu à Elbenf vendredi dernier. Un des principaux manufacturiers de cette ville, M. Félix Aroux, renvoyait quelques ouvriers qui travaillaient accidentellement chez lui ; mais ces femmes attribuaient cette mesure à l'emploi d'une machine nouvelle d'invention anglaise, dite trieuse, et pouvant faire le service de quelques ouvrières. Les femmes renvoyées s'émurent, et celles qui restaient crurent que la machine leur retirerait aussi leur ouvrage, et toutes unies bientôt dans un même sentiment de colère, jetèrent dans la fabrique une vive agitation. Les ouvriers s'allièrent à elles, et alors le mouvement de

viens général. Un rassemblement de plus de quatre mille personnes, hommes et femmes, se forma. Le conseil municipal s'assembla et resta en permanence. La brigade de gendarmerie, la garde nationale à pied et à cheval prirent les armes. Des secours furent demandés à Rouen. M. Guillemart, procureur du roi, M. Censier, son substitut, M. Bon, juge d'instruction, et le commandant de la gendarmerie se rendirent à Elbenf. Malgré leurs paroles conciliantes, l'exaspération ne cessa pas. Les ouvriers s'armèrent de pierres ; ils brisèrent les vitres de la manufacture de M. Aroux ; puis leur fureur sauvage se porta sur les gendarmes et les gardes nationaux. Ils renversèrent un mur en construction, en détachèrent les briques et les maçons, et les jetèrent sur les gendarmes et les gardes nationaux. Trente gardes nationaux et quelques gendarmes ont été blessés. Un brigadier de gendarmerie nommé Dubosc, chargé d'une mission pressée, traversait en courant le rassemblement ; il fut assailli à coups de pierres. Cependant, quoique grièvement blessé, il allait se dégager, quand un bâton, qui lui fut lancé dans les jambes, le fit trébucher et tomber dans le ruisseau. Dubosc, atteint d'une blessure extrêmement dangereuse au-dessus de l'œil, resta évanoui. Il fut relevé, grâce à l'intervention d'un certain nombre de spectateurs, au nombre desquels se trouvaient des ouvriers ; on le transporta dans une maison voisine, où tous les soins lui furent aussitôt prodigués. Dubosc avait déjà été blessé au moment où il délivrait un garde national.

Malgré du terrain, les perturbateurs envahirent la manufacture de M. Aroux. Ils mirent en pièces les meubles du rez-de-chaussée. Des gardes nationaux, le procureur du roi et le juge d'instruction s'étaient réfugiés dans une partie de l'établissement. Pour arriver à eux, les ouvriers enfoncèrent plusieurs portes, le danger devenant imminent quand les secours attendus de Rouen arrivèrent enfin. La troupe fut placée en bataille, les armes furent chargées en présence des perturbateurs, qui, effrayés par cette démonstration, se dispersèrent tout-à-coup. — L'ordre n'a pas tardé à être rétabli.

Une trentaine d'arrestations ont été faites. La justice instruit.

On ne peut trop faire l'éloge de l'humanité de la garde nationale et de la gendarmerie qui, vivement attaquées, n'ont point fait usage de leurs armes.

— M. de Lagrenée, ambassadeur de France en Chine, est arrivé à Marseille le 27 mai. La plupart des personnages qui composaient la mission de France, ont été également ramenés en France par ce paquebot.

M. de Lagrenée rapporte une foule d'objets chinois d'un grand prix, et des présents pour le roi et la famille royale. Il amène également en France un naturel de la terre des Papous.

Un botaniste suédois prétend avoir trouvé le moyen d'embaumer les plantes. Il a fait part de sa découverte à l'Académie de Stockholm, en lui envoyant un sosier-thé, qu'il a embaumé, par son procédé en 1844, et qui se trouve dans un état de parfaite conservation.

Cette découverte, si elle se confirme, pourra être d'une grande utilité pour la botanique, en permettant de réunir dans les herbiers les plantes conservées, de toutes les parties du monde. L'auteur de la découverte a soin de faire observer dans son mémoire, que les plantes, pour se conserver, doivent être embaumées vivantes.

— M. le maréchal Bugeaud persiste, dit-on, dans l'intention qu'il a manifestée de donner sa démission de gouverneur général de l'Algérie. Il doit obtenir un congé et viendra régler cette grave affaire à Paris. Il serait remplacé en Algérie par M. le lieutenant-général de Rumigny, aide-de-camp du roi, qui prendrait le titre de gouverneur général intérimaire, jusqu'à ce qu'un parti fût pris au sujet de la vice-royauté, qu'il est toujours question d'attribuer à M. le duc d'Aumale. M. de Rumigny a déjà gouverné l'Algérie, on se le rappelle, à titre provisoire.

— Le grand duc Constantin n'ira pas à Londres. Il doit seulement toucher à Portsmouth ou à Sheerness pour y ravitailler son escadre.

— On se rappelle que, par arrêté en date du 3 novembre dernier, M. le ministre de l'instruction publi-

que a ouvert un concours pour la composition musicale de la première partie des poésies recueillies et publiées par la commission des chants usuels, religieux et historiques. Cet arrêté indiquait que ce concours aurait fermé le 1^{er} avril 1846. Les partitions envoyées ont été très nombreuses ; l'inventaire qui vient d'en être terminé constate que 370 auteurs ont adressé à M. le ministre de l'instruction publique 1,731 compositions de musique. C'est Racine qui a inspiré le plus grand nombre de ces compositions. C'est auteurs ont traité l'ode (car ce n'est point une chanson) de Béranger : Qu'il se lamente, le navire, soixante-quinze ont mis en musique le morceau de Châteaubriand : Combien j'ai douce souvenance ; et quatre-vingt-neuf les stances de Lamartine : O père qu'adore mon père !

AVIS.

Par acte passé devant Maître Vincent Guasco, notaire à Bastia, le 18 mai 1846, dûment enregistré, il a été formé société en nom collectif entre M. Ange Genero, marchand de nouveautés, domicilié à Bastia, et M. Auguste Genero, son fils, sous la raison sociale d'Ange Genero et fils. Cette société a commencé aux termes de l'acte, le vingt mai dit, et la durée en est indéterminée. Les deux associés ont une part égale dans la société, et chacun d'eux a la gestion et la signature sociale.

La CRÉOSOTE-BILLARD contre les MAUX DE DENTS

enlève à l'instant la douleur de dents la plus vive, et guérit la carie des dents gâtées. 2 fr. le flacon avec l'instruction. Pharmaciens dépositaires : MM. Sampolo à Ajaccio ; Pomonti à Bastia ; Sanguinetti à l'île-Rousse. (7833.)



PAQUEBOTS A VAPEUR DE LA COMPAGNIE VALÉRY FRÈRES Service régulier entre Bastia et Marseille et entre Bastia et Livourne.

LE COMMERCE DE BASTIA

partira de Bastia pour Marseille dimanche 7 courant à 8 heures du matin.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

De la Plage, 28 mai, brick-goëlette Assomption, c. O. liva, charbon.
Marseille, 29, brick-goëlette Conception, c. Antonetti, Poterie.
Marseille, 29, brick-goëlette Ville de Bastia, c. Zuani, diverses.
De la Plage, 29, mistick Misericorde, c. Gabrielli, charbon.
Livourne, 30, bat. à vap. Maréchal Sebastiani, c. Bertocci, passagers.
Rio, 30, brick-goëlette Leopoldo Secondo, c. Giannoni, minéral.
De la Plage, 2 juin, brick-goëlette Deux Amis, c. Alfonsi, charbon.
De la Plage, 2, gondole Hyver, c. Ficarella, charbon.
Livourne, 3, bat. à vap. Commerce de Bastia, c. Valzi, chevaux.
Marseille, 4, paqueb. Bastia, c. Santi, dépêches.
Fiumorbo, 4, bat. à vap. Télégraphie, c. Lota.

DÉPARTS.

A la Plage, 28 mai, brick-goëlette Deux Amis, c. Alfonsi, en lest.
A la Plage, 28, brick-goëlette Sampiero, c. Gaché, en lest.
Marseille, 29, paquebot Napoléon, c. Moity, dépêches.
Fiumorbo, 29, brick Colombes, c. Meille, en lest.
Portovecchio, 29, bat. à vap. Antiope, c. de Stahl.
Livourne, 30, bœuf Précurseur, c. Giacobini, Coirs.
Livourne, 30, bat. à vap. Commerce de Bastia, c. Valzi, passagers.
Livourne, 1^{er} juin, brick-goëlette Conception, c. Dapelo, en lest.
Gênes, 1^{er}, brick-goëlette Assomption, c. Gentil, bois.
Marseille, 2, brick Général Sebastiani, c. Valzi, fonts en fer.
Livourne, 3, bat. à vap. Maréchal Sebastiani, c. Bertocci, passagers.
Fiumorbo, 4, bat. à vap. Télégraphie, c. Lota, passa

LE SIROP LAROZE

d'écorces d'oranges amères TONIQUE ANTI-NERVEUX, est prescrit avec succès par les meilleurs médecins dans les affections nerveuses, de l'estomac et des intestins. Il excite l'appétit, rétablit la digestion, guérit les gastralgies, la langueur, le dépérissement, la débilitation organique, abrège les convalescences traînantes, détruit la constipation, 3 fr. le flacon. On s'adressera aux contre-façons en exigeant les cachet et signature Laroze. — Dépôt spécial chez M. Pomonti pharmacien à Bastia. (7833.)

Le Gérant, TARTAROLI. — BASTIA. — IMPRIMERIE FANTANI.

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

(PRÉSIDENCE DE M. LE CONSEILLER BIADELLI.)

Audience du 4.

Dans la journée du 4 février dernier, Philippe Graziani de Bigorno, jeune berger, âgé de 17 ans, s'étant aperçu que dans la nuit on lui avait volé du menu bois qu'il avait entassé près de la bergerie du nommé Ange-Paul Graziani aussi berger, âgé de 19 ans, soupçonna ce dernier d'être l'auteur de cette soustraction et lui en fit des observations. Ange Paul repoussa ces soupçons dont il se montra très-offensé, et dans l'après midi il fut trouver en compagnie d'un autre berger Philippe qui gardait son troupeau, au lieu dit Slighicchio et lui demanda des explications sur les propos qu'il avait tenus dans la matinée. Une rixe s'ensuivit, dans laquelle Ange-Paul reçut un coup de hachette sur l'épaule gauche, fait pour lequel Philippe a été condamné par le tribunal correctionnel. Philippe, après avoir porté ce coup de hache, se livra à la fuite et c'est pendant qu'il fuyait que l'accusé déchargea sur lui un coup de pistolet qui le traversa de part en part, mais auquel il eut le bonheur de survivre après une longue maladie.

Cette tentative de meurtre était avouée par l'accusé ; il ne s'agissait plus que d'apprécier l'excuse de la provocation que l'accusé a présentée pour sa défense et que le ministère public concédait.

Reconnu coupable de tentative de meurtre excusable avec circonstances atténuantes, Paul Graziani, dont les antécédents étaient irréprochables, n'a été condamné qu'à 18 mois de prison.

L'accusation a été soutenue par M. le premier avocat général d'Aiguy, M^e Gavini jeune a présenté la défense.

Audience du 5.

Le 29 octobre dernier, vers les six heures et demie du soir, les conjoints Olivi de Santa Reparata se rendirent dans la maison du sieur François Olivi leur parent et voisin pour y passer la veillée et y dire le rosaire. Vers les huit heures arriva dans cette même maison le nommé Antoine Cruciani, forgeron, de la même commune. Il portait un sac rempli d'outils sur ses épaules et paraissait très fatigué. Il annonça qu'il arrivait à l'instant même de l'île-Rousse et qu'il avait été chargé d'une commission pour le sieur Olivi. En ce moment les conjoints Olivi annoncèrent l'intention de rentrer chez eux, ce qu'ils firent ; dès qu'ils eurent ouvert la porte extérieure de leur maison ils remarquèrent un grand désordre dans leur appartement et ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'une armoire et une caisse avaient été enfoncées. Une somme de 180 fr. avait disparu. Leurs soupçons se portèrent aussitôt sur Cruciani, qui fut arrêté le lendemain même. L'instruction à laquelle il fut procédé fournit la preuve que Cruciani était arrivé à Santa Reparata non pas vers les huit heures comme il le prétendait, mais bien vers les six heures du soir. Plusieurs témoins ont cru le reconnaître au moment où sortant de la maison des conjoints Olivi il est entré dans celle du sieur François Olivi. Du reste Cruciani jouit d'une très-mauvaise réputation et a déjà subi une première condamnation pour vol. Les débats n'ont fait que confirmer toutes ces charges.

M. le premier avocat général d'Aiguy a soutenu l'accusation.

M^e Giordani a présenté la défense.

Reconnu coupable de vol commis la nuit dans une maison habitée, avec circonstances atténuantes, Cruciani a été condamné à cinq années d'emprisonnement et cinq années de surveillance.

Audience des 6 et 8.

Cette affaire n'est pas une des plus graves de cette session mais elle était, sans contredit, la plus difficile de toutes à cause de l'obscurité qu'elle présentait.

Dans la nuit du 7 au 8 décembre dernier plusieurs habitants du village de Speloncato dans la maison du nommé Alessi. Vers minuit plusieurs d'entre eux se réunirent dans une chambre pour y souper. Ceux qui restaient dans la salle du bal offensés de ne pas avoir été invités à prendre part à ce repas menacèrent d'éteindre les lampes qui éclairaient la salle. Une dispute s'ensuivit, à la suite de laquelle les lampes furent éteintes et un coup de pistolet, parti au même instant, blessa les nommés Carli et Papi à la cuisse. Le coup étant parti dans l'obscurité personne n'avait pu en reconnaître l'auteur ; néanmoins Carli, un des blessés, accusa aussitôt le nommé Antoine Capinielli avec lequel il vivait en mauvaise intelligence. Capinielli n'avait pas, il est vrai, pris part à la dispute, mais il paraît constant que le coup est parti de l'endroit où il se trouvait placé. Quelques instants après on avait vu un individu dont les signalements se rapportaient à Capinielli sauter par une fenêtre de la salle. D'un autre côté le nommé Ascoli Joseph s'avoua lui coupable de ce coup de pistolet qui serait parti de sa main sans avoir eu l'intention de blesser personne.

Il est un fait constant, c'est qu'Ascoli était armé d'un pistolet, puisqu'il avoue lui-même qu'il a été condamné pour avoir été porteur de ce pistolet, arme prohibée par la loi, à trois mois de prison. Carli ne voulut pas croire cependant à la déclaration d'Ascoli et persista à accuser Capinielli. En effet Ascoli ne tarda pas à retracter l'aveu qu'il avait fait et Capinielli fut renvoyé devant la cour d'assises comme accusé de s'être rendu coupable d'une tentative de meurtre sur la personne de Carli.

Après des débats animés, qui ont duré deux jours, Capinielli reconnu coupable de blessures par imprudence a été condamné à deux mois de prison maximum de la peine.

L'accusation a été soutenue par M. l'avocat général d'Aiguy.

M^e Giordani a présenté la défense.

Audience du 9.

Capriata Ambroise, marin, de la ville de Bonifacio est accusé d'avoir tenté de donner volontairement la mort au nommé Cesaroni de la même ville, au moyen d'un coup de pistolet dont le dit Cesaroni a été grièvement blessé. Cesaroni avait rendu enceinte la demoiselle Catherine Capriata, sœur de l'accusé, et avait constamment refusé d'épouser celle qu'il avait séduite, à la suite d'une explication assez vive Capriata sortit un pistolet de sa poche et fit feu sur Cesaroni qui en fut grièvement blessé. Ceci se passait le 12 juillet 1837. Capriata s'expatria, et Cesaroni ayant survécu à sa blessure et reconnaissant ses torts s'empessa de

réparer par le mariage le deshonneur de la jeune fille. Aujourd'hui Capriata se présente devant le jury qui, en présence de cette réconciliation, n'a pu refuser à Capriata l'excuse de la provocation violente, et a même admis en sa faveur des circonstances atténuantes. Capriata n'a été condamné qu'à six mois de prison.

Le début de M^e Colonna de Leca jeune avocat stagiaire dont la belle plaidoirie a excité la juste admiration d'un public nombreux venu pour l'entendre, a valu à Capriata l'indulgence du jury et de la cour. — M^e Giordani, qui assistait M^e Colonna de Leca, a renoncé à prendre la parole.

M. l'avocat général d'Aiguy, dans une brillante allocution, a su faire la part de toutes les circonstances favorables qui militaient en faveur de l'accusé.

Audience du 10.

Buresi Pierre-Louis, berger, demeurant à Ventiseri, âgé de 20 ans, est accusé d'avoir, dans la nuit du 13 février 1845, tenté de voler son oncle Xavier Buresi en brisant une fenêtre de la maison de ce dernier et d'avoir, en même temps, commis une tentative d'assassinat sur le dit Xavier Buresi qui ne tarda pas à être victime d'un second attentat. L'accusé et son frère contumax furent désignés par la voix publique comme les auteurs de ces trois crimes. Buresi Pierre-Louis put seul être arrêté. Le motif qui aurait poussé Buresi à ce crime serait une condamnation précédente qu'il avait subie. Étant âgé de moins de seize ans il avait été condamné à trente mois de prison et cinq ans de surveillance. Obligé de subir une surveillance sur le continent français où il n'avait pas les moyens de vivre, il avait rompu son ban et aurait assisté le bandit Buresi, son frère, dans ces divers crimes pour échapper à la surveillance.

L'accusation a été soutenue par M. l'avocat général d'Aiguy.

M^e Casabianca jeune a présenté la défense.

Déclaré coupable sur le seul chef de tentative de meurtre sans préméditation et avec circonstances atténuées, Buresi a été condamné à dix années de réclusion.

Cette affaire a clos la session.

On nous communique la note suivante que nous nous empressons d'insérer. Nous ne pouvons qu'approuver la résolution qui a été prise :

« L'ordre des avocats de Bastia, convoqué par son bâtonnier le dix-huit du mois dernier, a émis le vœu que ceux d'entre eux qui sont fils, gendres, frères ou beaux-frères de magistrats, ne plaident plus désormais devant leurs pères, beaux-pères, frères et beaux-frères.

« L'utilité d'une pareille mesure se faisait sentir depuis longtemps. Nous avons en Corse, peut-être plus qu'ailleurs, besoin de croire à l'impartialité dans l'administration de la justice, et un des moyens nécessaires pour arriver à ce résultat, c'était d'enlever à la malveillance le seul prétexte dont elle n'aurait pas manqué de se servir aveuglément pour déconsidérer la justice du pays.

« Avant que cette délibération eût été prise au sein du barreau, quelques uns seulement, parmi les avocats, fils de magistrats, s'abstenaient de plaider devant leurs pères. Cette règle de conduite devenant aujourd'hui générale, par suite de la proposition adoptée, la majesté de la justice ne redoutera plus aucune atteinte, la considération du barreau augmentera encore davantage, et le pays lui-même y gagnera sous tous les rapports.

« Un des honorables membres de la cour ayant eu sans doute connaissance du vœu émis par l'ordre des avocats, s'est abstenu tout récemment de juger dans une cause que son fils devait plaider. Il faut croire que cet exemple ne

sera pas perdu, car les hommes et les choses, tout ce qui est juste et bon, ne peut jamais être oublié par les magistrats de notre pays.

Bastia le 9 juin 1846.

Monsieur le Rédacteur,

Ce n'est qu'à mon arrivée à Bastia que j'ai eu connaissance de l'article sur l'usine de la Bastonica que vous avez publié dans votre No du 21 mai, article qui m'a causé la plus pénible sensation. Il est de mon devoir de démontrer ce qu'on a pu vous faire écrire sur de prétendues exigences de la part du conseil municipal de Corte, exigences qui auraient entravé mon établissement. Il en est tout autrement et c'est avec satisfaction que je m'empresse de vous assurer que jamais rien de pareil n'a eu lieu, soit de la part de ce corps, soit de la part d'aucun des braves habitants de cette ville. Je saisis donc cette occasion de leur témoigner publiquement toute ma sincère reconnaissance du généreux et encourageant appui que j'ai constamment obtenu soit pour l'établissement de l'usine, soit pour l'ouverture d'un chemin carrossable : cet appui n'a pu me le faire oublier qu'à la suite de sacrifices réels, positifs.

Je connais, Monsieur le Rédacteur l'intérêt que vous prenez à tout ce qui intéresse le pays, aussi je ne doute pas un seul instant de votre empressement à rectifier une assertion qui pourrait, avec raison, éveiller la susceptibilité d'honorables personnes.

Agrez etc.

J. ILIANI.

A côté du gouvernement et de son action générale sur la direction des affaires il peut y avoir une large place pour l'activité des citoyens. Il est même des questions que le gouvernement ne peut aborder tout d'abord le premier et qui ont besoin d'être étudiées, élaborées par les citoyens avant que l'administration puisse s'occuper de les régler. C'est ce que tout le monde comprend et chacun se fait un devoir de prendre, sous ce rapport, une utile et féconde initiative. C'est ainsi que tout récemment une réunion de citoyens, qui s'occupent spécialement de l'agriculture, des améliorations qu'elle réclame et des progrès qu'elle peut accomplir, a eu lieu à Paris, pour examiner et débattre tous les points controversés. M. le ministre de l'instruction publique s'est empressé de mettre à sa disposition la grande salle de la Sorbonne, la seule qui en ce moment put recevoir la foule qui se pressait à ce congrès agricole. Des réunions de ce genre, revenant à époques déterminées, peuvent exercer une grande influence sur la marche de notre agriculture, car à force de débattre et d'expliquer les points en litige, de mettre en faisceau les enseignements de l'expérience individuelle, on arrivera à créer un corps de science pratique qui ne peut que tourner au profit du pays. Sans doute le gouvernement, depuis 1830, a beaucoup fait pour l'agriculture; des voies nombreuses et commodes de transport ont été ouvertes; quelques lois d'une application directe, ont été rendues telles que celle relative aux irrigations, mais il reste encore énormément à faire et ce congrès agricole en appelant de nouveau l'attention sur les parties laissées au souffrir ce réveillera la bonne volonté du pays, la stimulera, en même temps que les pouvoirs législatifs seront mis en demeure, par l'autorité de la publicité, de redresser des griefs qui auront été exposés avec la force qui s'attache aux réclamations présentées par des hommes compétents. Le Congrès dont nous parlons a donc ouvert une excellente voie, il ne s'est pas borné à solliciter l'application par le gouvernement des mesures législatives relatives à l'industrie agricole; il a aussi examiné les questions qui se résolvent plus directement par la main des travailleurs; les méthodes diverses de culture ont été examinées, débattues, contrôlées, ou recommandées, selon l'occurrence et de concert d'hommes spéciaux, venus des différents points de la France, il ressortira sans doute un bien, c'est que tout ce qui a été dit de bon, de profitable sera reporté dans les départements; les comices agricoles qui avaient envoyé des représentants des idées et des besoins de l'agriculture de leur localité, retireront du congrès un avantage analogue à celui qu'ils ont procuré au congrès lui-même. La lumière s'étendra ainsi de la circonférence au centre et du centre à la circonférence. La centralisation administrative, qui a fait tant de bien au

pays, tout en faisant naître plus d'un inconvénient, pourra être limitée par l'extension agricole et au moins elle ne produira que des avantages sans causer de graves contrariétés.

Non pas que nous pensions que ces congrès se réunissent chaque année, tout sera dit pour l'agriculture. La théorie, les raisonnements, les vues sages et élevées ne sauraient suffire à celle-ci; il faut que la pratique vienne s'y joindre; mais si vous voulez que cette dernière se modifie, se perfectionne, force est-il de la stimuler, de lui fournir les conseils et la direction qui lui manquent. Quand la législation aura brisé les entraves qui existent, applani les difficultés; quand les citoyens les plus haut placés prendront à cœur les intérêts de l'agriculture, que cette dernière, deviendra ce qu'elle est en effet, et ce qu'elle doit devenir chaque jour de plus en plus, une chose considérable en France, qui a droit à l'attention sérieuse de tous les esprits, elle sera en excellente voie de prospérité. Comme d'ailleurs la conséquence de cette réhabilitation de la vie agricole se manifestera dans des faits appréciables, force sera à la routine de renoncer à ses vieilles méthodes et de se mettre au niveau de ceux qui en faisant mieux ont gagné plus.

Au moment où ce congrès agricole avait lieu à Paris, une association nouvelle, qui n'a pas moins de portée, et qui se rattache également à la préoccupation générale des esprits pour toutes les idées d'amélioration morale et matérielle, se formait à Paris: un grand nombre de négociants, de fabricants faisait un appel au public pour constituer un jury chargé de rechercher et de récompenser les actions de dévouement de la classe ouvrière et l'existence utilement, noblement consacrée au service de l'industrie. Il est bon de rapprocher ainsi par des liens d'affection, d'estime et de reconnaissance les chefs de l'industrie et ses soldats. Dans cette union qui peut préparer les voies à une association plus étroite, il y a profit pour tous. Quand l'ouvrier tiendra plus à celui qui l'emploie, quand le maître verra dans l'ouvrier autre chose qu'un manœuvre, espèce d'instrument aveugle entre ses mains, les divisions, les haines, qui se manifestent de temps à autre, que la misère aveugle excite quelquefois, disparaîtront ou s'affaibliront de plus en plus. La confiance, fondée sur l'intérêt, établira des liens durables et solides entre ces deux classes de la société, qui ne peuvent se passer l'une de l'autre. L'heureuse idée d'accorder des récompenses publiques, nationales pour ainsi dire à ceux des ouvriers qui se feront remarquer par leur conduite, leur application, leur amour du travail, et par les services rendus à l'industrie, cette heureuse idée a été accueillie avec empressement par les manufacturiers, commerçants et industriels de Paris. Des fonds considérables ont été aussitôt formés et bientôt le nouveau jury sera en mesure de commencer son œuvre de noble patronage. Aujourd'hui l'on aborde avec bonheur tout ce que peut avoir pour but et pour résultat d'améliorer le sort de ceux pour lesquels la fortune ou la position réclame l'action toujours active d'une providence sociale et tous ces efforts ont droit à l'encouragement et à la reconnaissance du public. En France nous sommes toujours prêts, et c'est là notre gloire, à embrasser la cause des opprimés et de ceux qui souffrent, à venir en aide à toutes les infortunes, à toutes les douleurs. Le nouveau jury parisien est donc un témoignage de plus de cette disposition généreuse de l'esprit national. Toutes les classes de la société comprennent également ces inspirations et c'est avec un vif empressement que M. le Duc de Nemours a accepté le patronage de cette association et qu'il lui a envoyé sa part contributive. C'est là une excellente amélioration, excellente surtout parce qu'elle en provoquera d'autres parce qu'en rapprochant le maître de l'ouvrier et l'ouvrier du maître, elle leur apprendra à confondre de plus en plus leurs intérêts. Ce besoin d'union, qui se manifeste par des faits significatifs, montre que nous perséverons de plus en plus dans la politique d'ordre, de paix et de conciliation. Il ne peut y avoir que profit pour le pays à s'y maintenir.

M. le ministre de l'intérieur a décerné, au nom du roi, à chacun des citoyens ci-après dénommés une médaille en argent, ainsi qu'un diplôme destinés à conserver dans leurs familles, et au milieu de leurs concitoyens le souvenir du courage et du dévouement dont ils ont fait preuve dans des incendies et autres événements malheureux.

Savoir:

MM. Sisco (François) de Bastia — médaille de 1^{re} classe.

Filippi (Thomas) de Prunelli de Casacconi — id. de 2^e classe.

Ristorcelli (Sébastien) de Murato — idem.

Orsini (Joseph) de Campile — id.

Le Constitutionnel vient d'augmenter son format et offre ainsi à ses lecteurs un nouvel intérêt par le développement plus considérable qu'il pourra donner des faits aux matières qu'il traite habituellement et par l'adjonction de nouvelles spécialités qui intéresseront un grand nombre d'abonnés. C'est ainsi que les travaux publics, chemins de fer, routes, canaux, seront examinés avec plus d'ensemble et de détails. Les débats des tribunaux recevront aussi de notables améliorations. Mais le Constitutionnel ne s'est pas borné là; il veut aussi satisfaire le goût chaque jour plus exigeant pour la littérature et les beaux-arts. Ce journal, grâce à son nouveau format, et, indépendamment de ses feuilletons consacrés aux beaux-arts, donnera chaque année à ses abonnés, douze romans nouveaux magnifiquement illustrés, formant douze riches volumes; deux ou trois volumes de Bibliothèque choisie, renfermant des réimpressions d'ouvrages qui ont obtenu un grand succès; un ou deux volumes des meilleures pièces de théâtre représentées dans l'année et enfin quatre annuaires, de l'armée, de la marine, des sciences, de la médecine, du clergé et du barreau. Ces quatre annuaires, seront imprimés à part et formeront quatre volumes distincts et seront publiés à quatre époques différentes de l'année.

En outre le Constitutionnel offre encore pour prime les œuvres de M. Alexandre Dumas, également imprimées à part.

Le prix du Constitutionnel, malgré ces notables améliorations, n'a subi qu'une légère augmentation. Il est pour les départements de 15 fr. pour trois mois, 30 fr. pour 6 mois et 60 fr. pour l'année. On s'abonne à Paris rue de Valenciennes, Palais royal 40.

NOUVELLES DIVERSES.

— Le procès relatif à l'attentat du 16 avril a été jugé par la Cour des pairs dans les audiences des 4 et 5 juin. L'accusé Pierre Lecomte a été condamné à la peine des parricides.

— Hier, à six heures, l'audience de la cour des pairs, M. Cauchy, greffier en chef de la cour, s'est transporté dans la prison du Luxembourg et a lu à Lecomte son arrêt de condamnation. Lecomte l'a écouté avec le plus grand calme: « C'est bien, a-t-il dit... Je ne demande plus qu'une chose, c'est de voir M. l'abbé Grivel. »

M. l'abbé Grivel, qui, depuis plusieurs jours, avait eu de fréquents entretiens avec Lecomte, s'est immédiatement rendu près de lui. Quand M. l'aumônier s'est retiré, on a dû, suivant l'usage, revêtir Lecomte de la camisole de force. Il s'est soumis sans difficulté à cette obligation du règlement. Il n'a rompu le silence, à plusieurs reprises, que pour témoigner de nouveau le désir de revoir l'aumônier de la prison.

— On lit dans le journal le Droit:

« On assure que l'arrêt de condamnation capitale n'aurait rencontré au sein de la cour que quelques voix dissidentes, parmi lesquelles il faudrait compter celle de M. Victor Hugo. Fidèle à ses opinions souvent exprimées contre la peine de mort, et prenant en considération d'ailleurs les circonstances particulières de la cause, M. Victor Hugo, dans une vive et brillante allocution, aurait sollicité de la cour la détention perpétuelle. »

« On rapporte, depuis l'ouverture des débats, un trait de Lecomte qui seul suffirait pour peindre son caractère. En comparant devant la cour, calme, résolu et respectueux, comme on l'a vu, une seule chose le préoccupait vivement, c'était sa mise, qui ne lui paraissait digne, ni de ses juges, ni de lui-même. En regardant sa redingote, il s'inquiétait pour ainsi dire de la voir si usée et si délabrée; il y avait, dans toute son attitude, une anxiété visible. » Oserai-je ainsi paraître devant la

cour? » disait-il; puis, après quelques instants de silence, il ajoutait: « Qu'en me tue; mais qu'on ne m'humilie pas! »

— Le lendemain de son arrivée en Angleterre, le prince Napoléon Louis Bonaparte a écrit à sir Robert Peel et à M. le comte de Saint-Aulaire, ambassadeur de France à Londres.

Voici sa lettre à ce dernier:

Londres, 28 mai 1846.

Monsieur le comte,

Je viens franchement déclarer ici à l'homme qui a été l'ami de ma mère, qu'en quittant ma prison, je n'ai été guidé par aucune idée de renouveau contre le gouvernement français; une lutte qui a été désastreuse pour moi; mais seulement j'ai voulu me rendre auprès de mon vieux père.

Avant d'en venir à cette extrémité, j'ai fait tous mes efforts pour obtenir du gouvernement français la permission d'aller à Florence; j'ai offert toutes les garanties compatibles avec mon honneur; mais ayant vu mes demandes rejetées, je me suis déterminé à avoir recours au dernier expédient adopté par le duc de Nemours et le duc de Guise sous Henri IV, en pareille circonstance.

Je vous prie, M. le comte, d'informer le gouvernement français de mes intentions pacifiques, et j'espère que cette assurance spontanée de ma part contribuera à abréger la captivité de mes amis qui sont encore en prison. J'ai l'honneur, etc.

Signé Napoléon BONAPARTE.

Nous lisons dans le Courrier d'Afrique du 3 juin:

Hier, après midi, S. A. R. Mgr le duc d'Anjou est arrivé de Médéah à Alger.

M. le maréchal gouverneur-général était allé au-devant du prince, qui a fait son entrée en ville en calèche, sans aucun appareil. S. A. R. doit accompagner, dans la province d'Oran, M. le duc d'Isly, dont le départ, qui devait avoir lieu aujourd'hui, est retardé de vingt-quatre heures.

C'est à bord de la corvette à vapeur le Camilleon que le prince et M. le gouverneur-général doivent se rendre dans l'ouest.

Suivant une autre version, M. le maréchal partirait seul, aujourd'hui même, par le Camilleon. S. A. R. s'embarquerait dans deux jours pour aller le rejoindre, sur le Titan, bateau à vapeur venu de Toulon pour rester à la disposition particulière du prince.

L'absence de M. le duc d'Isly ne durera pas, dit-on, au-delà de quinze jours. Mais son retour à Alger sera probablement suivi de très près du voyage qu'il doit faire en France pour les élections.

Le journal des Débats annonce que les élections générales auront lieu le 1^{er} août prochain.

La chambre continue l'examen du budget des dépenses. Elle a déjà voté le budget des ministères de la justice et des cultes, de l'instruction publique, de l'intérieur, des affaires étrangères, du commerce et de la guerre.

Les nouvelles importantes apportées par le Cambria ont déterminé notre gouvernement à expédier immédiatement dans le golfe du Mexique plusieurs bâtiments de guerre, pour renforcer l'escadre française chargée de croiser dans ces parages. Nous ne doutons pas que l'Angleterre n'agisse de même. Il faut donc espérer que les hostilités entre l'Union américaine et le Mexique ne dépasseront pas certaines limites, et seront même terminées par la médiation pacifique d'une tierce puissance.

On annonce qu'un service solennel sera célébré samedi dans l'église royale des Invalides pour le repos de l'âme des 300 soldats français massacrés dans la Baira d'Abd-el-Kader.

On dit que Mchémel-Ali a été si touché de la réception que vient de recevoir son fils Ibrahim, qu'il a écrit une lettre au roi pour le remercier de toutes ses bontés. Cette let-

tre est arrivée par la dernière correspondance d'Egypte.

— Le Great Western, qui vient de partir de Liverpool pour New-York, emporte la réponse du gouvernement anglais à la notification du président Polk, au sujet de l'Orégon.

Nous avons tout lieu de croire, disent les journaux de Londres, que cette réponse est d'un caractère amical et conciliant.

MASSACRE DES PRISONNIERS FRANÇAIS EN AFRIQUE.

On lit dans le Moniteur de ce matin:

Le ministre de la guerre a reçu hier une dépêche de lieutenant-général de Lamoricière, qui, malheureusement, confirme la fatale nouvelle du massacre de ceux de nos soldats qui étaient entrés les mains d'Abd-el-Kader. On a acquis la certitude de ce triste événement par un clairon du 8^e bataillon de chasseurs d'Orléans, qui est parvenu à s'échapper, et dont nous nous empressons de publier le récit, sans rien changer aux expressions, ne doutant pas que le public ne lise avec une émotion véritable une relation si pleine de simplicité et d'intérêt.

Le nommé Rolland (Guillaume), clairon à la 2^e compagnie du 8^e bataillon de chasseurs d'Orléans, fait prisonnier le 23 septembre 1845, s'est échappé. Il est arrivé à Lalla-Maghnia le 17 mai 1846. Cet homme avait été blessé le 23 septembre d'un coup de feu à la fesse gauche, un coup de yatagan au pied droit, et d'un coup de poignard à la joue droite.

Cet homme a raconté ce qui est arrivé de la manière suivante:

« La déra était campée à environ trois lieues de la Molouia. Les prisonniers établis sur le bord de la rivière occupaient une vingtaine de gourbis, au milieu du camp des fantassins réguliers. Ceux-ci sont au nombre de 500 environ, repartis aussi dans des gourbis par bandes de 5 ou 6. Le camp était clos par une enceinte de broussailles fort élevée, dans laquelle on avait ménagé deux passages; de cette manière la garde était plus facile. »

« Le 27 avril, vers 2 ou 3 heures de l'après-midi, il est arrivé une lettre d'Abd-el-Kader; ensuite, trois cavaliers sont venus à notre camp pour chercher les officiers, de la part de Mustapha-Ben-Tam; ils les ont conduits à la déra, sous le prétexte de les faire assister à une fête chez le khalifa. Ils ont emmené: MM. de Cognoard, Larazet, Marin, Hillerain, Cabasse, Thomas, Testard, Hussard, Trouel, deux autres. »

« A l'entrée de la nuit, les autres prisonniers ont été réunis sur un rang. On nous avait donné l'ordre d'apporter tous nos effets avec nous. Quand nous avons été ainsi rassemblés, les fantassins réguliers sont venus, on nous a séparés pour nous conduire dans leurs gourbis. Nous étions sept pris par les habitants de quatre gourbis; ils nous firent entrer ensemble dans le même gourbi. Je dis à mes camarades qu'il y aurait quelque chose pendant la nuit, de ne pas dormir, de nous tenir prêts à nous défendre si on voulait nous tuer. J'avais un couteau français que j'avais trouvé sur les bords de la Molouia, trois jours auparavant. Entrant dans la cabane, j'avais trouvé une faucille, je l'avais donnée à mon camarade Daumat. Au moindre bruit, leur avait-je dit, je sortirai le premier, vous suivrez. »

« Vers minuit, les soldats d'Abd-el-Kader poussent un cri. C'était le signal. Je sors le premier. Je rencontre un régulier, je lui donne un coup de couteau dans la poitrine, il tombe; je saute dans l'enceinte de broussailles et je roule par terre. Pendant que j'étais à me débarrasser, des soldats arrivent cherchant à me prendre; mon pantalon était en mauvais état, il restait entre leurs mains, je m'échappe en chemise. Dans un ravin à cent mètres du camp, une embuscade tire sur moi, une balle m'a blessé légèrement à la jambe droite. Je continue à fuir, je monte sur une colline et je m'assieds pour voir si quelqu'un de mes camarades pourrait me rejoindre. »

« En me tournant vers le camp, j'entendais les cris des prisonniers et des gons d'Abd-el-Kader; les coups de fusil ont duré plus d'une demi-heure; mes camarades ont dû se défendre, si j'en juge par le bruit que j'ai entendu. »

« Pour échapper au massacre dans les gourbis des réguliers, plusieurs prisonniers s'étaient réfugiés dans nos gourbis, au milieu du camp; c'est pour les en chasser qu'on y a mis le feu, on les tirait au fusil et à mesure qu'ils sortaient. »

« Voyant que personne ne me rejoignait j'ai franchi la Molouia, j'ai marché pendant trois nuits, je me ca-

chais le jour. Le troisième jour vers 3 ou 4 heures, je tombai à terre, il a tombé de la pluie, il faisait un vent qui coupait les broussailles; j'ai continué à marcher, j'étais presque nu, je souffrais, je pensais que j'en aurais encore pour deux ou trois heures, j'ai voulu en finir; je me suis dirigé vers un village marocain. J'y suis arrivé avant la tombée de la nuit. A l'entrée du village, j'ai rencontré des femmes qui venaient puiser de l'eau; en me voyant elles ont pris la fuite en poussant des cris; je suis entré dans le village. A l'extrémité d'une petite rue, j'ai aperçu un jeune homme d'une vingtaine d'années; en me voyant, il a sorti un poignard pour me tuer. Je voulais mourir, je me suis avancé vers lui. Je m'étais approché jusqu'à trois ou quatre pas, un autre homme sortit d'une terrasse voisine, retint le bras du jeune homme. Alors il m'emmena chez lui, me fit chauffer pendant deux ou trois minutes, puis il me conduisit dans sa case. Là, il m'a attaché les pieds et les mains et a jeté sur moi une couverture de cheval. Voyant cela, je ne disais rien, je voyais que je ne souffrirais pas longtemps. Je le vois se préparer à se coucher. Alors, croyant qu'il allait me faire souffrir et me tuer après, je lui fis signe de se déshabiller et de m'expédier sans torture. Il me dit qu'il ne me tuerait pas. Je passai la nuit comme je pus. Au matin, il vint me détacher. J'ai passé sept jours chez lui, il ne me laissait pas sortir, parce qu'il y avait dans le village des gens qui voulaient me tuer. »

« Le septième jour, est arrivé un homme qui m'a acheté douze duros. Celui-ci m'a fait partir la nuit pour me conduire dans sa maison. En arrivant, il m'a donné un haik et un burnous; il m'a gardé dix jours. Le dixième jour, il m'a conduit chez un de ses parents, qui est dans un village marocain, à un jour de marche de Lalla-Maghnia. Ce dernier m'a amené parce que l'autre ne connaissait pas la route; nous sommes venus par les montagnes de Nedroma, et près de cette ville mon conducteur a dû prendre un guide. J'avais dit à mon premier patron qu'il aurait de l'argent s'il me rendait aux Français, je pense que c'est ce qui a donné au second l'idée de me ramener à Lalla-Maghnia. Nous étions encore 280; on m'a dit qu'il y a encore deux de mes camarades qui sont dans d'autres villages marocains. »

« Les réguliers avaient mis à part quelques uns de mes camarades, à cause de leurs professions. Je crois qu'ils n'ont pas été tués: »

« Perrin, chasseur au 8^e, pris à Sidi-Drabim, garde comme tailleur; »

« Manin, clairon au 8^e, ferblantier; »

« Voland, élève clairon au 8^e bataillon; »

« Perrin, chasseur 8^e bataillon, 7^e compagnie. »

Tel est le récit du nommé Rolland; il a ajouté que les troupes d'Abd-el-Kader ont l'envie de déserter, parce que les Marocains ne voulaient plus leur vendre de grains.

En effet, elles ne recevaient jamais d'argent; on les paye en papier sur lequel est le cachet de l'émir. Elles donnent cela en échange des denrées. Cette espèce de monnaie a été acceptée dans un temps, elle est tombée en discrédit.

Il n'y a guère à la déra plus de cent tentes: quarante tentes des Hachem; vingt tentes de Bou-Hamed; cinquante tentes des tribus et à cent cavaliers réguliers.

Lalla Maghnia, le 21 mai 1846.

Le capitaine d'état-major,

Signé: BEAUDOUIN.

P. C. C., le capitaine aide de camp du lieutenant

général, A. DE SENNEVILLE.

Nota. Il faut avoir entendu Rolland s'expliquer avec une simplicité singulière pour apprécier ce que valent les hommes qui ont traversé sans abattement une paraille éprouve. Rolland est d'apparence chétive; au physique, il ne paraît point avoir souffert.

— Il paraît certain que le chambre des députés finira ses travaux le samedi 13 de ce mois. La chambre des pairs terminera du 25 au 30 du même mois, et l'ordonnance de clôture sera portée aux chambres le 2 ou le 4 juillet.

L'ordonnance de dissolution sera publiée le lendemain, et les élections générales auront lieu le 8 ou le 14 août. (Patrie.)

— Le vaporeur de la correspondance, le Charlemagne, compagnie Bazin-Périer, parti d'Alger le 30 mai est entré ce matin dans notre port. Nous apprenons par cette voie que le maréchal-gouverneur devait partir prochainement pour Oran. Son excursion dans l'Ouest durerait, dit-on, une quinzaine de jours.

Des renseignements très-positifs, dit la France Al-

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRÉF. de l'abonnement pour la Corse : Un An 15 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. — On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de L'Insulaire, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 25 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (Corse).

DES DÉLITS RURAUX.

Pour que la Corse sorte de son état d'infirmité, il faut deux choses : que le gouvernement vienne à son aide pour les travaux que le département ne peut entreprendre, tels que routes, dessèchement des marais, ports; puis que la Corse s'aide puissamment elle-même, qu'elle combatte énergiquement les abus qui existent dans son sein, qu'elle ouvre de nombreux chemins vicinaux pour se rattacher aux routes royales. Le gouvernement s'est acquitté jusqu'à présent de sa tâche d'une manière large, généreuse; la Corse doit donc agir à son tour; si elle veut tirer parti des bienfaits qu'on lui prodigue. A quoi bon ouvrir des routes, creuser des ports, si la propriété n'est point protégée, si l'agriculture ne peut pas se développer, si les terres sont condamnées à une espèce de stérilité, et si, ainsi, leurs produits ne peuvent naître et être exportés, faute de sécurité et faute de chemins qui relient les villages aux grandes routes? Il est des choses que le gouvernement ne fera jamais, ne pourra jamais faire : il ne peut construire des chemins vicinaux; il ne peut donner de la sécurité aux propriétés; il a fait ce qu'il a pu en créant une législation, en établissant des ressources qui mettent chaque département à même d'atteindre le but proposé : c'est donc à chaque département d'agir de son côté pour profiter des armes fécondes qu'on lui donne. Malheureusement nous ne paraissions pas nous douter de cette impérieuse nécessité et des avantages que nous procure la législation. Nous restions les bras croisés, indifférents aux abus qui nous rongent, et le mal au lieu de diminuer ne fait qu'empirer. La publicité ne doit donc pas se lasser de signaler le mal, de faire sans cesse appel à l'intelligence et au dévouement des bons citoyens pour réagir contre ce qu'il y a de défectueux, d'arriéré et de mauvais, sous ce rapport, nous croyons devoir reproduire un excellent article qui a paru dans le *Journal de la Corse* qui signale une plaie du pays, qu'on ne saurait trop se vent mettre en saillie, le manque de sécurité de la propriété, qui voit entraver ses efforts, ruiner ses sacrifices par des habitudes déplorable qui compromettent l'avenir de toute espèce de culture. Les réflexions que fait l'auteur de cet article sont pleines de sens et les faits qu'il met en avant, d'après un document officiel, sont trop graves pour qu'ils ne donnent pas sérieusement à réfléchir. Nous laissons parler l'auteur de cet article :

Un document qui pourrait passer inaperçu et qui cependant renferme les plus hautes enseignements pratiques, vient d'être publié par M. le préfet (1). Nous voulons parler du tableau des amendes prononcées en matière de police rurale pendant l'année 1845, précédé d'une circulaire adressée aux maires du département pour leur recommander de tenir la main à la poursuite des délits ruraux. Maintenant que MM. les maires sont sages, d'une part, de trouver dans le chef de l'administration l'appui et la protection dont ils peuvent avoir besoin pour garantir les campagnes de vandalisme dont elles sont l'objet, et de l'autre que la répression profitera aux communes, non seulement par la crainte salutaire qu'elle inspire aux délinquants, mais bien aussi, en augmentant les ressources communales, il ne devrait plus se trouver un seul fonctionnaire capable de méconnaître ses devoirs au point de négliger la

partie la plus honorable et la plus importante de ses attributions.

Dans une série d'articles qui ont été publiés dans ce journal, nous nous sommes efforcés de prouver que l'avenir de la Corse dépend du développement de son industrie agricole, et que l'agriculture ne pourrait faire de progrès réels qu'autant que la police rurale sera réglée de manière à ne pas rendre illusoire le droit de propriété écrit dans nos codes. Il est moins qu'une illusion ce droit, parce qu'il fait souvent le malheur de ceux qui veulent en user. Cela est si vrai qu'un magistrat du parquet, aussi distingué par ses lumières, que par sa sagesse, a appelé l'attention de M. le procureur général sur cet important objet, et signalé le défaut de répression des contraventions et délits ruraux comme une des causes des crimes qui ensangantinent la Corse.

Il nous est cependant permis d'espérer, à présent, que, quand même les modifications législatives, dont le gouvernement lui-même reconnaît la nécessité tarderai à être promulguées, les causes qui tiennent notre agriculture dans les fanges qu'elle étouffe cessent, si l'administration est secondée par l'autorité municipale, appelée à rechercher les contraventions rurales, et par l'autorité judiciaire appelée à appliquer la loi.

Le document publié par M. le préfet bien étudié, suffit à lui seul pour dissiper les yeux les moins clairvoyants; stimuler les négligents et les paresseux et encourager les efforts de ceux qui remplissent leurs devoirs avec zèle et dévouement.

Si l'on examine en effet le tableau, dont nous avons parlé, on trouve que 121 communes n'y sont pas nommées c'est à dire qu'aucun des délits ruraux commis sur leur territoire n'a été déposé à la justice répressive; dans 17 autres la répression n'a porté que sur un fait pour chacune d'elles pendant l'année 1845, et que dans 46 communes les peines prononcées n'ont pas excédé 6 francs d'amende.

Un étranger qui examinerait ce tableau pourrait trouver l'occasion de se féliciter de l'état de calme et le bonheur des communes dont les noms n'y figurent pas, et de celles où les amendes prononcées sont presque nulles; mais pour nous, comme pour tous ceux qui connaissent le pays, au lieu d'y trouver des motifs de félicitation, nous y trouvons au contraire des raisons puissantes de mettre en perspective un état de désordre et de malaise qui doit enfin cesser. Nous affirmons cela d'une manière très-positive parce que c'est dans les communes où la répression a été nulle, ou à peine sensible, que les propriétés sont le plus dévastées, les biens communaux saccagés et l'agriculture plus languissante. Les communes au contraire où le résultat des amendes atteint le chiffre comparatif le plus élevé sont celles où la prospérité de l'agriculture augmente chaque jour et où les propriétés sont le plus garanties.

En effet il n'y a personne qui ignore que l'arrondissement de Calvi, le moins peuplé du département, sans contredit, le moins étendu en superficie, est celui où proportion gardée, le domaine de l'agriculture s'étend chaque jour. L'olivier qui en constitue la principale richesse, s'il n'y est pas l'objet de soins intelligents y est au moins garanti de la dent de la chèvre. L'orange, le citronnier et même le mûrier commencent à donner des produits non indifférents. Après le chiffre de l'arrondissement de Calvi qui est de 3,614 fr. 47 c. celui que nous trouvons le plus fort est celui de l'arrondissement de Bastia porté à 3,509 fr. 52 c. Ce chiffre qui établit de la manière la plus concluante, la conséquence précédente déduite, donne lieu à un parallèle qui est bien loin d'être à l'avantage de ce dernier, l'arrondissement dont la population est de 51,040 âmes. Celle de l'arrondissement de Calvi n'est que de 23,024. L'arrondissement de Bastia est ainsi au moins trois fois plus étendu que celui de Calvi. D'où vient donc que le montant des amendes est inférieur dans l'arrondissement de Bastia? c'est que la culture n'y est pas aussi généralement étendue que dans l'arrondissement de Calvi; que l'arrondis-

sement de Bastia compte des cantons paisibles, laborieux, industrieux et en somme aussi d'autres, dont les populations paresseuses, turbulentes vivent du produit de châtignier ou de quelques troupeaux qu'ils entretiennent sur les propriétés d'autrui.

L'examen du chiffre partiel alloué à chaque commune nous donne également la confirmation d'un fait que nous avons constaté, fait fond en enseignement de la plus haute utilité pour quiconque veut remarquer que comme la prospérité de l'agriculture, la tranquillité publique est proportionnée au nombre des délits ruraux réprimés. Et en effet les communes du Cap-Corse figurent dans le chiffre total pour 1,044 fr. 68 c., et la ville de Bastia pour 728 fr. 17 c. Ces deux chiffres réunis surpassent comme on voit, la moitié du chiffre total de l'arrondissement, et l'on sait que Bastia et le Cap-Corse sont deux endroits où la civilisation est au niveau de celle du continent et où les meurtres sont si rares qu'à peine on voit les noms de quelques uns de ces communes figurer sur les tableaux de la cour d'assises, nous excéderions infailliblement les bornes d'un article de journal, si nous voulions passer en revue, dans tous ses détails, le tableau, qui nous occupe et nous appesantir sur tous les effets déplorables du mal qui le désole. Nous n'indiquerons que les plus saillants et les plus graves, et nous nous bornerons pour ce qui restera de l'arrondissement de Bastia, à faire remarquer que celles des communes où nous avons constaté que les troubles arrêtent le développement d'une prospérité dont elles possèdent tous les éléments, qui les placeraient au rang des localités les plus riches du département, sont celles où les amendes du simple police pendant l'année 1845 ont excédé ou dépassé de bien peu la somme de six francs. Il suffit de nommer Lama, la principale d'entre elles, Bigaglia, dont le territoire renferme la partie la plus fertile de la plaine de Marana, Volpajola et Santa-Maria Poggio. En poursuivant notre examen, nous trouvons que le total des amendes recouvrées dans l'arrondissement d'Ajaccio dont la population est de 51,010, s'élève à 982 fr. 40 c. et celui de l'arrondissement de Corte dont la population est de 52,662 habitants est de 963 fr. 77 c. Quand même nous n'aurions pas su que ces deux arrondissements presque égaux en superficie étaient dans une position analogue nous aurions pu, d'après les observations qui précèdent les juger par le résultat énoncé. En effet dans l'un comme dans l'autre, il existe une immense étendue de biens communaux, sujets de contestations sans fin, de rixes sanglantes et d'usurpations qui augmentent d'année en année. Dans l'un comme dans l'autre les crimes se multiplient tous les jours, et le penchant à manier les armes prédomine pour beaucoup sur celui de se servir des instruments aratoires. Aussi est-ce dans ces arrondissements que l'on voit cette quantité énorme de maki, de landes et de terres incultes que les propriétaires sont obligés d'abandonner à la rage dévastatrice des bergers, parce que les autorités locales, ou par impuissance ou par tout autre motif que nous ne voulons pas chercher à connaître, ne s'occupent pas de les protéger ou des les garantir.

Dans l'arrondissement d'Ajaccio, les communes où les délits ruraux n'ont été l'objet d'aucune poursuite sont au nombre de 45 et nous affirmons, sans crainte d'être démentis, que ces communes peu avancées en civilisation, très-mal partagées sous le rapport de la richesse, doivent en grande partie leur état au défaut de surveillance et au complet abandon dans lequel est laissée la police rurale. Il y a plus c'est que ces communes occupent malheureusement le premier rang dans les annales de la justice criminelle, et doivent la triste célébrité dont elles jouissent à la même cause qui les retient dans la misère. Nous pourrions prouver nos assertions en citant des faits et des localités; mais nous ne saurions en citer un seul qui ne soit en effet que des animaux surpris en dommage ont coûté la vie à plusieurs personnes, et amené de longues inimitiés?

Si nous désignons nominativement ces communes

gérienne, du 30 mai, apprenant qu'Abd-el-Kader vient de rentrer dans le Maroc, au sud de Lalla-Maghena, probablement afin de recueillir les débris de la tribu. Nous pensons que ce serait le cas d'exiger de l'empereur Maley-Abd-el-Rhaman une prompte et facile coopération, si notre ennemi cherche un asile définitif dans ses états.

La terrible catastrophe de la Daira est maintenant connue dans une partie de ses détails. Nous avons annoncé la fuite et l'arrivée à Lalla-Maghena d'un de nos malheureux prisonniers; cet homme est le nommé Guillaume Roland, clairon à la 2^e compagnie du 8^e bataillon de chasseurs d'Orléans, qui, blessé d'un coup de feu et de deux coups de yatagan au combat de Sidi-Brahim, était resté entre les mains de l'ennemi.

Nous avons des nouvelles de M. le général Yusuf, par un homme des Beni-Mzab, qui fait partie d'une petite caravane arrivée le 25 à Alger, et qui s'est mise en route il y a seize jours.

Les tribus du Djebel-Amour avaient fait leur soumission complète au général Djelloul-ben-el-Thaleb, chef de ces montagnes, ne pouvant encore se décider à abandonner la cause d'Abd-el-Kader, se serait enfui dans l'ouest, probablement pour rejoindre l'ex-émir. Le commandement qu'il exerçait a été donné à Messaoud-ben-el-Thaleb, son cousin, et l'un de ses plus mortels ennemis. Ces deux circonstances sont on ne peut plus favorables à nos intérêts. La naissance est la même, voilà pour l'amour-propre des chefs en sous-ordre; la haine est implacable, voilà pour l'esprit de la population qui doit faciliter l'avènement au pouvoir de l'ennemi de l'ancien chef, dont les exactions ont été sans nombre comme sans exemple.

Le rapport fait à la cour des pairs par M. Franck-Carré, membre de la commission chargée de l'instruction du procès de Lecomte, auteur de l'attentat commis contre la vie du roi, vient d'être livré à la publicité. Ce document se confondra dans l'acte d'accusation qui sera lu devant la cour le jour de l'ouverture des débats et que nous reproduirons.

Au surplus, il ne faut que répéter les détails connus et écarter toute idée de complicité dans le crime de Lecomte.

La vallée d'Aoste (en Piémont) a été le théâtre de grands malheurs causés par les eaux. Les habitants d'un village de la paroisse de Chambave, près de la ville d'Aoste, s'étaient réfugiés, sur la fin de la journée du 16 de ce mois, dans une chapelle, pour y implorer la protection divine contre les désastres dont ils étaient menacés par les pluies torrentielles qui étaient tombées les jours précédents et qui continuaient encore; trente six personnes étaient réunies, lorsque la chapelle fut environnée par les eaux d'un torrent qui se précipitait avec violence, et qui, entraînant un énorme bloc de pierre, renversa les murs de la chapelle et fit périr toutes les personnes qui y étaient renfermées. Le 18 on avait trouvé trente-un cadavres.

On dit, mais le fait n'est pas encore bien certain, que la diligence de Turin à Aoste a péri dans une inondation semblable, entre Ivrea et le fort de Bard, avec tous les voyageurs qu'elle contenait. — Au commencement de ce mois, cinq personnes ont été englouties par une avalanche, dans la paroisse de St-Georges.

On a déjà annoncé que le choléra a reparu dans plusieurs provinces de la Perse, où il a fait de grands ravages dans toutes les principales villes. L'épidémie s'est répandue depuis Bockhara jusqu'à Hérat et Meshio, puis elle a pris la direction de la mer Caspienne jusqu'à Thérac et à Ispahan. Les nouvelles récentes d'Odessas portent qu'elle a traversé le territoire russe et a paru à Tiflis, se dirigeant vers le nord entre la mer Caspienne et la mer Noire. D'un autre côté, le choléra s'est déclaré tout à coup à Orenbourg, dans les mines des monts Oural; il a traversé le Volga et a fait son apparition en Europe, à Casan, à près de 2,000 kilomètres de Saint-Petersbourg.

Si les détails qu'on a reçus sont exacts, la maladie a suivi une direction fort irrégulière. Elle s'est avancée de l'ouest au nord, et elle ne paraît pas avoir suivi les bords des fleuves comme à l'époque de la grande irruption de 1823 à 1832. Le choléra, qui a fait tant de ravages en France en 1831 et 1832 avait ravagé la Perse pendant sept ans, de 1823 à 1830. Sa première apparition date de 1823, à Orenbourg, et elle était restée aux environs de cette ville pendant cinq ans. Elle reparut à Orenbourg en 1829, et lors de cette seconde irruption, ses ravages furent si grands, que plus du dixième de la population fut attaqué et le quart des personnes attaquées furent rapidement emportées. Il se déclara à Saint-Petersbourg en juillet 1831, et en France au mois d'octobre de la même année.

Ainsi, on le voit, le mal paraît s'étendre de nouveaux ravages, sa première apparition avait sévèrement frappé les trois quarts des personnes attaquées.

Le 27 mai, vers une heure de l'après-midi, les Tuileries ont été mises en émoi par un événement qui pouvait avoir les suites les plus graves. Au moment où le roi entra en voiture au château, un des chevaux de l'attelage s'est abattu, et les sept autres, lancés au grand trot, sont venus tomber pêle-mêle sur le premier, sans que les postillons, culbutés eux-mêmes, aient pu les arrêter. La voiture allait verser, quand des aides-de-camp et des gens de service accourus en toute hâte, sont parvenus à la remettre en équilibre. Le roi n'a éprouvé aucun mal; la reine, qui l'accompagnait, a paru fort émue.

Ainsi que nous l'avons dit il y a quelque temps déjà, c'est bien M. Duvergier, bâtonnier de l'ordre des avocats à la cour royale de Paris, qui défendra Lecomte devant la cour des pairs. Lecomte avait été invité par M. le chancelier à se choisir un défenseur, il a répondu qu'il s'en rapportait pour ce soin à M. le chancelier. M. Duvergier a donc été désigné d'office; il a accepté la défense qui lui était confiée.

On pense généralement que les débats publics ouvriront jeudi prochain à juin.

Il y a peu de jours, le *Moniteur* présentait le compte-rendu de la justice criminelle. Aujourd'hui, il contient le compte-rendu de la justice civile et commerciale.

Les cours royales ont jugé définitivement 9,092 affaires en 1844. Elles ont rendu 8,274 arrêts contradictoires et 818 arrêts définitifs pour défauts.

Il a été terminé 2256 affaires par radiation à la suite de transaction ou d'abandon.

La cour de cassation pendant l'année 1844 a jugé définitivement 503 pourvois; en matière civile et commerciale elle avait statué sur 526 en 1843.

Les cours royales ont été saisies de 2330 appels en matière commerciale; elles ont statué sur 1785.

Il a été formé, en 1844, aux tribunaux civils, 1,061 demandes en séparation de corps, formées 981 par les femmes et 80 par les maris.

Les tribunaux ont rejeté 111 demandes en séparation; ils en ont annulé 784.

Le nombre des ventes judiciaires qui avaient été prescrites stationnaires en 1842 et 1843, a augmenté d'un dixième en 1844; il s'est élevé à 15,549.

Le nombre des faillites terminées par concordat ou liquidation, s'est élevé, en 1844, à 2,109; il n'avait été que de 1,856 en 1843.

Le montant total des passifs des faillites liquidées s'est élevé à 421,292,109 fr.

Il a été formé 708 sociétés commerciales, près de tiers du nombre total dans le département de la Seine.

Les juges de paix ont rendu en 1844 312,119 jugements définitifs. — Ils ont dans la même année convoqué et présidé 73,055 conseils de famille, délivré 9,894 actes de notoriété; reçu 9,186 actes d'émancipation; enfin procédé à l'opposition de 18,678 scellés.

On comptait 60 conseils de prudhommes en 1841; en 1844 il y en a eu 66, et deux nouveaux ont été installés en 1845, l'un à Paris, l'autre à Bernay (Eure).

Le 25 mai, à 3 heures après-midi, la reine Victoria est accouchée heureusement d'une princesse. C'est son cinquième enfant.

Un horrible accident est arrivé pendant la nuit du 24 au 25 mai dans la Mersey. Deux bateaux à vapeur se sont rencontrés; il en est résulté un choc effroyable, dans lequel dix-huit passagers ont perdu la vie. L'un des bateaux à vapeur, coulant bas d'eau, a pu heureusement être jeté à la côte. Ces deux vapeurs sont le Rambler et le Sec-Nymph.

Le *Journal des Débats* donne les détails suivants sur l'évasion du prince Louis Bonaparte :

« Il paraît certain que le prince Louis Bonaparte a franchi, vers quatre heures du soir, le jour même de son évasion, la frontière de la Belgique. En quittant son appartement à sept heures du matin, le prince, en costume d'ouvrier, portait sous son bras une planche de sa propre bibliothèque. Il avait pris la précaution de raser ses moustaches et ses favoris, ce qui l'a rendu complètement méconnaissable. Un cabriolet l'attendait en dehors de la ville; il y est monté avec son valet de chambre; celui-ci, très connu des habitants de Ham, avait fait le tour de la ville pour le rejoindre.

« Le prince s'est rendu directement à Saint-Quentin, où il a pris le poste, et est parti aussitôt pour Valenciennes. En route, ayant largement payé les postillons, il leur a recommandé de faire diligence. Ils ont voulu attendre, disait-il, un riche Anglais qui se rendait à Valenciennes. Arrivé à Valenciennes, le prince s'est arrêté un instant et a demandé au maître de poste s'il consentait à garder sa voiture, son intention étant de partir par le chemin de fer pour Bruxelles et de revenir dans quelques jours. Ayant reçu une réponse affirmative, le prince Louis, et avant même que son valet de chambre eût réglé son compte de voyage, s'est rendu par une rue détournée à la station du chemin de fer et a profité du premier convoi. Il a dû arriver à Bruxelles dans la soirée du 25, jour de l'évasion.

« Le prince Louis Napoléon est âgé de 42 ans. Sa détention a duré cinq ans neuf mois et 30 jours. Il avait été arrêté à Boulogne le 6 août 1840. »

AVIS.

Le public est averti que le service de diligences entre Belgodere et Bastia que MM. Podesta frères avaient établi provisoirement cessera à dater du 12 de ce mois.



PAQUEBOTS À VAPEUR DE LA COMPAGNIE VALÉRY FRÈRES
Service régulier entre Bastia et Marseille
et entre Bastia et Licorne.

Un bateau à vapeur partira pour Marseille dimanche 14 courant à 8 heures du matin.

Un autre bateau à vapeur partira pour Ajaccio le 18 courant à 7 heures du soir, touchant à l'île Rousse et Calvi et arrivera à Ajaccio le 19 dans l'après-midi.

Il repartira pour Bastia le 20 à 7 heures du soir relâchant de même à Calvi et l'île Rousse.

Un autre bateau à vapeur partira pour Fiumorbo le 22 courant à 10 heures du soir.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

Fiumorbo, 4 mai, gondole Mantino, c. Ficarella, charbon.
De la Plage, 4, gondole St-Antoine, c. Tomasini, charbon.
De la Plage, 4, gondole St-Antoine, c. Lauri, charbon.
De la Plage, 4, brick-golette Sanpiero, c. Gaché, charbon.
Marseille et Toulon, 5, brick Migliaccio, c. Gualtella, vin et houille.

Macinaggio, 5, gondole St-Pierre, c. Cervoni, vin.
Cagnano, 5, gondole St-Antoine, c. Bonilly, vin.
Cagnano, 5, gondole Annunziata, c. Francioni, vin.
Cagnano, 5, gondole St-Simon, c. Filippi, vin.

Cette, 5, bateau St-Sauveur, c. Villaroze, en lest.
Porto-Vecchio, 5, bat. à vap. Antiope, c. de Stahl.
Aiguës-Mortes, 7, brick-golette Phénix, c. Guasco, sel.
De la Plage, 7, ch. marée Amélie, c. Bonelli, charbon.
Rio, 8, brick-golette Leopoldo Secondo, c. Giannoni, mûres.

De la Plage, 8, brick-golette Conception, c. Rogliano, charbon.
De la Plage, 8, tartane François-Etienne, c. Gualtella, charbon.

Ersa, 8, gondole Lavasina, c. Trama, bois.
Marseille, 8, bat. à vap. Letizia, c. Bugliani, diverses.
Bonifacio, 8, gondole Annunziata, c. Milles, vin.
Livourne, 9, bat. à vap. Maréchal Sebastiani, c. Bertocci, diverses.

Aiguës-Mortes, 9, brick-golette Corse, c. Marinetti, sel.
Ajaccio, 9, bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, passagers.
De la Plage, 9, brick Colombe, c. Meille, charbon.
Marseille, 10, paquebot Bastia, c. Santi, dépêches.

DÉPARTS.

A la Plage, 4 mai, tartane François-Etienne, c. Gualtella, en lest.
Rio, 4, brick-golette Leopoldo Secondo, c. Giannoni, en lest.
Livourne, 4, golette Assomption, c. Thiers, en lest.
Rome, 4, mistick St-Vincent-Ferreri, c. Battistini, en lest.
Marseille, 5, paquebot Bastia, c. Santi, dépêches.
Macinaggio, 5, brick-golette Conception, c. Antonetti, en lest.

Livourne, 5, mistick Assomption, c. Stretti, en lest.
Ajaccio, 6, bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, passagers.
Bonifacio, 6, gondole St-Jean, c. Agostini, en lest.
Macinaggio, 6, gondole St-Simon, c. Filippi, diverses.

Livourne, 6, bat. à vap. Maréchal Sebastiani, c. Bertocci, passagers.
A la Plage, 6, bateau St-Sauveur, c. Villaroze, en lest.
Marseille, 7, bat. à vap. Commerce de Bastia, c. Valzi, diverses.

A la Plage, 8, gondole Hyver, c. Ficarella, en lest.
Ersa, 8, gondole Lavasina, c. Trama, diverses.
St-Florent, 8, mistick Conception, c. Bonelli, futaies vides.

A la Plage, 8, brick-golette Assomption, c. Oliva, en lest.
A la Plage, 8, brick-golette Conception, c. Ersa, en lest.
A la Plage, 8, mistick Misericorde, c. Gabrielli, en lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

(1) Nous avons publié cette notice dans notre avant-dernier No.

ce serait moins pour les mettre au banc de la société pour l'état exceptionnel dans lequel elles se trouvent, que pour attirer sur elles l'attention de l'administration départementale qui déjà s'occupe avec une vive sollicitude d'améliorer leur position. Peut-être y a-t-il dans chacune des communes des hommes doués d'un sens droit et éclairé, qui gémissent comme nous des maux que nous signalons. Qu'ils aient le courage de le proclamer à la face de leurs concitoyens. Le moment d'appliquer des remèdes énergiques pourrait n'être pas aussi éloigné qu'ils le pensent; nous aurons le courage de les leur indiquer.

Dans l'arrondissement de Corte les communes où aucun délit rural n'a été poursuivi sont au nombre de 39, un très-grand nombre ne sont inscrites au tableau que pour une somme fort minime, preuve certaine qu'elles n'ont obtenu qu'une ou deux condamnations. Il résulte du tableau pour ce qui concerne l'arrondissement de Corte : 4° que les répressions ont été nulles ou à peu près dans les localités qui possèdent le plus de biens communaux, ce qui oblige nécessairement à croire que ces propriétés n'ont été l'objet d'aucune surveillance et qu'elles sont vouées à la destruction. Pour en donner une preuve convaincante, nous n'avons qu'à nommer la commune d'Albertacce, dans le territoire de laquelle est située la plaine de Galeria et les vallées de Filosoma et de Marzolino, où les bergers abattaient impunément les chênes verts et régnent en maîtres pendant plusieurs mois de l'année.

Les communes du canton de Sermano possèdent aussi par indivis la belle plaine des Lunari avec la commune de Tallone, dans le territoire de laquelle elle est située, et cependant dans ces communes il n'y a pas eu d'amendes recouvrées ou elles n'ont pas excédé 6 francs; 2° que la répression a été également nulle dans les communes où ont commencé leur monstrueuse carrière, les bandits les plus redoutables et nous trouvons en ceci une preuve, d'ailleurs confirmée par une foule de faits, que le défaut d'activité et de surveillance de l'autorité municipale contraignent les propriétaires à avoir recours à la force pour garantir leurs récoltes et leurs plantations, d'où ont pris origine des rixes à coups de fusil, qu'on a si souvent baignés de sang un sol qui ne demandait qu'à être fécondé par la sueur. Aurons-nous besoin de rappeler que ce fut ainsi que débâtèrent les frères Bartoli qui ont presque fait un désert du village de Tox où prospère si bien l'arbre de Minerve? Qu'Amprani est la patrie du trop fameux Galluccio, Rusio celle du plus monstrueux des assassins de la Corse, Sarrocchi, et que S-Laurent, Carpineto et Tarrano ont été dans ces dernières années le théâtre de plusieurs crimes?

(La suite au prochain N°.)

M. Ozaneux, inspecteur général des études et M. Braive, recteur de l'académie de la Corse, sont arrivés à Bastia samedi dernier. M. Ozaneux a commencé aussitôt l'inspection du collège royal. M. Braive, qui n'avait point encore visité l'établissement, a pu s'en faire une idée exacte en assistant aux opérations de M. l'inspecteur général et en examinant par lui-même les différentes parties de l'administration et de l'enseignement de notre collège.

Si nous sommes bien informés, le jugement porté par M. l'inspecteur général et par M. le recteur est entièrement favorable à notre collège qui aurait accompli depuis trois ans, des progrès réels et très marqués. C'est là un résultat que nous nous empressons de consigner.

Un grand nombre d'ouvriers étrangers arrivent chaque année en Corse pour se livrer soit aux travaux de la campagne, soit à ceux des routes, soit à des constructions privées. Depuis quelques années ce nombre prend un développement considérable et contribuait ainsi à suppléer au défaut de bras qui n'existe que trop dans notre pays. Sans le secours de ces étrangers il est une foule de travaux qui resteraient en souffrance, ceux des routes surtout. C'est donc avec peine que nous apprenons que cette année le nombre de ces ouvriers a considérablement diminué, et qu'il est descendu de 9,000 à 6,000 environ. C'est une différence de près de 3,000 pour 1846.

A cette diminution il faut attribuer une cause et elle serait d'autant plus fâcheuse qu'elle proviendrait de la mauvaise volonté d'un grand nombre de personnes qui

emploient ces ouvriers et qui leur font éprouver mille difficultés soit dans le mode du paiement, soit en leur refusant d'une manière indirecte une partie du salaire qu'ils ont cependant si légitimement gagné. C'est ainsi que des entrepreneurs de routes, sous le prétexte, vrai ou réel, et nous n'avons pas à examiner ici la bonté de ce motif, car un entrepreneur devrait être toujours en état de faire honneur à ses engagements, c'est ainsi, disons nous, que sous le prétexte vrai ou réel que l'administration des ponts et chaussées ne leur a pas encore délivré leurs mandats, les entrepreneurs font languir, pendant des semaines entières, ces ouvriers avant qu'ils puissent s'embarquer. On bien quand ce prétexte manque on donne aux ouvriers des bons payables sur quelques personnes qui prétextent à leur tour le manque de numéraire, leur font supporter un escompte exorbitant ou leur imposent certaines conditions onéreuses.

C'est là un état de choses déplorable qui aura pour résultat de bannir de notre pays ces immigrations si utiles, dans l'état actuel, d'ouvriers étrangers, dont il est impossible aujourd'hui de se passer. Que veut-on que deviennent l'agriculture, les routes si on dégoûte ainsi les ouvriers du dehors, alors qu'il est presque impossible d'en trouver dans le pays?

Nous croyons devoir appeler l'attention de l'administration des ponts et chaussées et de MM. les consuls étrangers sur cet état de choses. Si on ne prend de sérieuses mesures pour enlever toute espèce de prétexte à la mauvaise volonté, les ouvriers italiens désertent notre pays; les bras manquent, la main d'œuvre déjà assez chère, haussera de plus en plus, et il sera bientôt trop tard pour remédier à cette situation. Il faut que les ouvriers du dehors soient payés exactement, entièrement, qu'ils soient entièrement libres de partir, quand ils le veulent, une fois qu'ils ont acquitté leurs obligations et qu'ils trouvent aide et protection de la part de ceux que leurs différents gouvernements ont chargés de leur soin de les protéger. Autrement la précieuse et indispensable ressource des ouvriers italiens manquera ou deviendra insuffisante. Cette éventualité mérite qu'on la prenne en sérieuse considération.

L'escadre d'évolution sous le commandement de S. A. R. Mgr le Prince de Joinville doit arriver, ainsi qu'on l'assure, dans le golfe d'Ajaccio. On a parlé, aussi, il y a déjà quelques temps, de sa venue prochaine dans la partie de la Méditerranée qui baigne Bastia. Ce projet a été accueilli ici comme une espérance dont tout le monde a souhaité vivement la réalisation. Personne n'a oublié que c'est à Bastia qu'est descendu le Prince commandant la flotte, quand il y a quatorze ans, il est venu visiter la Corse. Ce serait pour notre ville un grand bonheur que de revoir le jeune prince qui, depuis, est devenu un marin célèbre et un de nos plus habiles amiraux. Le mouillage de Bastia est excellent et la vaste étendue de mouillage qui s'ouvre devant la ville qui n'est bornée que par les îles de Capraja, d'Elbe et de Montecristo, offre un immense espace pour les évolutions à faire faire à une escadre. En hiver même le mouillage est sûr, à plus forte raison en été où le mer est si calme et les vents si rares. Tout se réunit donc pour faire choisir le voisinage de Bastia comme un excellent point, sur lequel il est possible de réunir une escadre considérable.

En parlant ainsi nous ne faisons pas une hypothèse chimérique et nous nous appuyons sur des faits. Ainsi lorsqu'en 1794, Bonaparte eut chassé la flotte anglaise de Toulon, celle-ci vint faire le siège de Bastia et pendant les deux plus mauvais mois de l'année, ceux de février et mars, la flotte anglaise, durant cinquante deux jours, resta mouillée en face de notre ville, sans éprouver d'autres avaries, que celles qui lui étaient faites par les canons de la place. Cette même flotte resta ensuite près d'une année entière mouillée à l'ancre en se livrant à de nombreuses évolutions, sans qu'elle ressentit le moindre inconvénient de ce séjour prolongé. Ainsi donc le mouillage de Bastia est excellent et offre tout autant de sécurité que le golfe d'Ajaccio. Nous faisons des vœux pour que l'on prenne en considération l'avantage que nous signalons ici, pour que l'escadre commandée par S. A. R. vienne profiter des avantages offerts par le canal de Toscane.

NOUVELLES DIVERSES.

— Les derniers avis reçus d'Amérique, par la voie d'Angleterre, annoncent que le président Polk a déclaré

officiellement la guerre au Mexique, au nom des États-Unis, le 13 mai.

Le 11, le président avait adressé aux deux chambres un message dans lequel, après avoir retracé l'histoire des négociations qui ont précédé la rupture définitive avec le Mexique, il déclare que la coupe de la langanimité est épuisée, et demande au congrès les moyens de poursuivre avec vigueur une guerre qui existe déjà, dit-il, par le fait du Mexique, sur les bords du Rio-Grande. Les chambres ont répondu sur-le-champ à cet appel, et après s'être prononcées, à des majorités imposantes pour la guerre contre le Mexique, elles ont décrété les mesures suivantes :

« L'armée régulière de terre sera portée à quinze mille hommes; un bill spécial autorise en outre la levée de cinquante mille hommes de milice qui seront mis à la disposition du pouvoir exécutif : 10 millions de dollars (50 millions de francs) sont votés pour la solde des forces de terre ».

Le New York Courier and Enquirer ajoute à ces nouvelles que déjà l'ordre aurait été expédié à l'escadre américaine dans le golfe du Mexique et dans l'Océan pacifique de bloquer les ports mexicains, et même de débarquer et d'occuper les points les plus importants de la côte occidentale, dans le cas où le gouvernement mexicain ne désavouerait pas les actes de ses généraux sur le Rio-Grande.

Les nouvelles du Mexique même sont assez confuses : le bruit d'une révolution au profit de Santa-Anna s'accroît de plus en plus.

— On lit dans l'Echo de Vienne, du 29 mai : « Nous sommes autorisés à démentir la nouvelle donnée par quelques journaux de Paris que le maréchal Bugeaud serait compris dans une prochaine tournée de pairs. Le gouverneur-général n'aspire en aucune façon, dans ce moment, à la dignité qu'on lui confère assez gratuitement. Il n'aspire qu'à son retour en France, afin d'établir devant la chambre des députés la vérité de ses relations avec le gouvernement dans la question d'Afrique. »

Quant à sa résolution de ne pas revenir en Afrique après la campagne qu'il a entreprise, elle est plus que jamais inébranlable.

— Les ouvriers du port de Dunkerque ont interrompu leurs travaux et formé des rassemblements que la force armée a dissipés. Aucun malheur n'est jusqu'à présent à déplorer. Cependant on craint des démonstrations plus hostiles, et des ordres ont été donnés à Saint-Omer et à Lille pour que les escadrons de cavalerie se tiennent prêts à partir au premier appel. La municipalité de Dunkerque agit pour faire rentrer les ouvriers dans le devoir.

— Nous apprenons que M. le contre-amiral Cécile amène en France un éléphant blanc de la plus rare espèce, un tigre noir tacheté de blanc et un lynx rouge. Ces trois animaux viennent de la presqu'île de Malacca et sont destinés au musée d'histoire naturelle.

— A la chambre des lords du 28 mai, la discussion sur le bill des céréales a continué. Après un long discours de lord Wellington, en faveur du bill, la chambre a adopté la deuxième lecture à la majorité de 47 voix.

— Le parti des insurgés de Portugal vient d'obtenir un triomphe complet par la chute du ministère Costa-Cabral. La reine voyant l'impossibilité de rétablir l'ordre avec ce ministère, vient d'en nommer un nouveau : Le duc de Palmel, président du conseil, à l'intérieur ;

Le duc de Terciera, à la guerre ; Le marquis de Sa'danha, aux affaires étrangères ; Le comte de Tojal, aux finances ; M. Souza Azevedo, à la justice.

— Nous avons annoncé dans un de nos derniers numéros qu'un petit brick marchand anglais, The Ruth, avait été capturé le 20 avril dernier, par les pirates sur la côte de Barbarie, à peu de distance de Tentan.

Aussitôt la nouvelle venue à Gibraltar le sloop de guerre anglais, Fantom, de 16 canons, dut quitter ce port pour donner la chasse aux forbans. Une partie de l'équipage du Ruth, qui était parvenue à se sauver, fut embarqué à bord de ce sloop pour reconnaître les localités, et on ne tarda pas à retrouver les traces du brick qui fut repris dans la journée du 12 mai, après un combat très-vif contre les Maures.

L'action qui s'en fit sur un point de la côte Nord de Barbarie à l'est de Tentan, 2 cobits aux Anglais un jeune aspirant de marine, tué, un sous-officier et 5 matelots blessés.

De son côté, le feu bien dirigé du sloop a causé des pertes considérables aux forbans.

Ce bâtiment était indispensable : la prise du Ruth constituait l'acte de piraterie la plus audacieux qu'on eût commis dans la Méditerranée depuis la conquête d'Alger par la France.

— L'ordre est arrivé au Havre d'envoyer à Cherbourg un pilote connaissant bien les côtes d'Angleterre. Ce pilote doit monter le Homer, que le gouvernement met à la disposition d'Ibrahim-Pacha, qui a accepté l'invitation de S. M. la reine Victoria. Le prince s'embarquera à Dieppe.

— M. le prince de Joinville doit rester, dit-on, à la tête de l'escadre de la Méditerranée jusqu'au mois d'octobre prochain.

— Il est d'usage, depuis 1830, que les ministres de l'Empereur se rendent en corps, le 1^{er} mai, chez le chargé d'affaires de France à Bucharest. A l'occasion de la fête du Roi des Français. Cette année, la visite annuelle n'a pas été faite, et le prince Bibesco a seulement envoyé son secrétaire présenter à notre représentant les compliments de son souverain. Il paraît que M. Bibesco, qui gère encore les affaires de France à Bucharest, jusqu'à l'arrivée de M. de Nyon, s'est montré offensé de cette conduite, et qu'il a cessé toutes relations avec le gouvernement valaque.

Depuis long-temps, Bibesco paraît irrité de ce que la France a soutenu à Constantinople les plaintes élevées contre les atteintes qu'il a portées à la constitution de son pays, et sa nouvelle manière d'agir dans ces dernières circonstances ne serait que la conséquence de son irritation.

— L'ambassadeur de Prusse et celui d'Autriche ont donné connaissance officielle au gouvernement français de la teneur des conventions échangées le 15 mai dernier entre les trois puissances protectrices au sujet des affaires de Cracovie.

— Nous recevons par voie d'Angleterre des nouvelles du Portugal, à la date du 30 mai. Le calme, s'est rétabli dans la capitale, mais l'insurrection n'est cependant pas restée stationnaire; après avoir envahi le nord du royaume, elle a passé le Tage et s'est répandue dans le sud; toutes les villes, les villages même se sont prononcés; les soldats, voyant que la révolution s'étendait partout, ont fraternisé avec le peuple et lui ont procuré des armes. Il n'y a plus que Lisbonne où l'autorité de la reine soit encore respectée.

Depuis, le chef du nouveau cabinet cherche à calmer les rebelles en prenant des mesures libérales, et en abolissant les taxes qui ont été la cause primitive du soulèvement. Une des premières mesures du duc de Palmella a été de destituer tous les gouverneurs odieux au peuple, et de les remplacer par des hommes libéraux; la liberté de la presse rétablie, et tous les décrets oppressifs, rendus par l'ancienne administration, révoqués. Il espère ainsi satisfaire les mécontents et les faire rentrer dans l'ordre.

— Nous lisons dans le Journal des Débats du 7 juin : « Ce matin, Lecomte a reçu une nouvelle visite de M. Grivel et de M. Duvergier. Dans l'après-midi, il a adressé une demande en grâce au roi, dans laquelle il a témoigné à S. M. le plus profond repentir de son crime. »

« Le nombre des pairs qui ont voté était de 232. On dit qu'en 196 se sont prononcés pour la peine du parricide, 33 pour la mort simple, et 3 pour la détention perpétuelle. »

Le Droit ajoute que, dans sa demande en grâce adressée au roi, Lecomte repousse surtout l'idée qu'il ait été l'instrument d'aucun parti. Lui-même, selon le même journal, a écrit sa demande. Le Droit lui prête ce langage : Je n'ai à me plaindre de personne; mon sort était écrit; je devais m'y attendre; tout le monde a été bon avec moi. Lecomte continue d'avoir l'impossibilité qu'il a montrée aux débats.

— On a reçu à Londres un premier rapport du chef de l'escadre anglaise d'évolutions. Il semble résulter, en résumé, de ce document, que les épreuves subies par les frégates qui accompagnaient les vaisseaux de ligne à voiles ont été défavorables aux steamers à roues, surtout à ceux qui sont construits dans de grandes proportions. Ces bâtiments, dit le commodore Collier, ne sont, au milieu d'une tempête, et pendant un voyage de long cours, qu'un embarras pour les navires à voiles; la question paraît être résolue dans un tout autre sens pour les navires à hélice, et le Rattier, construit dans ce système, s'est retiré avec le plus grand succès des difficultés qui ont arrêté la marche des autres vapeurs.

— Le roi, par ordonnance du 14 mai dernier, a confié à M. le comte Roux, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire chargé de la gestion de son

ambassade près le Saint-Siège, le caractère de son ambassadeur auprès de sa Sainteté. (Moniteur.)

— La commission chargée d'examiner la proposition des routes 5 p. 0/0, a déposé son rapport. On racontait hier, dans la salle des conférences, un incident unique dans les fastes parlementaires.

Trois membres de la commission ont protesté contre le rapport de M. J. Lefebvre comme n'exprimant pas non seulement les opinions de la minorité, mais même les délibérations des commissions. Le rapporteur crut devoir dire que le remboursement des rentes est non seulement inopportun, mais illégal en principe et que la commission propose l'ajournement indéfini de la mesure.

Les trois membres ont demandé que le rapport fût modifié dans le sens des discussions qui ont eu lieu au sein de la commission, et que l'opinion de la minorité fût exprimée.

La majorité n'a pas cru devoir déférer au vœu de la minorité; elle a décidé que le rapport ne serait pas modifié. Elle l'a déposé aux archives de la chambre, chose insolite! Ce rapport n'a pas été distribué pour éviter sans doute de donner lieu à la minorité de rendre publiques ses protestations. (Patrie.)

— Le chemin de fer de Lyon à Avignon vient d'être adjugé à la Compagnie Paulin Talbot, moyennant une durée de jouissance de 44 ans, 298 jours.

— Le rapport du budget des recettes pour 1847 vient d'être distribué à MM. les membres de la chambre des députés. C'est un travail raisonné, une étude minutieuse et pratique des ressources de l'état.

— Avant d'examiner les diverses parties du budget des recettes, l'honorable rapporteur présente les résultats généraux qui sont actuellement connus. L'excédant des dépenses sur les recettes, pour 1847, est de 2,347,809 fr.

La suppression du décime rural et la réduction du droit sur des envois d'argent diminueraient les recettes de 2,500,000 fr.

— Après des observations étendues sur les diverses branches des revenus ordinaires de l'état, M. Magne propose d'arrêter le total des recettes, pour l'année 1847 à 4 milliards 335 millions 889,680 fr.

Les contributions directes sont comprises dans ce chiffre pour 447,858,331 fr.; l'enregistrement, le timbre et les domaines, pour 260,103,130 fr.; les produits des forêts et de la pêche, pour 318,443,000 fr.; les contributions indirectes, tabacs et poudres, pour 294,337,000 fr.; le produit des postes, pour 49,740,000 fr.; divers revenus, pour 38,050,316 fr.; les produits divers, pour 18,596,000.

Les ressources ordinaires sont fixées à 21 millions 341,500 francs.

— Paris, 8 juin. — L'auteur de l'attentat de Fontainebleau, Lecomte, a subi sa peine ce matin lundi, à cinq heures et demie, à la barrière St-Jacques, lieu habituel des exécutions capitales.

Lecomte avait été prévenu le matin seulement. M. l'abbé Grivel s'est rendu auprès de lui pour lui donner les dernières consolations de la religion. Lecomte a montré beaucoup de fermeté. Cependant, à la nouvelle du rejet de sa demande en grâce, et en apprenant que l'heure de sa mort était venue, Lecomte a éprouvé une commotion nerveuse qu'il s'est efforcé de réprimer.

Pendant la fatale toilette, il est resté pieusement résigné. Conformément à l'arrêt qui l'a condamné à la peine des parricides, Lecomte a été vêtu d'une longue chemise blanche; un voile noir a été placé sur sa tête. Son pantalon de couleur grise tenait à sa ceinture par un mouchoir lié aux reins.

Le funèbre cortège s'est mis en marche pour le lieu du supplice. Le condamné était placé dans une voiture cellulaire; il avait auprès de lui M. l'abbé Grivel, dont il écoutait religieusement les saintes paroles. La voiture était précédée d'un piquet de gendarmerie du département de la Seine, et suivie d'un fort détachement de la garde municipale à cheval.

A quatre heures et demie, toutes les issues aboutissant au jardin du Luxembourg, et à la rue d'Enfer, à partir de la rue des Deux-Eglises, étaient gardées et fermées par la troupe en armes. L'échafaud était entouré d'un bataillon de la garde municipale à cheval. Un nombre considérable de sergents de ville entourait aussi l'échafaud.

Lecomte est descendu de la voiture avec une fermeté toute stoïque. Il était nu-pieds. Il s'est agenouillé et a resté quelques instants dans cette posture; il se baissait à terre. Il s'est relevé et a gravi les degrés de l'échafaud. En ce moment terrible, son courage a paru un peu faiblir; mais l'organisation forte de cet homme dominait encore son impression secrète. Assurément il a voulu qu'on dit qu'il mourait sans peur. Son caractère, — ce caractère qui l'a conduit au crime et qui l'a montré aux débats, — ne l'ont point abandonné jusqu'à l'instant suprême.

Arrivé sur l'échafaud, Lecomte s'est placé en face des spectateurs, tournant le dos au fatal couperet. Il est resté ainsi pendant la lecture qui a duré deux ou trois minutes. Pendant que cette lecture se faisait, l'abbé

Grivel a dit quelques mots à l'oreille du patient; puis, la formalité légale remplie, le respectable ecclésiastique a présenté à Lecomte le Christ qu'il a embrassé à plusieurs reprises avec un sentiment vivement religieux. Il a embrassé ensuite avec attendrissement son confesseur et s'est livré aux exécuteurs. Les exécuteurs l'ont retourné, lui ont enlevé sa chemise blanche et son voile, et l'ont lié à la trusselle. Un instant après, la justice des hommes était satisfaite!

Quoique le bruit d'une commutation de peine en faveur du condamné fût généralement accrédité et que d'ailleurs l'heure de l'exécution eût été tenue secrète, plus de quatre mille personnes y assistaient.

VARIÉTÉS.

A propos de la mort du pape Grégoire XVI, nous croyons intéressant de rappeler les principales cérémonies qui accompagnent la mort des souverains pontificaux.

Dès que le pape résout à cessé de vivre, le cardinal camerlingue, suivi des clercs de la chambre apostolique est introduit près du lit du pontife défunt. Il fait la reconnaissance de ses restes mortels, et reçoit des mains du maître de la chambre l'anneau du pêcheur. Trois jours après, cet anneau et le cachet des bulles appelé le sceau de plomb sont brisés par le premier maître des cérémonies en présence de tous les cardinaux. Le cardinal camerlingue tient ensuite une congrégation avec les mêmes clercs, et dans cette réunion il nomme à tous les offices de la chambre.

Vingt-quatre heures après la mort du pape, son corps est embaumé. Dans la soirée du troisième jour, on le transporte dans l'église de Saint-Pierre, avec la même pompe qui entourait le souverain pontife dans les cérémonies solennelles; il y a de plus un détachement d'artillerie qui fait partie du cortège. Le corps, ainsi embaumé, demeure exposé pendant trois jours dans la chapelle du Saint-Sacrement, la tête tournée du côté de l'autel, et les pieds touchant la grille qui ferme la chapelle. Le peuple vient rendre un dernier hommage de respect et de regrets aux restes mortels du pape, en baissant ses pieds à travers les barreaux de la grille.

Un grand et riche catafalque est élevé pendant ce temps au milieu de la principale nef de la basilique Vaticane. Le portrait du pape défunt et les faits les plus mémorables de son règne peints en grisailles ornent les différents côtés du mausolée funéraire. Les funérailles commencent, dans la soirée du troisième jour, par la cérémonie de l'ensevelissement, qui se fait avec l'assistance du cardinal camerlingue, des cardinaux nommés par le défunt et des clercs de la chambre. Le corps, renfermé dans une triple caisse, demeure ensuite déposé près de la chapelle du chœur jusqu'au moment de la sépulture.

Les funérailles durent neuf jours. Les cardinaux, les prélats, les magistrats de Rome, les officiers de la maison pontificale, tous ceux enfin qui assistent habituellement aux chapelles papales, sont présents à la cérémonie funéraire. Avant la messe des funérailles, le sacré collège se réunit dans la sacristie de Saint-Pierre pour faire la distribution des charges et des emplois publics, tant pour le gouvernement de Rome et des affaires de l'état, que pour l'intérieur du conclave. Dans cette assemblée, les cardinaux donnent tous les ordres et prennent toutes les mesures que commandent les circonstances et le maintien de la tranquillité publique.

Le dixième jour après la mort du pape, le doyen du sacré collège chante la messe solennelle du Saint-Esprit dans la même chapelle du chœur où a été célébré la messe des funérailles. Après l'Evangile, un prédicateur désigné d'avance par un bref pontifical monte en chaire et adresse aux cardinaux une grave et solennelle allocution pour les exhorter à donner promptement un saint et zélé pasteur à l'Eglise de Jésus-Christ. A l'issue de la messe, les cardinaux se réunissent de nouveau dans la sacristie pour prescrire, s'il y a lieu, quelques dernières mesures. De là, ils se rendent processionnellement au lieu du conclave. Ils se renferment dans la chapelle du palais avec les seuls maîtres des cérémonies et le secrétaire du sacré collège; il est donné lecture des constitutions apostoliques et des lois du conclave relatives à l'élection du pape. Tous les cardinaux en jurent la fidèle observance.

Suivant les règles ordinaires, les cardinaux doivent s'assembler en conclave dix jours après la mort du pape, pour procéder à l'élection de son successeur. La messe du Saint-Esprit, qui précède la conclave a dû conséquemment être célébrée aujourd'hui, 11 juin, dans l'église des Prêtres de la Mission, au mont Quirinal.

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Etranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de L'INSULAIRE, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

Le conseil municipal de la ville de Bastia a offert un banquet à M. le préfet de la Corse et à M. Ozaneux, inspecteur général des études qui se trouvaient depuis quelques jours dans notre ville, le premier pour les opérations du conseil de révision et le second pour l'inspection de notre collège royal. Les principales autorités locales assistaient à ce banquet et plusieurs toasts ont été portés et applaudis avec enthousiasme. Le premier toast a été porté au Roi et à la famille Royale par M. Santelli, 1^{er} Adjoint municipal, R. de Maire en l'absence de M. Lazarotti.

Un second toast a été porté par M. Podestà, président du tribunal de commerce, à M. le Maréchal Sébastiani : « Il ne peut y avoir de réunion civique, parmi nous, a dit M. Podestà, dans laquelle le nom de l'illustre guerrier et de l'habile diplomate auquel la Corse doit une si vive reconnaissance, ne soit mêlé. Vice M. le Maréchal Sébastiani ! »

Des applaudissements unanimes et prolongés ont accueilli ces paroles. M. Lota, ex Maire, s'est levé à son tour et s'est exprimé en ces termes :

Messieurs,

Faire jouir le pays d'institutions libérales, ouvrir des routes, creuser des ports, créer des établissements, l'associer en un mot à tous les avantages d'une grande nation, ce sont là des bienfaits que le Gouvernement national du Roi ne cesse de répandre sur ce département, pour y développer les progrès de la civilisation, du commerce de l'industrie et de l'instruction ; mais ces pensées généreuses demeureraient stériles si l'exécution n'en était confiée aux mains habiles d'un homme animé du désir ardent de remplir dignement une si haute mission.

Le choix des administrateurs est le véritable complément de tant de largesses. Remercions le Roi d'avoir, dans sa sollicitude, préposé à la tête de l'administration de ce département, le fonctionnaire, dont le zèle, les lumières et l'expérience ont laissé des traces si éclatantes, dans une des plus belles et riches contrées de la France, où, sans faire exception de parties ou de personnes, il a su se concilier l'estime et l'affection de ses administrés.

C'est la santé de cet excellent administrateur, de cet homme de cœur, animé d'intentions si bienveillantes pour notre pays, que je vous propose, l'aisance, la bonté du Roi, le conserver longtemps parmi nous, pour accomplir tout le bien vers lequel, nous l'espérons, il lui sera permis de tendre constamment.

Vice M. Fresnay préfet de la Corse !

M. le préfet, dans une courte allocution, a remercié le conseil municipal de l'accueil qu'il venait de recevoir, et a exprimé tout son désir de contribuer aux progrès de la ville de Bastia dont les intérêts se trouvaient vivement soutenus par les démarches de son Maire à Paris.

M. Casevecchie, ex maire, a ensuite porté un toast à M. Ozaneux qui a répondu, à son tour, par de nobles paroles aux sentiments exprimés à son égard, et le banquet s'est terminé au milieu des applaudissements et des cris de Vice le Roi !

L'administration municipale de Bastia a pris une excellente mesure, dont les promoteurs lui sauront gré ; cette mesure consiste à faire arroser, le soir, la place Louis-Philippe. Mais, pour rendre cette amélioration complète, il serait bon de faire un peu plus, ce serait de faire balayer cette place ; sans cette précaution indispensable, l'arrosage, si utile, si nécessaire, ne produira qu'une partie de ses fruits ; car la poussière, si épaisse à cet endroit, ne tarde pas à reparaitre quelques minutes après que l'eau l'a abattue.

M. Philippe de Caraffa, bibliothécaire de la ville de Bastia, qui était allé à Rome pour recevoir la bibliothèque léguée par notre savant et honorable compatriote le docteur Prêla, est déjà de retour, et la bibliothèque embarquée à Civita Vecchia sur un bateau à voile, est arrivé ici jeudi matin. M. de Caraffa a obtenu deux concessions importantes, c'est à dire la remise du double droit d'héritage et de douane à payer à la sortie, ce qui est une notable économie pour la ville de Bastia, qui ne pouvait mieux confier la solution de cette affaire qu'à un désintéressé et au patriotisme de son honorable mandataire. Le nombre des volumes de la bibliothèque du docteur Prêla s'élève à 16,000.

Les assises du 3^e trimestre s'ouvriront à Bastia le 20 juillet prochain, sous la présidence de M. le Conseiller Poli, assisté de MM. Nasica et Marati.

JURÉS TITULAIRES.

Susini, Jean-Baptiste, docteur en médecine, de Sartene. Alegrini, Jean-François, avocat, de Catteri. Vinciguerra, Laurent-Baptiste, propriétaire et maire, d'Olmeta. Ristori, Jean-Baptiste, prop. de Vescovato. Ansidei, Luc-Marie, lieutenant en retraite, de San Giovanni. Ceccaldi, Octave, notaire, de Calvi. Micelli, Pierre-Paul, prop. de Silvareccio. Ambrosio, Marc-Marie, colonel en retraite, de Pastoreccia. Zaccarelli, Bonaventura, propriétaire et commerçant, d'Ajaccio. Ferdinando, Philippe, chef de bataillon en retraite, de Brando. Grimaldi, César, prop., de Ponta. Valeri, Joseph, prop. de bâtiments, de Bastia. Pietri, Jean-Paul, de feu Antoine-Marc, prop. de Sartene. Emanuelli, Dominique-François, prop. et maire, de Palasca. Massei, Pierre-Jean, prop., de Bastia. Durazzo, Etienne-Polycarpe, prop., de Sartene. Pierantonj, Jules-Marie, prop. de Pero et Casevecchie. Pianelli, Candido, prop. et commandant de place, de Bonifacio.

Arrighi, Louis, prop. et membre du conseil général, de Speloncato. Mariotti, François-André, capitaine en retraite, de Brando. Saliceti, François, prop., d'Ogliastro. Poli, Pascal, capitaine en retraite, d'Omessia. Cristofari, Victor, prop. et maire, de Rapaggio. Preziosi, Ange-Toussaint, prop. et maire, d'Ogliastro. Colonna Jules, prop., d'Arro. Biaggioli, François-Antoine, prop., de Sorio. Ortolli, Paul-François, prop., de Sartene. Ortolli, André, capitaine en retraite, de Monticello. Murati, Pierre-Paul, maire et notaire, de Murato. Casalta, Antoine-Jean, prop., de Corvone. Bastiani, André, prop., de Morsiglia. Tomasi, Antoine-Joseph, prop., de Sorbo Ocagnano. Mulardo, François, prop. de Vico. Ajaccio, Antoine-Sauveur, avocat, de Bastia. Lota, François, prop. et négociant, de Bastia. Ponte, Ascagne, prop. et chef de bataillon en retraite, d'Ajaccio.

JURÉS SUPPLÉMENTAIRES.

Piccinini, Vincent, prop. et avocat, de Bastia. Pasqualini, Sauveur-Fortuné, prop. et avocat, de Bastia. Cristiani, François-Xavier, chirurgien-major en retraite, de Bastia. Oregna, Mathieu, marchand drapier, de Bastia.

On lit dans le Nouvelliste :

L'élection du nouveau pape a eu lieu le 16 au soir. Le choix est tombé sur S. Em. Mastai-Ferretti, âgé de 54 ans, né à Sinigaglia (Ets romains) évêque d'I-mola. Il a pris le nom de Pie IX.

Une correspondance particulière donne les détails suivants sur cette élection.

Le conclave a été formé lundi matin seulement ; hier

mardi, à une heure, le pape était élu. Un vote presque unanime, dit-on, au second tour de scrutin a proclamé chef visible de l'église le cardinal Mastai-Ferretti. Ce résultat a été si rapide, si imprévu, que rien n'était prêt et qu'il a fallu attendre jusqu'à ce matin pour le proclamer. Cependant il paraît qu'au premier tour de scrutin le cardinal Gizzi avait partagé les suffrages avec le cardinal Mastai. Après le vote dit d'accession qui a produit l'élection définitive, le bruit que le pape était élu s'est répandu dans les antichambres du conclave et de la bien-tôt il a transpiré dans la ville. Une circonstance fortuite a fait croire que c'était Gizzi qui était nommé et dans la soirée la ville était pleine de cette nouvelle. Ce matin on a su que c'était Mastai. Aussi vers neuf heures la place de Monte-Cavallo était remplie d'une immense population : certainement Rome tout entière était entassée aux abords du palais et vous pouvez vous figurer quelle joie éclatait dans tous ces groupes où l'on racontait la bonne nouvelle, lorsque se trouvèrent si providentiellement démentis tous les calculs humains, tous les sinistres augures, par un choix qui satisfait tous les cœurs et présage l'avenir le plus heureux.

A neuf heures et demie, la fameuse muraille a été abattue et le cardinal Riario Sforza, camerlingue, a, d'une voix sonore, que l'on entendait de toute la place, proclamé l'habemus pontificem et nommé le cardinal Mastai comme pape Pie IX. En ce moment, impossible de vous rendre l'enthousiasme qui s'est manifesté. Il fallait entendre ces milliers de vivats, cette acclamation immense de tout le peuple qui encombra la place et les avenues, et à laquelle répondait la multitude qui s'était placée sur les toits du Quirinal, de la consulte, du palais Rospigliosi, etc. Tout le sacré Collège était au balcon et aux fenêtres du Quirinal, agitant ses mouchoirs, mêlant ses applaudissements à la voix populaire et témoignant ainsi de l'unanimité qui a présidé à l'élection.

Pie IX, encore dans la force de l'âge, est grand, d'une apparence robuste, d'un extérieur noble et de l'accueil le plus gracieux. Il appartient à l'une des familles les plus anciennes et des plus distinguées de son pays. Adoré dans son évêché d'Imola, il va combler d'espoir et de joie les Légations et les Marches. Tout le monde reconnaît son rare talent pour l'administration, son caractère ferme et sage ; il entrera évidemment dans une voie de justes réformes exécutées avec une prudence judicieuse et une modération éclairée.

SINISTRE DANS LE PORT DE MARSEILLE.

Incendie du Nouveau-Tambour.

Dans la nuit, du 18 au 19 vers onze heures, le feu s'est déclaré à bord du trois-mâts le Nouveau-Tambour, ancré dans le port, près la palissade du Juge-du-Palais, où il occupait le 4^{me} rang. Aux cris d'alarme poussés par les équipages des navires d'alentour, qui, par une rapide manœuvre, se sont écartés de leur dangereux voisin, le tocsin n'a pas tardé de répondre, et les quais, sur tout leur pourtour, mais particulièrement sur la Canebière, se sont couverts de monde. C'était un désolant spectacle que cette flamme rougeâtre surmontée d'une épaisse fumée, s'élevant du milieu de la nuit, à travers la forêt de mâts de douze cents navires, ces cris des matelots effrayés ; ces sons lugubres de la cloche de la Consigne appelant du secours ! Les secours ne se sont pas fait attendre ; mais nous avons à déplorer amèrement leur inefficacité : le jet des pompes dirigé sur le navire incendié semblait devoir, par la masse d'eau dont on disposait, réduire promptement le fléau ; mais le mécanisme n'a pas tardé à se déranger et il a été impossible de le rétablir. Alors, six

Voici un fait judiciaire tout récent et qui mérite d'être signalé :

On connaît la manière dont s'exploitent au Brésil, les mines de diamans ; on sait qu'il arrive souvent que les nègres, lorsqu'ils découvrent une de ces pierres précieuses d'une grande valeur, l'avalent pour la débiter aux yeux de leurs surveillants, et vont la vendre à vil prix à des espèces de juifs brocanteurs qui rôdent autour des minières.

On a tout fait pour combattre ces vols, qui sont encore fréquents. Un sieur Geronimo Paz, gérant des mines de Brassala, dans la province de Motto-Grosso, voyant qu'aucun moyen ne réussissait, menaça de faire éventrer le premier de ses nègres qui serait surpris en flagrant délit de vol de diamant.

L'effet suivit de près la menace, et on trouva dans l'estomac du premier nègre mis à mort un superbe rubis. Cette découverte encouragea le sieur Paz ; il renouvela trois fois, mais infructueusement, son expérience : les esclaves qu'il avait fait tuer avaient été soupçonnés à tort.

Un pareil résultat ne l'arrêta pas. Il recommença encore deux fois, mais toujours infructueusement cet acte atroce. Enfin un des propriétaires de la mine arriva sur les lieux ; il découvrit de nombreuses malversations dans la gestion du sieur Paz, le congédia et le cita devant les tribunaux en reddition de compte.

Un jugement en date du 25 février dernier, a condamné Geronimo Paz à payer aux sieurs Cluientes et comp., concessionnaires des mines de Brassala, différentes sommes, entr'autres celle de 2,000 f. pour cinq nègres dont il avait privé la compagnie en les faisant mettre à mort sans aucune utilité. Quand à l'action publique, on pense bien qu'il n'en a été exercé d'aucun genre contre le sieur Paz. (Droit.)

— Nous lisons dans l'Observateur de Trieste :

Inspiré par la lecture du Juif-Errant, un habitant d'Ernststadt a placé à la caisse d'épargne une somme de 100 fr. dont il a disposé par testament de la manière suivante : lorsque les intérêts composés de cette somme joints au capital auront produit douze millions de florins, ce qui arrivera dans trois cents ans, un million sera employé à élever à Hermansstadt une église pour le service du culte réformé, un autre à fonder une école normale pour les instituteurs primaires et les notaires du village ; un troisième à la construction d'une école d'agriculture ; le reste sera consacré au pavage des rues, à la construction d'un chemin de fer qui conduise aux meilleures carrières dans le voisinage d'Ernststadt, à l'amélioration des pages des employés de la commune et des maîtres ouvriers d'origine allemande ; un million sera destiné à l'embellissement de la ville ; deux millions seront distribués en œuvres de bienfaisance selon l'esprit du temps ; enfin les descendants du fondateur seront appelés à partager le dernier million, moyennant qu'ils établiront la filiation par preuves. Voilà un homme qui donne de l'importance à la science des généalogistes.

— Un baleinier a été pris dans le medway, les premiers jours de cette semaine, dans des circonstances assez curieuses. Les derniers temps orageux qui ont régné sur les côtes d'Angleterre l'avaient conduit dans la rivière où déjà, depuis quelques jours, on le voyait, à l'heure de la haute mer, se jouer autour des navires ; aussitôt que l'eau baissait, il se réfugiait le long des piles du pont Rochester, mais la blancheur éclatante de sa peau ne tarda pas à la faire découvrir ; des embarcations l'entourèrent, lui donnèrent la chasse, et enfin, après une poursuite acharnée, il fut tué à coups de fusil. Il appartient à l'espèce appelée beluga ou balaine blanche, qui n'habite que les latitudes septentrionales, et mesure treize pieds de longueur.

— La Société centrale d'horticulture de la Seine-Inférieure à Rouen, d'une part ; M. Victor Paquet, à Paris, d'autre part, se livrent simultanément à des essais sur les engrais qui doivent jeter une grande lumière sur cet important objet. Il a été mis à la disposition des expérimentateurs diverses pièces de terre pour faire des essais. Les terres sont de deux sortes, fortes et un peu argileuses, légères et sablonneuses. Chaque espèce de terre a été séparée par carrés de dix-sept ares chaque, bien distincts les uns des autres ; chaque carré a reçu une espèce d'engrais. Ces engrais, au nombre de dix-sept, se composent : 1^o de fumier ordinaire ; 2^o de boues de ville ; 3^o de marc de colle ; 4^o d'engrais lainé ; 5^o de chair de cheval pulvérisée ; 6^o d'engrais Ducoudray ; 7^o de poudrette ; 8^o de sel marin ; 9^o de nitrate de soude ; 10^o de sulfate de soude ; 11^o de muriate de chaux ; 12^o de sulfate d'ammoniaque ; 13^o de plâtre ; 14^o d'acide sulfurique étendu

dans de l'eau ; 15^o de cendres de forges ; 16^o de guano, et 17^o de guano et plâtre. Chacun de ces engrais a reçu sept espèces de semences savoir : des pommes de terre, des pois, de la vesce, des betteraves, de l'avoine, de l'orge et des carottes. Les carrés sont disposés de manière à ce que chaque espèce de semence reçoive séparément et distinctement les dix-sept espèces d'engrais, afin de pouvoir reconnaître la différence dans leurs effets, suivant la nature de chaque sol, dans leurs produits et dans leur prix de revient.

Nous ferons connaître les résultats de ces expériences.

— On parle de l'introduction d'une mesure importante pour les études musicales en France. Il est question d'envoyer des maîtres en Italie, pendant une année, aux frais de l'Etat, les jeunes gens des deux sexes qui auront remporté au conservatoire le premier prix de chant ; ils perfectionneraient ainsi leurs études.

— On écrit de la frontière d'Italie, 15 mai : Le duc de Bordeaux et sa mère, Mme la duchesse de Berry, ont fait plusieurs visites à l'impératrice de Russie. Mme la duchesse se proposait de donner une fête brillante à laquelle devait assister S. M. l'impératrice de Russie. Le maréchal Marmont a eu l'honneur d'être reçu en audience particulière par l'impératrice.

— L'œuvre des missions étrangères de Paris, vient de décider l'envoi en Chine d'un certain nombre d'ecclésiastiques, par suite du dernier traité conclu entre M. de Lagrenée et le Céleste Empire.

— De nouveaux troubles ont eu lieu en Irlande, à Bird-Hill (comté de Tipperary). Un fermier, nommé Maunsell, n'ayant pu payer le montant de sa rente, avait été exproprié par l'autorité ; mais sur son refus de vider les lieux, le sous-shérif s'est dirigé sur la ferme avec une troupe de gens de police pour l'y contraindre. Maunsell, prévoyant l'attaque, avait rassemblé dans sa demeure tous les gens du voisinage, et s'était barricadé avec ses serviteurs, fit pleuvoir sur les constables une grêle de pierres et d'eau bouillante. Plusieurs sommations furent faites, mais en vain, et le sous-shérif fut obligé d'ordonner le feu : deux personnes ont été tuées et plusieurs autres arrêtées. Cette nouvelle a produit une vive sensation dans le comté.

ÉTAT CIVIL DE LA VILLE DE BASTIA

Pendant le mois de mai 1846.

NAISSANCES.

Delbecq, Antoine, rue du Théâtre. — Conti Marie-Mathé, rue St-Joseph. — Navoni Marie-Catherine, rue Colonne. — Vannucci Antoine-Jean, rue St-Joseph. — De Caraffa Marie, rue des Jésuites. — Principale Lucien, rue du môle. — Carbone Marie, rue Turchini. — Poggi Marie-Françoise, rue de la Paroisse. — Monicetti Joseph, rue St-Charles. — Sanguinetti André, rue Turquine. — Dané Margherite, rue Droite. — Lussardi Marie-Constance, rue de la Traversée. — Gentil Louis-Philippe, rue des Zéphirs. — Solletti Marie-Vincent, rue St-Charles. — Fariello N.É.-Pierre-Paul, rue du môle. — Santelli Ernest-Alexandre, rue des Jésuites. — Bertocci Louis, rue Spinoza. — Scatelli Charles-Félix, rue St-Angelo. — Olivier Marie-Angeline, rue des Zéphirs. — Chiappa. — Olivier Marie-Angeline, rue des Zéphirs. — Santelli Marie-Thérèse, rue St-Joseph. — Ponsa Pasqualina, rue Santo d'Olmo. — Mulledo Paul-Marie-Alfred, rue des Jésuites. — Urbani Marie, rue Campanari. — Panni Josephine-Angeline, rue Droite. — Sisco Saviour, rue Campanari. — Simoni Marie-Archange, rue St-Joseph. — Massei Marie-Thérèse-Angeline, Place d'Armes. — Figaro Vincent, rue St-Charles. — Briganti Camille, fille naturelle reconnue, rue St-Charles. — Vallerbona Marie-Benoite, rue de la Paroisse. — Dané Pierre, rue Fontanichia. — Castellini Marie-Sébastien-ne-Virginie, rue de la Traversée. — Erna Marie-Lucie, rue Colonne. 4 enfants trouvés.

Total des naissances 29.

MARIAGES.

Minicetti Antoine, marin, 22 ans, marié avec Marie-Magdeleine Grimaldi, ménagère, 24 ans, à Bastia. — Santelli Dominique-François, commis à la mine de plomb 29 ans, et Marinetti Marie-Catherine, propriétaire, 27 ans. — Dini Philippe, cordonnier, 23 ans, et Franchini Assomption, ménagère, 19 ans. — Guaitella Joseph-Marie, marin, 37 ans, veuf, et Rovini Marie-Rose, ménagère, 33 ans.

Total des mariages, 4.

DÉCÈS.

Botto Marie-Angeline, 18 mois, rue St-Joseph. — Marchetti Ange-Antoine, propriétaire, 46 ans, marié, rue Napoléon. — Bernardini Marie, 18 mois, rue Droite. — Santoni Marie-Thérèse, 18 mois, rue de la Traversée. — Ermani Marie, marié, 45 ans, rue N. — De Murelli Sylvestre, propriétaire et conseil général de Dame. — De Murelli N. Dame. — Barbarellata Philomène, 18 mois, rue des Zéphirs. — Tocielli François, maître maçon, 29 ans, rue des Zéphirs. — Stalla François, tailleur, 64 ans, Hospice civil.

Simoni Marie-Archange, 5 ans, rue Campanari. — Foletti François, 3 mois, rue St-Joseph. — Lambertini Elisabeth, 46 ans, rue St-Angelo. — Boverini Jean, 10 mois, rue des Zéphirs. — Marzaghi Anne-Marie, 16 ans, rue St-Joseph. — Nelli Savelli Marie-Catherine, 11 ans, rue St-Joseph. — Carniglia Rose, veuve, 74 ans, rue des Zéphirs. — Guasco Marie-Angeline, 81 ans, rue St-Joseph. — Bertucci Louis 4 heures, rue Spinoza. — Poccia Jean 11 ans, rue Droite. — Barbarellata Catherine, 18 mois, rue des Zéphirs. — Fiori Michel, maître tailleur, 61 ans, rue Poutello. — Lorenzi Marie-Félicité 1 an, rue St-Erasmus. — Olmetta Pierre-Antoine 8 mois, rue Sisco. — Maracci, Paul-Pierre 22 ans, rue Napoléon. — Sansonetti Charles-Mathieu, préposé des douanes, 29 ans, rue Napoléon. — Terani Marie-Anne 9 mois, Place d'Armes. — Bellagamba Joseph, 7 mois, rue du Théâtre. — Mariani Henry, 4 ans, rue de la Traversée. 2 Enfants trouvés.

Total des décès, 31.



PAQUEBOTS À VAPEUR DE LA COMP^{te} VALÉRY FRÈRES. Service régulier entre Bastia et Marseille et entre Bastia et Livourne.

LE COMMERCE DE BASTIA.

partira pour Marseille dimanche 21 courant à 8 heures du matin.

Un autre bateau à vapeur partira pour Fiumorbo le 22 courant à 9 heures du soir.

Un autre bateau à vapeur partira pour Ajaccio le 25 courant à 10 heures du soir, et relâchera à l'île Rousse le même jour et arrivera à Ajaccio le lendemain matin. Il repartira pour Bastia le 26 à 7 heures du soir relâchant de Calvi et l'île-Rousse.

LA LETIZIA.

partira de Bastia pour Marseille dimanche 28 courant à 8 heures du matin.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

Livourne, 10 juin, mistick Assomption, c. Strati, bid. Livourne, 11, bonif. Précurseur, c. Giacchini, bid. Macinaggio, 12, gondole Our de Jésus, c. Galloiti, vin. De la plage, 12, baléut St-Sauveur, c. Villaroze. Livourne, 13, bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, divers. Livourne, 14, brick-golette Conception, c. Dapelo, bid. Livourne, 14, golette Assomption, c. Thiers, bid. De la Plage, 14, gondole Flyer, c. Ficarella, charbon. Rio, 15, brick-golette Leopoldo Secondo, c. Giannoni, minéral. Civitavecchia, 15, brick-golette St-Antoine, c. Mécolla, porcellane. Livourne, 15, bat. à vap. Commerce de Bastia, c. Vali, divers. De la plage, 15, brick-golette Assomption, c. Oliva, charbon. De la plage, 15, brick-golette Conception, c. Erna, charb. Ajaccio, 16, bateau Jean-Claude, c. Petit, planches. Livourne, 17, quaietot Bastia, c. Blanc, dépêches. De la plage, 17, brick-golette Deux-Amis, c. Altoni, charbon. De la Plage, 17, tartane François-Etienne, c. Guaitella, charbon. Livourne, 18, bat. à vap. Maréchal Sébastiani, c. Bertocci, bid. et passagers.

DÉPARTS.

Ajaccio, 10 juin, brick-golette Ville de Bastia, c. Zusi, bid. et divers. Livourne, 10, bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, passagers. Rio, 11, brick-golette Leopoldo Secondo, c. Giannoni, en lest. A la plage, 11, brick-golette Deux-Amis, c. Altoni, en lest. A la plage, 11, brick-golette Samptéro, c. Gachi, en lest. Marseille, 12, paquebot Bastia, c. Santelli, dépêches. Livourne, 13, bat. à vap. Maréchal Sébastiani, c. Bertocci, passagers. Livourne, 13, brick-golette Phélox, c. Guasco, en lest. Marseille, 14, bat. à vap. Letizia, c. Bugliani, divers. A la Plage, 14 mai, tartane François-Etienne, c. Guaitella, en lest. Livourne, 13, mistick Assomption, c. Strati, en lest. A la plage, 15, brick-Migliaciano, c. Guaitella, en lest. A la plage, 15, bonif. Conception, c. Belgodere, en lest. Macinaggio, 16, gondole St-Clement, c. Damiani, en lest. Livourne, 18, bat. à vap. Commerce de Bastia, c. Vali, passagers.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

Prix un franc la vingt-deuxième édition de LA CONSTIPATION DÉTRUITE

SANS LAVEMENTS, SANS MÉDECINE ET SANS BAINS.

se vendent chez les Libraires et à la Bibliothèque de la Ville, à Paris, 68, rue Richelieu, l'exposition d'un moyen NATUREL, simple et infaillible (sans médecine) de vaincre, mais aussi de détruire complètement la constipation rebelle ; aussi les nombreux certificats de médecins célèbres et d'autres personnes (lettres et signatures) en faveur de ce moyen, franco par la poste, à 1 fr. 25 c., à envoyer en un bon sur la poste. (Affranchir.)

coup de canon ont été tirés, à des intervalles inégaux, sur le Nouveau-Tambour; mais soit que la poudre fût humide, soit que la batterie se trouvât en mauvais état, toujours est-il qu'ils n'ont produit qu'un résultat négatif. Ce nouveau moyen de salut échouant, on a dû recourir à la hache pour couler à fond le navire; mais on comprend la perte de temps qu'entraînaient ces divers préparatifs. Quand le Nouveau-Tambour s'enfonça dans le port, où il gît maintenant à fleur d'eau, ce n'était plus qu'une carcasse embrasée.

C'était malheureusement aussi — et c'est là le plus douloureux épisode de l'incendie du Nouveau-Tambour — c'était le tombeau du fils du capitaine, M. Fages qui, au moment où on alla le prévenir du désastre qui le frappait, se trouvait chez lui et venait de se coucher. On comprend le désespoir de cet infortuné à l'arrivée de la fatale nouvelle.

Il se lève en toute hâte, il vole à bord du navire, voulant s'assurer par lui-même de son malheur et tâcher de le conjurer s'il en est temps encore, mais pour prix de ses efforts désespérés, M. Fages trouve la mort dans la cale enflammée du trois-mâts. Du fond de la fournaise on entend ses cris. Il demande une corde : De suite on la lui tend! Le brave jeune homme s'y cramponne; on le hisse : encore quelques secondes et il est sauvé, mais ses forces le trahissent, et il retombe à tout jamais au milieu des flammes!

On assure que par suite de nouvelles toutes récentes reçues de l'Algérie, deux bâtiments de guerre ont reçu l'ordre de croiser de près, le long des côtes du Maroc. »

(Nouvelles.)

Par ordonnance royale du 27 avril dernier, M. Bianconi Antoine-Pierre, lieutenant au 69^e de ligne, a été promu capitaine au même corps.

Par ordonnance royale du 16 mai dernier, S. M. a agréé les nominations faites par Mgr l'évêque d'Alger de M. l'abbé Rigo, à un canonicat; de M. l'abbé Raffaelli, à la cure de Maïta et de M. l'abbé Ceccaldi, à la cure de Rigorno.

NOUVELLES DIVERSES.

— Post-scriptum d'une lettre de Maroc adressée à la Presse.

« Au moment où je vous écris, j'apprends que les relations entre l'empereur du Maroc et la France tendent à s'obscurcir : l'empereur vient de refuser à nos troupes l'autorisation d'entrer dans le Maroc, et cela sous le prétexte le plus futile. L'empereur prétend que l'invasion de nos troupes sur le territoire marocain donnerait lieu à un soulèvement général parmi les populations de son empire, soulèvement qu'il ne pourrait contenir le jour où il éclaterait. Quoi qu'il en soit, à cet égard, le mauvais vouloir de l'empereur vis-à-vis de notre gouvernement, est par trop évident, et nous avons toute raison de croire que notre gouvernement ne consultera pas l'empereur au moment où il lui conviendrait de mettre le pied sur le territoire marocain pour y châtier les tribus qui donnent asile à Abd-el-Kader. Il serait utile d'appliquer à l'empereur le régime de guerre qu'il pratique si bien. Ainsi, si à quelques mois, l'empereur avait envoyé son fils pour soumettre les tribus qui avaient pillé Mogador; cette expédition n'ayant pas réussi, l'empereur forma une armée plus considérable. Plus heureuse que la première, cette armée fut victorieuse; les tribus furent soumises, et l'empereur exigea des vaincus une indemnité de 500,000 piastres fortes d'Espagne (2,600,000 fr.), plus 2000 chevaux, et en outre, l'incorporation de 1000 hommes choisis parmi les plus riches et les plus influents des tribus soumises, dans ses troupes. Muley-Abd-el-Rhaman comprend beaucoup mieux que nous les réparations de la guerre. Nous devrions profiter de la leçon que nous donne ce roi barbare. »

— Le choléra fait de grands ravages dans la contrée qui s'étend entre Mongeepatan et Keulere; on y compte cent morts par jour. Un grand incendie a éclaté à Keulere et y a occasionné de grands désastres; une grande quantité de boutiques ont été dévorées par les flammes; bien des gens ont péri malheureusement.

(Journal de Calcutta du 2 mai.)

— On raconte sur la visite de congé que le fils du vice-roi d'Egypte fit au château, une circonstance enfantine qui atteste combien les influences locales agissent profondément sur l'imagination impressionnable des Egyptiens. Un des enfants d'Ibrahim, âgé de 12 ans, portait dans cette circonstance un sabre damas,

que le jeune compte de Paris regardait avec une curiosité bien naturelle à son âge. L'enfant du Nil s'étant aperçu de ce qui se passait dans le cœur de l'enfant de la Seine, demanda en arabe à son illustre père s'il ne devait pas se dépoiler de son armure en faveur du petit-fils du sultan des Français. — Eh bien! donne-le lui, si tu veux, répondit Ibrahim. — A condition, reprit l'enfant, que tu m'en achèteras un autre. — Les choses ainsi arrêtées, le petit prince fit son cadeau avec une grâce toute arabe. — Tiens, dit-il au comte de Paris, prends mon sabre puisqu'il te fait plaisir; la garniture n'est pas belle, mais la lame est bonne.

Le roi qui avait remarqué la préoccupation des deux enfants et à qui on avait traduit l'observation conditionnelle du fils d'Ibrahim, s'en amusa beaucoup.

— La plupart des journaux n'ont pas paru le 12 à Madrid, la Fête-Dieu ayant été célébrée la veille. Ceux du 11 ne contiennent aucune nouvelle intéressante.

Les nouvelles des provinces, que publient les journaux, n'ont également aucune importance. Il n'en est pas de même de celles qui nous parviennent de la Catalogne. Une tentative d'insurrection vient d'avoir lieu dans le district de Figueras; mais cette tentative a échoué complètement, grâce au bon esprit des populations. Le drapeau déployé par un réfugié envoyé de Londres et nommé Barrera n'a pas trouvé de nombreux partisans.

Nous ne savons encore si d'autres mouvements ont éclaté en Catalogne. Ce qui nous donne des doutes à cet égard, c'est qu'on n'était pas sans inquiétude à Barcelone, et que le général Breton, en quittant cette ville, a envoyé deux bataillons dans une direction différente de celle qu'il a prise lui-même. Nous savons que ces deux bataillons ont été dirigés sur le camp de Tarragone. Nous saurons probablement par le prochain courrier les causes qui ont rendu nécessaire l'envoi de ces troupes.

Nous avons des nouvelles de Lisbonne du 6 par la voie de Madrid. A cette date la situation politique du Portugal ne s'était pas améliorée; la crise commerciale se présentait toujours sous l'aspect le plus affligeant; de nouvelles maisons venaient de suspendre leurs paiements. On disait toutefois que la banque avait prêté quelques sommes au trésor.

La Junta de Coimbra n'avait point encore reconnu le nouveau gouvernement; elle faisait toujours des actes de souveraineté. Le 2 elle avait rendu un décret portant que tous les officiers réfugiés espagnols seraient réunis dans un dépôt où ils recevraient des subsides, chacun d'après son grade.

— Un voyageur arrivé il y a peu de jours d'Oran, nous racontait que telle est l'insolence des prisonniers arabes qui y sont détenus au nombre d'environ cent cinquante, et si grande est leur confiance dans notre loyauté et notre humanité, qu'à travers les barreaux de leur geôle ils adressent journellement à nos soldats d'audacieuses menaces, entre autres celle-ci : *Moi, quand serai-je retourné dans la montagne, couper la tête à toi.*

Parmi ces prisonniers se trouvent beaucoup de femmes et d'enfants qui ne se montrent pas les moins téméraires par leur langage à l'égard des Français.

— Les scellés ont été levés aujourd'hui dans l'appartement occupé par Lecomte, rue du Colysée, 3 bis. Tous les effets du régime ont été remis aux mains de sa sœur aînée, un peu aux dépens de la maîtresse d'hôtel, laquelle, dans la douleur amère que lui causait le souvenir de l'attentat et du supplice, n'a pas eu le courage de faire valoir ses droits. On assure que le jour même de l'exécution, les héritiers Lecomte se présentèrent à son ancien domicile, et témoignèrent leur étonnement à la vue des scellés qui subsistaient encore.

(Epoque.)

— L'empereur d'Autriche vient de décréter la création d'une académie des sciences à Vienne. Une commission s'occupe de rédiger les statuts. L'Académie sera divisée en plusieurs sections : philologie et histoire, sciences naturelles et belles-lettres. La philosophie sera, dit-on, exclue du programme.

Les 24 premiers académiciens seront nommés par l'empereur; 12 d'entre eux toucheront un traitement de 1,200 à 1,500 florins, les 12 autres ne seront pas rétribués et remplaceront les premiers à mesure que ceux-ci mourront ou résigneront leur poste. Le président, qui n'est élu que pour trois ans, touchera un traitement de 3,000 florins; le secrétaire, de 2,500 florins. Tous les académiciens auront le rang de conseiller de régence.

GALICIE — Les brigandages isolés continuent dans ce malheureux pays : un noble, M. Szybalski, atta-

qué sur la grande route, a été dépouillé par des bandes qui ont enlevé bras et jambes à coups de hache; près de Blochnia les paysans ont assassiné trois propriétaires, et dans les environs de Tarnow, de sanglante mémoire, ils viennent encore d'égorger une dame polonoise qui revenait de Cracovie, où son mari était mort en prison.

— On a parlé dernièrement d'une société formée spécialement pour le rachat des esclaves dans les colonies françaises. Cette société vient de décider que ses opérations consisteraient dans le rachat et l'émancipation de tous les enfants, de manière à couper le mal dans sa racine. Elle a calculé qu'en agissant ainsi, l'esclavage serait forcément détruit dans une période de trente années environ. Il faut ajouter aussi que le prix d'achat des enfants est beaucoup moins considérable; ce qui permet d'en acheter un plus grand nombre.

— Un de nos grands magasins de nouveautés de Paris est présentement en train de faire l'essai d'un télégraphe électrique dont tous les fils conducteurs rayonnent du bureau où se fait la recette dans toutes les parties du vaste établissement. Ce télégraphe aura pour objet : 1^o d'empêcher le dérangement de leurs comptoirs des commis, qui, dans l'état actuel des choses, quittent ces comptoirs pour la pratique jusqu'à la caisse, afin de signaler au receveur la somme à encaisser; 2^o et surtout d'arrêter les voleurs au passage. Un nombre considérable de grandes usines ont déjà trouvé moyen de faire une application très-avantageuse de cette découverte.

— On écrit de Rome :

Par son testament fait en 1837, à l'époque du choléra, le pape a légué à la propagande les fonds qu'il avait déposés à la banque de San-Spirito. Il laisse pour héritiers des neveux.

— On lit dans le Courrier Français :

On assure que le gouvernement a reçu de Taïti des nouvelles de la plus haute gravité. Des engagements très vifs ont eu lieu entre nos troupes et les naturels de diverses îles que M. Bruat avait donné l'ordre de soumettre, mais le plus sérieux est la connivence des missionnaires anglais qui ont envoyé ouvertement de la poudre et des munitions aux naturels insurgés. On a saisi plusieurs caisses de cartouches recouvertes à la partie supérieure de bibles et de livres religieux. On a trouvé aussi sur des fusils laissés par les naturels sur le champ de bataille la marque des fabriques anglaises.

— On écrit de Verviers :

M. Lagrenée, ambassadeur en Chine, venant de Marseille, à l'expiration de sa quarantaine, a laissé à Pierrelatte une boîte à l'adresse de M. de Lafarge, de Verviers. Cette boîte contient des graines de vers à soie recueillies dans diverses contrées du Céleste Empire. M. de Lafarge s'est empressé de les faire éclore, et quoique la saison soit très avancée, il ne désespère pas de mener à bien cette récolte curieuse et tardive, au moyen de sa magnanerie à la Darcet. Nous rendons compte incessamment du résultat.

— On lit dans la Presse :

Quelques journaux, en démentant la nouvelle de la grâce du général Montholon, ont donné des détails très inexactes sur la situation des détenus de l'affaire de Boulogne. Les prisonniers sont au nombre de quatre et non de trois : ce sont MM. de Montholon, à Ham; Le duc de Mesnon, ancien chef d'escadron d'état-major, à Etampes; M. Fialin de Persigny, à Versailles; et M. Aladenise, à Paris. Il est faux qu'il y ait aucun Anglais parmi eux. L'anglais Fielding est un personnage imaginaire qui n'a certainement pas figuré dans le procès de Boulogne.

Disons, du reste, que les feuilles dont nous parlons paraissent avoir été mal informées en démentant la nouvelle de la grâce du général Montholon.

— Le paquebot à vapeur transatlantique le Britannia est arrivé à Liverpool avec des nouvelles des Etats-Unis du 1^{er} juin. L'armée mexicaine, en nombre de soldats triple de celui des troupes des Etats-Unis, a été battue et mise en complète déroute par le général Taylor, qui a manœuvré avec autant de hardiesse que de succès.

— On assure que dans son testament qui n'a point été rendu public le pape Grégoire XVI a donné à la Reine des Français à titre de legs, un beau Christ en ivoire qui se trouvait dans son oratoire et auquel il attachait un prix tout particulier.

— Le Constitutionnel annonce ce matin la formation d'une nouvelle compagnie qui, sous le nom de Société maritime, a pour objet l'armement de quinze navires destinés à l'exploitation de la pêche de la baleine. Cette entreprise, fondée au capital de cinq millions, et dirigée par le capitaine Langlois de notre place, que son expérience et ses succès dans la pratique de cette branche de navigation ont suffisamment fait connaître, aura son siège à Paris, et s'appelle par ses proportions celle qui, l'année dernière a été créée au Havre sous le nom de Société baleinière, et dont les premiers armements sont en cours d'exécution.

(Journal du Havre.)

— Au banquet qui a été donné à Bruxelles à l'occasion de l'inauguration du chemin de fer du Nord, un toast a été porté par M. Rogier, l'un des chefs de l'opposition belge, à M. Odilon-Barrot. Un journal du matin dit que ce toast a donné lieu à une altercation fort vive entre M. Rogier et l'un des membres de la chambre des représentants de Belgique. On dit, ajoute ce journal, que cette altercation avait amené une rencontre.

— Il paraît certain que la convocation des collèges électoraux aura lieu le 1^{er} août, et telle des conseils généraux le 24 du même mois; les électeurs se trouvant ainsi tout naturellement dans leur département, le mieux n'eût-il pas été d'en profiter pour réunir les conseils généraux le dix août? Cela aurait évité à beaucoup d'entre eux des déplacements multipliés. Le 24 août est, selon nous, trop près ou trop loin du 1^{er} août; trop près pour qu'il soit possible de s'éloigner de son département après les élections générales, ne fût-ce que pour aller prendre les eaux; trop loin pour que ceux des nouveaux élus qui ont des fonctions publiques à remplir, ou des affaires à soigner, puissent attendre pendant 24 jours la réunion du conseil dont ils font partie.

— On évalue à 35 mille le nombre des personnes qui depuis quinze jours ont visité les écoles de natation qui sont installées dans le lit de la Seine entre le pont de la Concorde et le pont d'Austerlitz. Il est vrai que depuis l'année 1822, Paris n'a eu un commencement d'été pareil à celui de 1846; la chaleur se maintient avec une régularité presque africaine à 30 degrés et au dessus. La moisson sera évidemment avancée d'un mois. Aujourd'hui sur le pont de la Concorde un jeune homme est tombé comme foudroyé par la chaleur.

— Nous avons parlé de la persistance qu'un matelot anglais nommé Reid mettait à se cacher dans les jardins du palais Buckingham, où il a été surpris deux fois de suite; l'emprisonnement sévère à laquelle les magistrats de Londres se sont livrés à l'égard de cet homme, n'a fait reconnaître, de sa part, aucun mauvais dessein contre la reine, et il vient, en conséquence, d'être reconduit par la police sur le vaisseau de guerre le Raleigh, dont il était réellement déserteur; on pense qu'une fois à bord de ce bâtiment, il comparaitra devant une cour martiale.

Le ministre de la justice et des cultes vient d'informer les préfets que le nombre toujours croissant des demandes de secours pour acquisitions, constructions ou réparations d'églises paroissiales et de presbytères, qui lui sont adressées chaque jour, lui impose la nécessité de se réserver l'entière répartition du crédit ouvert à cet effet au chapitre XI du budget des cultes. En conséquence, le ministre invite tous les préfets à lui adresser directement les propositions sur toutes les demandes qui paraissent dignes d'être accueillies, en ayant soin toutefois de ne donner aucune suite à celles qui n'auraient pour objet que des besoins d'une assez faible importance, et auxquels les communes doivent pourvoir.

Cet avis est accompagné de la recommandation suivante :

« La plupart de nos églises ont un caractère monumental plus ou moins remarquable. Souvent les réparations qu'on a été obligé de leur faire subir ont été dirigées avec une telle ignorance, ou tout au moins avec une insouciance si étrange, qu'elles n'ont produit que d'affligeantes mutilations. Je vous invite, Messieurs, à porter vos soins sur ce point important. Faites tous vos efforts pour qu'il ne soit fait aucun changement au genre de construction de vos églises ni aucune

dégradation aux sculptures, soit par le badigeon ou par toute autre réparation mal conçue. Si vos efforts étaient mal accueillis, ce que je ne puis supposer, avertissez à ce sujet sur-le-champ, afin que je fasse examiner la nature des travaux, et que je donne l'ordre de les arrêter si la nécessité en était démontrée.

— La vapeur de la correspondance le Charlemagne, de la compagnie Bazin-Périer, parti d'Alger le 26 du courant, à midi 1/2 est entré dans le port à 6 heures 1/2. Les nouvelles que nous apporte ce paquebot sont d'une nature affligeante.

Il n'est malheureusement plus permis de douter du massacre des prisonniers français dans la déra de Abd-el-Kader. Voici une note qui a été communiquée à tous les journaux d'Afrique et qui semble émaner d'une source officielle :

« Certains journaux de France paraissent douter de la cruauté catastrophique de nos prisonniers. Ils fondent leur incertitude sur de prétendues contradictions et invraisemblances qui se trouvent, selon eux, dans le rapport si simple et si naturel du clairon Rolland, échappé au massacre.

« Il serait bien heureux pour nous de pouvoir partager ce doute; mais malheureusement le fait est constaté par un grand nombre de familles arabes, qui, après cet événement, ont quitté la déra et sont rentrées sur notre territoire. Il est affirmé aussi par une foule de Marocains qui viennent aux marchés de Nedroma et de Tlemcen.

« On sait également par le chasseur Bernard, qui parvint à s'échapper six semaines ou deux mois avant le massacre, que l'ordre était donné depuis longtemps à la déra de tuer les prisonniers au premier danger de les voir délivrer par une colonne française. Le chasseur Bernard raconte qu'à l'apparition du général Cavaignac vers la Moulouya, la déra passa sur la rive gauche, donna un quinze heures avant l'arrivée de nos troupes; que les prisonniers furent poussés dans l'ouest et que six d'entre eux, qui ne purent pas suivre les autres, furent égorgés. Toute tentative sérieuse contre la déra, pour la délivrance de nos prisonniers, n'aurait donc fait qu'avancer leur mort. »

— Nous recevons de Bône une nouvelle bien affligeante.

« Le prochain courrier portera à Alger une nouvelle désastreuse qui a consterné la ville de Bône et semé l'inquiétude dans notre subdivision, si calme jusqu'à présent. Un convoi de 25 à 30 malades, évacués le 1^{er} juin de Tebessa, a été massacré le même jour, à son arrivée dans un douar de la tribu des Ouled-Sidi-Yahya-ben-Thaleh, où il s'arrêtait pour passer la nuit. M. le général Randon, averti aussitôt, fit lever le camp immédiatement et se mit à la poursuite des assassins, qu'il parvint à joindre dans la montagne, où ils espéraient trouver un abri contre sa juste colère. Il est facile de juger de l'ardeur des troupes en une telle circonstance; les résultats de la rencontre furent brillants pour nos armes; 200 morts laissés sur le terrain par les Arabes, 500 chameaux, 350 bœufs, plus de 1,200 moutons et un immense butin abandonné par les fugitifs restèrent aux mains de la colonne française, qui ne compte que quatre hommes blessés et deux chevaux tués.

« C'est là un de ces malheurs qui ne se sont que trop fréquemment renouvelés dans notre guerre d'Afrique et que l'opinion publique semble trop facilement excuser dès qu'une éclatante réparation les a suivis. Il est pénible de songer que, peut-être, aucune voix ne s'élèvera pour signaler tout ce qu'il y a eu d'imprudence et d'irréflexion de la part du chef dans cette circonstance. Certes, j'applaudis aussi franchement que qui que ce soit à la prompt vengeance que M. le général Randon a su tirer d'un pareil attentat, à l'élan admirable des divers corps de troupes qu'il a entraînés sur ses pas; mais il est vrai d'ajouter qu'une plus juste appréciation des faits antérieurs au 1^{er} juin, une investigation plus mûrement dirigée sur les dispositions et les tendances des tribus dont on avait traversé le territoire, eussent dû suffire pour éviter de tenter une imprévoyante évacuation de malades sur Gbelma, qui ont à sept journées de Tebessa. En effet, pendant la marche de Souk-Arras à Tebessa, quatre assassins, au moins, furent commis à diverses reprises, sur un officier et sur des soldats isolés le long des flancs et sur

les derrières de la colonne; le dernier de ces crimes reçut son exécution le 31 mai, dans les jardins extérieurs de la ville de Tebessa, en plein jour, et à quelques pas du camp. Toute la nuit du 31 mai, le camp fut tenu en éveil par un feu continu entonné par les Arabes avec nos avant-postes. Et c'est le lendemain que M. le général Randon fait rétrograder des malades, avec une escorte de quatre spahis pour faire 40 lieues dans un pays où il se voit reçu à coups de fusil, lui qui est à la tête de 16 ou 17 cents hommes! Est-ce qu'un pareil accueil n'aurait pas dû ouvrir les yeux les plus aveuglés, sur le danger d'une pareille témérité?

— M. le duc et Mme la duchesse de Nemours sont partis le 19 du palais de Neuilly avec leurs enfants, le duc d'Alençon et le comte d'Eu, par un convoi spécial du chemin de fer d'Orléans, pour le château d'Amboise.

LL. AA. RR. visiteront les environs et repartiront le 20 de ce mois pour Tarbes. Elles passeront par Tours, Limoges, Périgueux et Agen. Des ordres sont donnés pour qu'il n'y ait aucune réception officielle. LL. AA. RR., accompagnées de deux officiers d'ordonnance, se rendront de Tarbes à Saint-Jean-de-Luz (Hautes-Pyrénées), où elles établiront leur résidence pendant deux mois.

— On va faire au polygone de Vincennes l'essai de deux canons d'une forme entièrement nouvelle en acier. Ils sont très longs, peu larges et d'une grande portée.

— On répand le bruit que le gouvernement prussien a l'intention d'accorder une amnistie au sujet des derniers mouvements dans le grand duché de Posen.

— L'affaire du différend survenu entre M. Billecoq et le gouvernement Valaque a été dénoncée par M. de Bourqueney au divan. Au départ des dernières nouvelles de Constantinople on ne connaissait pas encore la décision des ministres de la Porte.

— On lit dans le Sun :

Nous pouvons annoncer de bonne source que le duc de Wellington doit donner très incessamment sa démission, lors même que le gouvernement actuel ne serait pas renversé dans quelques jours, comme on s'y attend. On dit que le marquis de Normanby sera envoyé à Paris, pour remplacer lord Cowley, lorsque les whigs reviendront au pouvoir.

— On cite plusieurs maisons de Londres et de Liverpool comme étant directement intéressées dans l'armement de corsaires mexicains.

On se rappelle un nommé Warner qui s'est vanté auprès de l'amirauté anglaise d'avoir inventé un moyen de détruire les flottes et les forteresses d'une nation ennemie. L'amirauté avait nommé une commission formée de plusieurs officiers et entraînée du colonel Chalmer. Mais ce dernier ayant été remplacé par sir Thomas Hastings, l'inventeur refusa d'accepter le nouveau commissaire comme juge. Il déclara dans une lettre qu'il vient d'adresser à lord Ellenborough. « Qu'il peut facilement détruire toute flotte qui serait envoyée à la mer par l'Angleterre, rendre inutiles toutes les fortifications qui viennent d'être élevées sur les côtes de la Grande-Bretagne et rendre impraticables tous les ports et les fleuves situés dans le Royaume-Uni. »

Le sieur Warner déclare que si l'on refuse de faire droit à sa demande, il est décidé à rendre son invention publique, quelques graves qu'en soient les conséquences.

Ces menaces ont paru si importantes à l'amirauté anglaise, que lord Ellenborough a déposé à la chambre des lords la lettre qu'il a reçue du sieur Warner.

— Une ordonnance du conseil d'état du 22 mai, décide qu'il y a incompatibilité entre les fonctions de directeur de l'enregistrement et des domaines et celles de membre d'un conseil général.

— Un journal dément en ces termes la nouvelle que nous avions empruntée à une autre feuille :

« C'est par erreur qu'on a avancé que la tête de Lecomte avait été l'objet d'un examen phrénologique. M. le doyen de la faculté de médecine l'ayant demandée selon l'usage, pour les études anatomiques, M. le préfet de police lui a répondu que la sœur de Lecomte ayant réclamé les restes mortels de son frère pour les faire inhumer, ils lui avaient été remis aussitôt après l'exécution. Aucun homme de l'art n'a pu voir ni mouler la tête du supplicié. »

— La nouvelle annoncée par plusieurs journaux que la remise du reste de leur peine avait été accordée au général Montholon, à l'anglais Fielding et à l'ex-lieutenant Aladenise, les trois derniers compagnons de captivité du prince Louis Napoléon, est entièrement controuvée.

Il n'y a eu ni grâce ni proposition de grâce, ni même, comme on l'a dit, promesse de grâce après la fin du procès du docteur Conneau.

Le général Montholon, comme on sait, est détenu au château de Ham, l'anglais Fielding à Versailles, et Aladenise à Sainte-Pélagie. (Moniteur parisien.)

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX DE L'ABONNEMENT pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr., p. r. an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LÉZOLIVET, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

— Nous avons, il y a quelque temps, parlé d'un projet de télégraphe électrique sous-marin, entre la France et l'Angleterre. Les lords commissaires de l'Amirauté, dans le but de s'assurer de la possibilité de l'entreprise, ont permis aux auteurs du projet d'établir un télégraphe sous-marin à travers la baie de Portsmouth, depuis l'hôtel de l'Amirauté dans le bassin, jusqu'à l'extrémité du chemin de fer de Gosport; ainsi l'Amirauté, à Portsmouth, sera en communication directe avec Londres. Le télégraphe sous-marin sera établi dans le courant de la semaine prochaine, et si l'expérience réussit, on s'occupera de l'établissement du télégraphe électrique à travers la Manche, avec l'autorisation du gouvernement français et anglais.

(Morning-Post).

Variétés.

Voici quelques détails sur le couronnement et la consécration du pape nouvellement élu.

Quand le souverain pontife a reçu la première adoration des cardinaux, il se rend au Vatican, où le précédent des cardinaux revêtus de la soutane rouge, et en cortège de gala. Le pape, ayant pris la mitre d'or et la chape d'argent, entre dans la chapelle Sixtine, s'assied sur un coussin au milieu de l'autel, et reçoit la seconde adoration des cardinaux. Ensuite il est porté sur la sedia dans la basilique de Saint-Pierre, où il reçoit la troisième adoration des cardinaux, qui vont la lui rendre manteau traînant, et la barrette à la main. Le pape, debout, bénit solennellement le peuple pour la première fois; puis, remontant sur la sedia, et avec le même cortège, il retourne au Quirinal.

On distribue ensuite de l'argent au peuple. Le soir ont lieu d'autres réjouissances publiques; les palais de la ville sont étincelants de feux. Il y a toujours la grande illumination de Saint-Pierre et le feu d'artifice du château Saint-Ange.

Quand le pape va au couronnement, il quitte en voiture le Quirinal pour se rendre au Vatican. Quand le cortège passe sur le pont St-Ange, l'artillerie salue le pontife, et de grands étendards à ses armes flottent sur le château. Au Vatican, le pape revêt son costume, monte sur la sedia, et se dirige en grand cortège vers la basilique de Saint-Pierre. Arrivé à l'église, le pape s'assied sur un trône élevé dans le vestibule; autour de lui, sur des bancs, se placent les cardinaux. L'archiprêtre cardinal de la basilique vient lui baiser les pieds et les mains, et lui adresse un discours de félicitation; puis le clergé vient aussi lui baiser les pieds.

Le pape entre ensuite dans la basilique et se rend dans la chapelle Clémentine, où on le revêt de ses ornements sacrés. Au sortir de la chapelle, un maître de cérémonies, tenant à la main un long bâton argenté, à l'extrémité duquel sont liées des étoupes, fait une genouflexion devant le Pape, en même temps qu'un clerc, à l'aide d'un flambeau, allume les étoupes. C'est pour rappeler au pontife la rapidité avec laquelle passe la gloire de ce monde, comme une flamme d'étoupe. Le maître des cérémonies chante pendant ce temps : *Pater sancte, sic transit gloria mundi*.

Après des oraisons; le premier cardinal-diacre revêt le pontife du pallium. Le pallium, tissé avec la laine d'agneau sans tache, et que l'on porte au cou, rappelle l'humilité de Jésus-Christ. Il est attaché au cou du pape avec trois épingles, représentant les trois clous qui servirent à attacher Jésus-Christ à la croix. Mais les épingles sont ornées de pierreries. Le pape se rend alors au trône, où il reçoit la dernière adoration.

Après la messe, le pape, porté sur la sedia, recouvre du grand dais flottant, et en cortège, parcourt la nef et se rend à la grande loge de la bénédiction par le portique de St-Pierre. Là s'élève un trône où s'assied le pontife, entouré de tout le sacré-collège et de la cour, à la vue du peuple immense qui couvre la place Saint-Pierre. Alors le deuxième cardinal-diacre ôte la mitre au pape; et le premier cardinal-diacre à qui il appartient de le couronner lui met la tiare sur la tête.

Le front coiffé de la tiare, monté sur la sedia, le pape s'approche du grand balcon de la façade; il se lève, entr'ouvre ses bras, bénit le peuple avec trois doigts, et fait trois fois le signe de la croix, devant lui et des deux côtés, en prononçant les paroles de la bénédiction.

La multitude immense qui couvre la place de Saint-Pierre, la musique des régiments qui exécutent des fanfares, les cloches de la basilique qui retentissent et l'artillerie du château Saint-Ange qui annonce au loin le couronnement, donnent à ce spectacle une grandeur magique.

C'est cette bénédiction qu'on appelle généralement en France la bénédiction *urbi et orbi*. Les papes, après leur couronnement, vont prendre solennellement possession de la basilique de St-Jean-de-Latran.

— La tiare ou triple couronne qui sert aujourd'hui pour la cérémonie du couronnement de Sa Sainteté, est celle dont Napoléon fit présent à Pie VII. Il y en a une autre donnée par le deraire pape, Grégoire XVI. Les tiaras et les mitres précieuses sont gardées au fort Saint-Auge, où on les rapporte après le couronnement. La tiare donnée par Napoléon est en saphirs, blanc; les trois couronnes sont dessinées en saphirs, en perles et en diamants; sur le sommet est une large émeraude surmontée d'un croix en diamants. Cette tiare est estimée 80,000 écus romains ou 428,000 fr.

Après quatre mois d'existence, et malgré des dépenses considérables d'installation, le *Jardin d'Étude des champs-Élysées*, vient de distribuer aux actionnaires de son ancienne société un dividende de 19 pour 100 soit 33 fr. 28 c. par action de 500 fr. pour les quatre mois écoulés.

Les embellissements de tous genres que va recevoir cet établissement permettent de présager pour l'avenir des résultats non moins satisfaisants. (7839)

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

Louis-Philippe, Roi des Français, à tous présents et à venir Salut.

Le tribunal civil de Bastia, a rendu le jugement suivant dans la cause.

Entre M. le préfet de la Corse représentant l'État contre Patrimoine, Morlas et héritiers de feu Barthélemy Bertarelli.

En la requête de M. le Procureur du Roi, au duquel il requiert qu'il plaise au tribunal prononcer l'expropriation de la maison lavée en jaune sur le plan dressé par le capitaine du Génie à Bastia, et indiquée par la lettre E, maison qui appartient aux sieurs Patrimoine, Morlas et héritiers de feu Barthélemy Bertarelli, et commettre un de MM. les Juges pour remplir le ff. de Magistrat Directeur du Jury chargé de fixer l'indemnité.

Vu l'art. 14 de la loi du 3 mai 1841.

Attendu que toutes les formalités préliminaires ont été remplies; qu'il y a lieu dès lors à prononcer l'expropriation pour cause d'utilité publique de la maison dont s'agit, de commettre un magistrat pour remplir le ff. de directeur du Jury qui doit fixer l'indemnité, et de désigner un autre Juge pour remplacer ce Directeur au besoin.

Par ces motifs le tribunal, faisant droit au requêteur du ministère public, dit que la maison des sieurs Patrimoine, Morlas et héritiers de feu Barthélemy Bertarelli, énoncée au plan précité par la lettre E, sera expropriée pour cause d'utilité publique. Délégué M. Benoît Juge pour remplir le ff. de magistrat directeur du Jury, le quel, en cas de besoin, sera remplacé par M. Benedetti autre Juge.

Ainsi fait et jugé à l'audience publique du tribunal civil de Bastia, le neuf mai mil huit cent quarante six, présents MM. Montera président, Benedetti et Benigni juges, Chiesa substitut et Scatelli commis greffier.

Signés : MONTERA et SEATELLI.

Enregistré gratis à Bastia, le onze mai 1846, f.° 33. V.° C.° 3.

Signé : CASANOVA.

Pour extrait conforme délivré au ministère public.

Le commis greffier, Signé : SEATELLI.

AVIS.

Un Concours sera ouvert le 25 Août prochain pour l'admission de Chirurgiens-élèves dans les hôpitaux militaires d'instruction de Metz, Strasbourg, Lille, et à l'hôpital de perfectionnement à Paris. Les examens auront lieu à Paris, Metz, Nancy, Strasbourg, Besançon, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Rennes, Lille, Bastia, Bayonne et Perpignan.

Les candidats devront se faire inscrire à l'Intendance Militaire de celle de ces dernières villes où ils désirent concourir. Ils leur sera donné connaissance, dans les bureaux du Sous-Intendant Militaire ou du Commandant de la Place ou dans ceux de la Mairie de la Commune où le présent avis est affiché, du programme arrêté par M. le Ministre de la guerre pour ce concours.

Bastia, le 15 Juin 1846

Le Sous-Intendant Militaire de 1^{re} Classe, F. FOURNIER.

VENTE PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

On fait savoir à tous ceux qu'il appartiendra, que le trente du mois de juin courant mil huit cent quarante six, à neuf heures du matin, sur la place du nouveau marché de cette ville, il sera procédé à la vente au plus offrant et dernier enchérisseur, de meubles et effets consistant en canapés, tapis, tables, miroirs, chaises, tables de nuit, commodes, pétrins, romaines etc.

Le tout sera payé argent comptant.

Bastia le vingt-cinq juin 1846.

FERRANDI huissier.

Calvi à Corte, 2 ares 40 centiares de Jardin, situé au lieu dit *Piedimolino* ou *Amandolese*, territoire de la Commune de Nèsa, pour prix et valeur de 96 fr., non compris la somme de 19 fr. 70 c. pour dommages de toute nature.

L'avis ci-dessus est donné pour remplir le vœu des articles 16, 17, 18 et 19 de la loi du 3 mai 1841.

Le Sous-Préfet de Calvi, Signé : J. A. POMEI.

La CRÉOSOTE-BILLARD contre les

MAUX DE DENTS

enlève à l'instant la douleur de dent la plus vive et guérit la carie des dents gâtées, 2 fr. le flacon avec l'instruction. Pharmaciens dépositaires :

Sampolo à Ajaccio; Pomoniti à Bastia; Sangonetti à l'Île-Rousse.

AVIS.

Les actionnaires des bateaux à vapeur de la Comp. Valéry frères sont prévenus que dimanche, 3 juillet prochain, à une heure de l'après-midi, il y aura réunion générale chez les gérants.

Cette convocation a pour but la communication d'un projet pour l'extension de l'entreprise.



PAQUEBOTS À VAPEUR DE LA COMP. VALÉRY FRÈRES.

Service régulier entre Bastia et Marseille, et entre Bastia et Livourne.

Dans les premiers jours du mois de juillet prochain, le bateau à vapeur le *MARÉCHAL SEBASTIANI* partira de Bastia pour Ajaccio, touchant à l'Île-Rousse et Calvi.

Ce même bateau à vapeur restera à Ajaccio et fera deux voyages par semaine entre ce port et Propriano.

Le jour et l'heure du départ de Bastia seront annoncés dans notre prochain numéro.

LA LETIZIA.

partira de Bastia pour Marseille dimanche 28 courant à 8 heures du matin.

LE COMMERCE DE BASTIA.

partira pour Marseille dimanche 5 juillet à 8 heures du matin.

De la Plage, 18 juin, brick-golette Sampiero, c. Gaché, charbon.

Cagnano, 19, gondole St-Antoine, c. Antonors, vin.

Macinaggio, 19, gondole Trinité, c. Cervoni, vin.

Livourne, 20, bat. à vap. Commerce de Bastia, c. Valzi, ble.

Gènes, 20, bonf Jésus-Marie, c. Bausa, pâtes, ris.

Livourne, 21, brick-golette Phéas, c. Guasco, bid.

De la plage, 21, mistick miséricorde, c. Gabrielli, charbon.

Ajaccio, 21, bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, passagers.

Marseille, 22, bat. à vap. Letizia, c. Bogliani, div.

Livourne, 23, bat. à vap. Maréchal Sebastiani, c. Bertocci.

De la Plage, 23, bonf Conception, c. Belgodere, charbon.

Fiumorbo, 23, bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, pass.

Toulon, 23, bateau St-Etienne, c. Gimelli, plâtre.

Marseille, 24, paquebot Ajaccio, c. Blanc, dépêches.

DÉPARTS.

Rio, 18 juin, brick-golette Léopold second, c. Gian-noni, en lest.

Ajaccio, 18, bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, passag.

Livourne, 18, gondole Hyver, c. Ficarella, en lest.

Marseille, 19, paquebot Bastia, c. Blanc, dépêches.

Marseille, 20, brick-golette Conception c. Lombardi, marbres.

Livourne, 20, golette Assomption, c. Thiers, en lest.

Livourne, 20, bat. à vap. Maréchal Sebastiani, c. Bertocci, passagers.

Marseille, 21, bat. à vap. Commerce de Bastia, c. Valzi, divers.

A la plage, 22, brick-golette Conception, c. Dapelo, en lest.

Fiumorbo, 22, bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, en lest.

A la plage, 22, brick-golette St-Antoine, c. Mecolin, en lest.

A la Plage, 22, brick-golette Assomption, c. Oliva, en lest.

A la Plage, 22, brick-golette Conception, c. Ersa, en lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

BASTIA (Corse).

DES DÉLITS RURAUX EN CORSE

(Suite et fin.)

« Une preuve que la civilisation en Corse se trouve en rapport avec le nombre des délits ruraux signalés et réprimés, nous la trouvons dans la différence qui existe entre le chiffre des amendes recouvrées pour la ville de Corte et celui des amendes recouvrées pour la ville d'Ajaccio. Ce dernier est de 375 fr. 42 c. et l'autre de 84 fr. 55 c. Cependant le territoire de Corte est plus étendu que celui de la première ville. L'industrie et le commerce occupent à Ajaccio plus de personnes qu'à Corte soit parce que la population est beaucoup plus forte, soit parce que la première ville a l'avantage d'être le chef-lieu du département et de posséder un des meilleurs et des plus surs mouillages de l'Europe. Le domaine de l'agriculture, devait être, comme en effet il est, beaucoup plus étendue à Corte qu'à Ajaccio, quoiqu'au chef-lieu l'agriculture soit pratiquée avec plus d'intelligence et de profit. D'où vient donc que dans cette dernière ville, le nombre des délits ruraux réprimés excède de trois quarts ceux de la ville de Corte? Est-ce parce que dans ce territoire les propriétés sont plus respectées? On tomberait dans une étrange erreur si l'on admettait cette conclusion. Non, c'est parce qu'à Corte les contraventions sont trop nombreuses, qu'elles sont continuelles et que l'on recule devant l'idée de poursuivre et de requérir contre une partie considérable de la population. Nous maintenons donc toutes les conséquences que nous avons tirées de l'examen du tableau et nous combattons d'avance l'objection qu'on pourrait déduire de l'état de la ville de Sartene où le chiffre des amendes excède beaucoup celui de Corte puisqu'il est de 234 fr. 63 c. Mais il faut réfléchir que la ville de Sartene, se trouve, sous le rapport qui nous occupe, dans une position tout à fait exceptionnelle. Elle se compose presque en entier de grands propriétaires en rivalité, sinon en inimitié ouverte entre eux. Cela fait que chacun s'efforce de vivre du sien et oblige ses voisins à en faire autant. A ce sujet, l'ordre nait du sein du désordre et l'état de guerre amène au respect de la propriété. C'est pour cela que les délits ruraux y sont assez rares et ceux qui y sont commis, facilement réprimés. Mais si dans le chef-lieu de l'arrondissement les lois sur la police sont appliquées avec une certaine sévérité, il n'appert pas qu'il en soit de même pour le reste de l'arrondissement. Dans les deux tiers des communes l'action de la police rurale est nulle puisqu'il n'y a pas eu de poursuites exercées. Et ce qui confirme de plus en plus nos déductions, c'est qu'au nombre des communes qui ne sont pas mentionnées dans le tableau que nous avons examiné, nous trouvons Arbellara et Forzano, si riches en propriétés communales et où ne sont peut-être pas encore éteintes les inimitiés les plus terribles des temps modernes en Corse. Dans d'autres communes non moins célèbres par leurs malheurs, la répression a été aussi à peu près nulle, et en effet nous trouvons Ste-Lucie de Tallano et Olmeto, portées chacune pour 5 fr. 70 c. Dans la ville de Bonifacio seulement la répression paraît avoir été de quelque efficacité puisque les amendes se sont élevées à 88 fr. 32 c. Mais on n'ignore pas que les habitants de Bonifacio, sans cesse en contact avec la Sardaigne et d'un caractère doux et paisible, ne partagent pas les préjugés des habitants du reste de l'arrondissement; ils doivent à cette circonstance heureuse d'être aussi industriels et aussi honnêtes que les habitants du Cap. C'est parce qu'ils sont tels, qu'ils veulent que l'agriculture soit protégée et qu'ils réclament souvent l'intervention de l'autorité municipale. Nous sommes même portés à croire que si cette autorité, peu jalouse de mériter leur estime, tolérât les abus, ils n'hésiteraient pas à se déclarer partie civile. Nous serions bien loin de les blâmer d'adopter ce système. Il a sans doute des inconvénients, mais les avantages qu'il présente surpassent de beau-

coup les inconvénients. C'est bien à l'intervention directe des particuliers qu'on a pu parvenir dans le Fiumorbo à sauver quelque grande propriété d'une destruction générale, et c'est ce qui explique le chiffre un peu élevé de l'article de la commune d'Isolaccio.

Après avoir analysé et réduit à leur expression générale les faits résultant du document précieux soumis à notre examen, et établi les conséquences qui en découlent, nous devons nous faire ressortir des leçons qui s'y trouvent renfermées pour l'avenir.

« Tout le monde voit, tout le monde connaît, que l'avenir de la Corse dépend, comme nous l'avons dit, du développement de son industrie agricole, et l'agriculture ne peut faire des progrès qu'autant que chacun sera assuré de jouir en paix du fruit de son travail; que la propriété sera enfin garantie. Le but ne pourra être, nous en concevons, complètement atteint que lorsque la législation sur la police rurale sera complétée et mise en harmonie avec l'état actuel de la société; mais nous sommes forcés de reconnaître que la législation actuellement existante, bien interprétée et bien exécutée, serait suffisante pour extirper le plus grand nombre des abus existants. Nous l'avons déjà démontré, et nous ne reviendrons plus sur cet objet: nous nous bornerons à indiquer les mesures à prendre pour en faciliter l'application.

« Première mesure nous admettons que l'intérêt bien entendu du pays exige, que tout délit rural soit poursuivi et qu'aucune contravention ne passe inaperçue. Mais ceci nous porte à examiner une question, savoir si la multiplication des tribunaux de simple police pourrait faciliter la répression. On sait que tous les maires des communes non chefs-lieux peuvent, assistés de leurs adjoints, s'ériger en tribunaux de simple police et prononcer jusqu'à cinq francs d'amende. Si tous nos maires étaient à la hauteur de leurs fonctions, si les élections municipales n'avaient établi dans presque toutes les communes une arène où la lutte triennale allume des passions qui ne s'éteignent pas, nous pourrions concevoir l'utilité d'un tribunal dont l'action répressive serait prompte et par conséquent plus efficace.

« Mais dans l'état de choses actuel les tribunaux des villages seraient un moyen d'intimidation ou une arme vengeresse, rien de plus. L'œuvre serait déplorable. Nous croyons cependant que tous les inconvénients disparaîtront ou au moins qu'ils seront compensés par des avantages qu'on ne saurait méconnaître, si l'action de la police en matière de délits ruraux, tout en se généralisant, s'exerce par la voie ordinaire, c'est-à-dire que les contraventions seraient constatées par les gardes champêtres, dénoncées aux maires du chef-lieu et portées par celui-ci devant le juge de paix. Nous ne nous sommes pas dissimulés les imperfections de l'institution des gardes champêtres. Nous n'ignorons pas qu'un très grand nombre de communes en avant qu'encore, mais nous sommes persuadés qu'elles pourraient en être toutes pourvues dans un bref délai, si MM. les maires avaient la volonté d'exécuter les instructions de M. le préfet. Il est bien vrai que plusieurs communes trop dénuées de ressources, trop faibles en population ou ayant un territoire très-restreint ne peuvent pas se trouver en état d'entretenir un garde champêtre; mais rien ne s'oppose, selon nous, à ce qu'un agent institué pour une commune, reçoive la faculté d'instrumenter dans une autre et par ce moyen, une ou plusieurs communes pourraient contribuer en argent ou en denrées, à solder son salaire.

« Nous savons aussi que les gardes champêtres ne rendront pas tous les services qu'on est en droit d'attendre d'eux, mais peu de contraventions échapperont à l'attention de l'autorité si les gardes sont sérieusement surveillés par MM. les maires. La responsabilité doit donc peser entièrement sur eux, si l'état de désordre dans les campagnes se prolonge encore. Nous n'osons pas blâmer nos compatriotes de trop ambitionner la faculté de révoquer l'écharpe tricolore, mais nous leur ferons remarquer que cette faculté impose des de-

voirs, fort honorables sans doute, mais graves et souvent difficiles à remplir. Quiconque ne connaît pas toute l'étendue de ses devoirs ou qui les connaît et ne les remplit pas, est, à nos yeux, un mauvais citoyen, qui doit compte à la commune qu'il administre à ses supérieurs et à Dieu, du mal qu'il n'a pas empêché commettre du bien qu'il n'a pas fait. Le moment approche où les hommes doués de bon sens et animés de l'amour du bien public pourraient, sans troubler l'ordre Public, infliger un châtiment mérité à ceux de leurs concitoyens qui ont, ou trop négligé ou bieié l'intérêt vital de la Corse, celui de l'agriculture; ils n'auraient qu'à les écarter de leur refusant leurs suffrages, de la représentation communale. L'administration, nous en sommes sûrs, complètera l'œuvre de régénération en accordant sa confiance qu'aux hommes qui offriront assez de garanties et par leurs lumières et par la position sociale qu'ils occupent, elle aura par ce moyen la certitude que les délits ruraux seront l'objet d'une répression sévère et impartiale.

« A notre avis pour que la répression soit générale et qu'elle produise de bons résultats, il faut que des mesures, arrêtées de concert entre l'administration et l'autorité judiciaire, soient exécutées dans toute l'étendue du département. Nous prenons la liberté d'indiquer les mesures, qui pour le moment pourront amener quelques résultats efficaces, et les bonnes intentions qui animent le chef de l'administration et le chef du parquet, nous donnent l'espoir qu'elles seront accueillies.

« Régler autant que possible le parcours dans chaque commune de manière à en restreindre l'usage et à faire en sorte qu'il n'oppose plus de forts obstacles au développement de l'agriculture. Il n'y a rien dans la législation, actuellement en vigueur, qui s'oppose à ce que le parcours soit restreint parce qu'il est dans les attributions des conseils municipaux de fixer les époques de la vaine pature et de désigner les endroits où elle devra être exercée.

« Rappeler aux maires et aux gardes champêtres les principales dispositions des chapitres II et III du livre I et celles du chapitre I du livre II du code de l'instruction criminelle.

« Enjoindre à chaque maire de transmettre, dans le délai de trois jours, ses procès-verbaux et ceux du garde champêtre au juge de paix du canton, de tenir note de chaque envoi, et de rendre un compte mensuel au préfet de toutes les poursuites dirigées devant ce tribunal.

« Recommander aux juges de paix de tenir toutes leurs audiences aux chefs-lieux et de statuer sans retard pour ne pas laisser accumuler les contraventions avant de les juger. Dans cette matière, plus qu'en toute autre, l'exemple n'est salutaire qu'autant que le châtiment suit de près l'infraction. Les juges de paix eux-mêmes devraient tenir un registre à l'instar du celui qui est ouvert auprès des tribunaux de première instance afin de constater les récidives, et pouvoir appliquer les dispositions de la loi dans des cas de cette nature. Ces mesures auraient pour effet de réprimer nécessairement la plus grande partie des contraventions rurales, celles-ci deviendraient de jour en jour plus rares; le respect de la propriété pénétrerait peu à peu dans nos mœurs, et lorsque le code rural, si impatientement attendu, viendrait combler nos vœux, les améliorations qu'il introduirait s'opéreraient sans trouble et sans secousses.

R. C.

On nous écrit de Toscane.

« Dans le mois d'octobre 1845 une brigade de la gendarmerie pontificale pénétra dans le territoire toscan près de la Villa du sieur C. Targioni de Modigliani, et précisément dans la paroisse de Tossino. Ils forcèrent le colon à leur ouvrir les portes du Casino et après avoir fait une minutieuse perquisition, n'y ayant pas